

UNAMDR

EGENIA-COURSE MATERIALS

[1 DEC 1994 - 31 DEC 1995]

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RHWG MAY 2009

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-1060</u>
BOX	<u>17</u>
FILE	<u>1</u>
ACC.	<u>1998/0281</u>

UNAMIR
CIVPOL

COURS
DE
MAINTIEN DE L'ORDRE

EGENA RUHENGERRI

PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ORDRE

Leçon N° 1 : Les Forces au M.O. : Définition, principes, emploi.

Leçon N° 2 : Les Forces Armées au M.O. : Réquisition.

Leçon N° 3 : La Gendarmerie au M.O. : Généralités, Caractères particuliers.

Leçon N° 4 : La Gendarmerie au M.O. : Réquisition.

Leçon N° 5 : Le Gendarme au M.O. : Equipement, attitude, mouvement individuel.

Leçon N° 6 : Les Opérations au M.O. : Formation de marche.

Leçon N° 7 : Déplacement en véhicule.

Leçon N° 8 : M.O. : Les patrouilles et escortes.

Leçon N° 9 : Les barrages.

Leçon N° 10 : Les dégagements.

Leçon N° 11 : Les principes d'action.

Leçon N° 12 : Les opérations de garde.

Leçon N° 13 : Les services d'ordre.

Leçon N° 14 : L'emploi de la force au M.O.

Leçon N° 15 : Les sommations.

Leçon N° 16 : Légitime défense individuelle.

Leçon N° 17 : L'usage des armes.

Leçon N° 18 : Les infractions courantes au M.O.

Leçon N° 19 : Les attroupements.

Leçon N° 20 : Les délits d'attroupements.

Leçon N° 21 : Définition des attroupements.

Leçon N° 22 : Particularités des attroupements.

Leçon N° 23 : Les arrestations au M.O.

PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ORDRE

LECON N°1:

LES FORCES ARMEES AU MAINTIEN DE L'ORDRE

I. Généralités:

A. Définition:

1. Le maintien de l'ordre a pour objet de **prévenir** les troubles afin de ne pas avoir à les **réprimer**.
2. Le maintien de l'ordre a pour base essentielle le **renseignement** et comprend avant tout des mesures préventives.
3. Le maintien de l'ordre comporte au cas où l'ordre est troublé, les **mesures** destinées à le **rétablir**.

B. Principes Généraux.

Trois grands principes directeurs:

1. Le maintien de l'ordre relève de l'autorité civile responsable.
2. L'autorité civile ne peut faire intervenir la force armée au MO que par voie de réquisition (exceptionnellement sur simple demande).
3. L'autorité militaire responsable de l'exécution des réquisitions est seule juge des moyens et techniques à mettre en oeuvre.

C. Forces du maintien de l'ordre:

1. Exécution du maintien de l'ordre.

Le maintien de l'ordre est assuré:

- a) essentiellement par les forces de police et de gendarmerie.
- b) en cas d'exception par les Forces Armées (Terre, Air)

2. Mise en action

L'autorité civile ne peut mettre en action l'autorité militaire qu'en vertu de deux moyens spécialement prévus, à savoir:

- a) la demande de concours (mesures préventives) et
 - b) la réquisition (mesures d'intervention).
-

II. Emploi des Forces Armées.

Parmi les Forces Armées, la Gendarmerie est une force instituée pour veiller à la sûreté publique et pour le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Cette compétence particulière de la gendarmerie la classe en tête des forces chargées du maintien de l'ordre.

A. Catégories des Forces Armées:

On distingue deux catégories, à savoir:

1. Les Forces Armées

- . La Gendarmerie
- . La Garde République
- . Les Armées Terre & Air

2. Les Forces Civiles

- . La Police
- . Les Douanes
- . Les Contributions indirectes
- . Les Eaux & Forêts
- . Les Affaires Economiques

B. Mise en action des Forces Armées:

Trois manières différentes:

- a. Demande de concours de l'autorité
- b. Réquisition de l'autorité civile compétente
- c. Ordre de l'autorité militaire.

1. Demande de concours de l'autorité civile:

- Présentée par écrit
- N'est soumise à aucune procédure particulière
- Tend à faire exécuter des mesures préparatoires et préventive ne sortant pas du cadre de l'activité normale des Forces armées.

2. Réquisition de l'autorité civile compétente:

L'autorité civile décide de la mise en application des mesures d'intervention et est seule juge du moment où l'appui des Forces armées est nécessaire; en outre, c'est elle qui fixe le but à atteindre.

3. Ordre de l'autorité militaire:

Dans le cas de situation de gravité exceptionnelle:

- . insurrection brutale et organisée
- . état de siège
- . Zone opérationnelle

Il peut arriver que l'autorité civile soit dans l'impossibilité de procéder à la réquisition de l'autorité militaire. Dans ce cas précis, l'autorité militaire détient la responsabilité de l'ordre public.

III. LES REQUISITIONS:

A. BUT: Les réquisitions tendent à faire exécuter des mesures d'intervention. Ces mesures consistent dans l'emploi de la force pour le maintien de l'ordre ou pour le rétablissement de l'ordre.

B. Différentes catégories:

On distingue trois catégories de réquisitions:

1. Réquisition Générale
2. Réquisition Particulière
3. Réquisition complémentaire spéciale

a) Réquisition Générale: Elle a pour but d'obtenir de l'autorité militaire un ensemble de moyens en vue de leur utilisation pour le maintien de l'ordre.

b) Réquisition particulière:
 . a pour objet de confier à une troupe une mission précise et délimitée.
 . peut prescrire l'emploi de la force (mais ne suffit pas pour permettre l'usage des armes)

c) Réquisition complémentaire Spéciale:

A pour objet de prescrire l'usage des armes hors les cas de:
 .légitime défense
 .défense des postes et terrains dont on a la garde.

C. Devoirs Particuliers des Militaires Isolés:

Tout militaire en uniforme doit:

- appréhender l'auteur d'un crime ou délit flagrant et le remettre à la gendarmerie ou au service de police le plus proche.
- prêter spontanément main forte même au péril de sa vie à tous les agents ou représentants de l'autorité en uniforme ou munis de leurs insignes.
- Exécuter les réquisitions de la gendarmerie comme tout citoyen.

A l'attention des élèves: Retenir le libellé et le contenu des différentes réquisitions susmentionnées.

PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ORDRE

LECON

LA GENDARMERIE AU MAINTIEN DE L'ORDRE

GENERALITES:

A. PRINCIPES:

" La gendarmerie est une force instituée pour:

- veiller à la sûreté publique
- assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Elle veille en permanence au maintien de l'ordre:

- au cours des patrouilles quotidiennes des brigades:
 - . elle s'assure que l'ordre règne
 - . elle intervient pour le maintenir.

Elle contribue au maintien de l'ordre lorsque ce dernier risque d'être troublé par l'action de ses unités conçues spécialement pour le maintien de l'ordre.

Elle participe au rétablissement de l'ordre: avec ses unités d'intervention dotées de moyens spéciaux.

B. LES UNITES D'INTERVENTIONS:

-Temporaires: Gendarmerie territoriale.

- .Recherche les renseignements
- .Se trouve déjà sur place, prête à agir immédiatement
- .Aide les unités déplacées sur sa circonscription.

-Organiques: Gendarmerie mobile

Gradés et gendarmes de la gendarmerie mobile:

- vos unités doivent être constamment prêtes à entrer en action.
 - vous pouvez être envoyés en un point quelconque du territoire
- pour:
- Renforcer la gendarmerie territoriale(ex. service d'ordre à l'occasion d'une importante manifestation sportive);
- Mais toujours en unités constituées

Normalement, vos unités sont mises en mouvement pour satisfaire la demande de concours, ou la réquisition générale de l'autorité civile responsable du maintien de l'ordre.

Dans les cas urgents, l'assistance de la force armée locale peut être requise directement par les officiers gradés et commandants de brigade de la gendarmerie.

II. CARACTERES PARTICULIERS DES MISSIONS DE MAINTIEN DE L'ORDRE:

- L'autorité administrative est responsable de l'ordre public: d'où nécessité d'une liaison constante et confiance entre cette autorité et la gendarmerie.
- La tactique utilisée n'est pas celle du combat:
 - . Adversaire: n'est pas un ennemi mais un citoyen troublant l'ordre public.
 - . Action: se déroule sur le territoire national, généralement en zone urbaine.
 - . Législation et réglementation spécifiques au maintien de l'ordre imposent des règles strictes (emploi de la force, usage des armes).
 - . Des forces importantes sont mises en oeuvre:
 - . Masse homogène, compacte, infranchissable, soudée au chef, est opposée aux manifestants.
 - . Tout homme isolé est en danger.
 - . l'intervention doit toujours être rapide.

III. PARTICIPATION DE LA GENDARMERIE TERRITORIALE

AU MAINTIEN DE L'ORDRE

La gendarmerie territoriale prépare l'intervention de la gendarmerie mobile; en retour, la gendarmerie mobile complète l'action de la gendarmerie territoriale.

A. Principe:

La gendarmerie territoriale participe au maintien de l'ordre normalement dans le cadre de ses brigades, au cours des services ordinaires.

B. Rôle de la Brigade:

a. **Actions permanentes:**

- . Recherche des renseignements
 - . Etablissement et tenue des dossiers de maintien de l'ordre (dossier de cantonnement, dossier de secteur).
-

b. Avant les désordres:

- . Etre informée
- . Etre sur place prête à agir (action isolée pour des troubles de faible importance).
- . Avoir une influence apaisante sur les manifestations.

c. Après les désordres :

- . Recherche du renseignement (évolution de la situation)
- . Aide aux unités déplacées
- . Apports divers (OPJ pour sommation, constatation des infractions)

d. Après les désordres:

- . Ramener le calme dans les esprits
- . Renseigner les autorités sur l'évolution de l'opinion publique
- . Dresser des procès verbaux sur les incidents intervenus et effectuer les enquêtes demandées.

IV. PARTICIPATION DE LA GENDARMERIE MOBILE

AU MAINTIEN DE L'ORDRE

A. CARACTERES GENERAUX:

Les unités constituées de la gendarmerie mobile:

- doivent être constamment tenues prêtes à entrer en action
- peuvent être envoyées en un point quelconque du territoire.
 - . soit pour renforcer la gendarmerie départementale (service d'ordre)
 - .soit pour prolonger son action (maintien et rétablissement de l'ordre)

B. MISSIONS POUVANT LUI ETRE CONFIEES:

Les unités de la gendarmerie mobile doivent être aptes à:

- disperser les attroupements
- dégager les voies et places publiques
- interdire l'accès de certains endroits ou d'un certain périmètre
- faire évacuer des lieux et des locaux occupés
- assurer la surveillance et la protection d'installations, d'établissements ou de points importants
- faire respecter la liberté du travail
- protéger les manifestations tolérées.

C. ACTIONS DE LA GENDARMERIE MOBILE:

L'inité normale d'emploi de la gendarmerie mobile au maintien de l'ordre est
l'escadron

Pour de plus amples détails, voir tableau sur la page suivante

REQUISITION GENERALE

(EXEMPLE)

Ministère de l'Intérieur

République Rwandaise

REQUISITION GENERALE

Au nom du Peuple Rwandais.

Nous, Jean Sébastien de Dieu, Préfet de Ruhengeri, requérons en vertu de la loi, Monsieur Aimé Christophe Colonel, Chef d'Etat -Major de la Gendarmerie Nationale, de prêter le secours des troupes nécessaires pour maintenir l'ordre dans la ville de Ruhengeri, le 25 Décembre 1994 à partir de 12 heures.

Et pour garantie du dit commandement nous apposons notre signature.

Fait à Ruhengeri, le 24 Décembre 1994.

Signé : (Cachet)

Indications complémentaires :

1. Moyens estimés nécessaires : 400 gradés et gendarmes.
2. Moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes : le 25/12 entre 6 heures et 7 heures.
3. Stationnement initial souhaitable : station d'essence près marché.
4. Mode d'accès des troupes : par la rue AMAHORO.
5. Conduite à tenir à l'arrivée : prendre contact avec le commandant de brigade.
6. Autorité qualifiée pour l'emploi des troupes sur place : Monsieur Claude Durien, Bourgmestre de la commune de
7. Durée probable de la réquisition : 48 heures.

REQUISITION PARTICULIERE

(Ne prévoyant pas l'emploi de la force)

(EXEMPLE)

Ministère de l'Intérieur**République Rwandaise****REQUISITION PARTICULIERE**

Au nom du Peuple Rwandais.

Nous, Jean Sébastien de Dieu, préfet de la préfecture de Ruhengeri, requérons en vertu de la loi Monsieur Aimé Christophe, chef d'escadron, commandant les forces de gendarmerie déplacées à Ruhengeri de prêter le secours des troupes nécessaires pour prévenir la formation d'attroupements sur la place de la Nation le 25 Novembre 1994 à partir de 12 heures.

Et pour garantie du dit commandant, nous apposons notre signature.

Fait à Ruhengeri, le 25 Novembre 1994

Signé : (Cachet)

Indications complémentaires

1. Nature et effectif des moyens à employer : 200 gradée et gendarmes.
2. Mise en place terminée pour 11 heures 30'.
3. Moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes 10 h 45'.
4. Point à occuper : place du Marché et ses débouchés.
5. Mode d'accès : par la Rue de la Paix.
6. Conduite à tenir par les troupes à l'arrivée : activer la circulation dans leur rues accédant à la place du marché, empêcher la formation de rassemblement, mettre un élément en réserve à la Préfecture.
7. Autorité appelées à coopérer avec la troupe : Monsieur Jean Jacques Bourgmestre de la Commune de :
8. Durée probable de la réquisition : la journée.

REQUISITION PARTICULIERE

(prévoyant l'emploi de la force, mais non l'usage des armes)

(EXEMPLE)

Ministère de l'Intérieur

République Rwandaise

REQUISITION PARTICULIERE

Au nom du Peuple Rwandais.

Nous, Jean Claude, préfet d'Escadron, commandant les forces de gendarmerie déplacées à Gitarama de prêter le secours des troupes nécessaires pour disperser par la force les attroupements formés sur la route de Kigali le 20 Janvier 1995 à 15 Heures.

L'emploi de la force pour l'exécution de la présente réquisition ne comporte pas l'usage des armes.

La présente réquisition est prise sous le signe de l'urgence.

Et pour garantie du dit commandement, nous apposons notre signature.

Fait à Gitarama, le 20 Janvier 1995.

Signé : (Cachet)

Indications Complémentaires :

1. Composition des forces : 100 gradés et gendarmes.
2. Exécution : immédiat
3. Conduite à tenir : disperser l'attroupement, refouler les manifestants vers la Place de la Nation, établir un barrage filtrant sur la route de Kigali à hauteur du marc

REQUISITION PARTICULIERE

(prévoyant l'emploi de la force, mais non l'usage des armes)

Ministère de l'Intérieur

République Rwandaise

REQUISITION PARTICULIERE

Au nom du Peuple Rwandais,

Nous, Dieudonné Parfait, préfet de la préfecture de Butare, requérons en vertu de la loi, Monsieur Eric, Chef d'Escadron, commandant les forces de gendarmerie déplacées à Butare, de prêter le secours des troupes nécessaires pour disperser par la force les attroupements formés dans la cours de l'Université le 24 Mars 1995 à 18 heures.

L'emploi de la force pour l'exécution de la présente réquisition comporte l'usage des armes; l'autorité militaire reste libre d'en régler l'emploi.

La présente réquisition est prise sous le signe de l'urgence.

Et pour garantie dudit commandant, nous apposons notre signature.

Fait à Butare, le 24 Mars 1995.

Signé (Cachet)

ESCADRON MAINTIEN DE L'ORDRE EN INTERVENTION : 75

P.H.R.: 3 - 1 Capt commandant d'escadron PA
 - 1 chauffeur d'escadron PA
 - 1 Radio PA

GROUPE PROTECTION	GROUPE APPUI ARMES A FEU	GROUPE SOUTIEN
1ère Peloton : 24 dont : 1 commandant de peloton PA 1 conducteur PA		
1 gradé-bouclier-bâton de protection 1 gme " " 1 gme " " 1 gme " " 1 gme " " 1 gme " " 1 gme " " 1 gme " "	1 gradé FLG 36-51 1 gendarme " 1 gme lanc. FSA 762 1 gme	1 gradé bâton de prot 1 gme+bât+couv. anti-feu 1 " " 1 gme " " 1 gme " " 1 gradé chef cell.FLI 1 " " 1 " " 1 " "
8 (total du groupe)	5 (total du groupe)	9 (total du groupe)
2ème peloton : 24 dont : 1 commandant de peloton PA 1 conducteur PA		
1 gradé-bouclier-bâton de protection 1 gendarme " " 1 " " " 1 " " " 1 " " " 1 " " " 1 " " " 1 " " "	1 gradé FLG 36-51 1 gendarme 1 " 1 gme lanceur F5-762 1 gendarme	1 gradé bâton d'prot. 1 " " 1 " " + couvert.anti-feu 1 " " 1 " " 1 " " 1 gradé bâton+ ELT 1 " " 1 " "
8 (Total du groupe)	5 (Total du groupe)	9 (Total du groupe)

PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ORDRE**LECON****LE GENDARME AU MAINTIEN DE L'ORDRE****I. EQUIPEMENT:****II. ATTITUDES ET COMPORTEMENT:****A. PRINCIPES:**

Agissant à la vue et au contact des manifestants, le gendarme doit toujours avoir:

- une attitude militaire irréprochable, ferme et sans relâchement.
- une tenue réglementaire et soignée
- un comportement profondément humain.

B. DISCIPLINE:

- Les missions de maintien de l'ordre consistent habituellement en actions de masse.
- Elles exigent de l'exécutant une obéissance stricte et immédiate, chacun observant un silence total et s'attachant à ne pas perdre de vue le Chef qui peut donner des commandements au geste.

C. A BORD ET EN SURVEILLANCE DES VEHICULES:

- Attitude militaire
- Comportement digne
- Etre toujours prêt à intervenir
- Rester très vigilant

C. DEVANT UNE FOULE CALME:

Le gendarme doit faire preuve:

- de calme
- de correction
- d'indépendance
- d'attention

E. DEVANT UNE FOULE HOSTILE:

Le gendarme doit:

- rester calme et impassible
- conserver son sang froid
- éviter toute réaction pouvant être prise pour de la provocation
- ne pas discuter avec les manifestants
- maintenir un contact étroit (avec son chef ses camarades)
- être attentif aux mouvements de la foule
- rendre compte.

F. DANS L'ACTION:

- Le gendarme doit: - agir avec fermeté, détermination et énergie
- s'abstenir de toute brutalité
 - faire preuve d'humanité
 - obéir strictement et sans délai aux ordres des chefs
 - n'employer ses armes que sur ordre.

III. MOUVEMENTS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS:

Une présentation impeccable et des manoeuvres rigoureuses des forces de l'ordre témoignent de la maîtrise des unités, de leur cohésion et de leur détermination; elles impressionnent les manifestants et intimident les moins passionnés.

A. MOUVEMENTS INDIVIDUELS:

La position d'attente est une position statique normale du personnel contraint à des stations prolongées. Elle se prend au commandement: " Position d'attente"

B. MOUVEMENTS COLLECTIFS:

Dans certaines opérations afin de maintenir la cohésion d'un dispositif et de ne pas se trouver isolés, les gendarmes doivent se tenir entre eux. Les ensembles ainsi constitués s'appellent "chaînes".

Ces chaînes peuvent s'établir par les mains, par les bras ou par les ceinturons.

IV. EMPLOI DU LOT DE PROTECTION:

A. Composition:

- un bouclier (avec housse) transparent et fermé, de forme ronde pesant 2 kilogrammes.
- un bâton de protection (avec dragonne) en gomme noire.

B. Emploi du bâton:

- Bien manipulé, le bâton de protection est une arme de défense remarquable, mais son emploi de façon inconsidérée peut avoir de graves conséquences.

-Il permet de porter:

- . des coups droits (de haut en bas ou de bas en haut)
- . des coups de revers (horizontalement de la droite vers la gauche
- . ou de la gauche vers la droite
- . des coups pointés (avec l'extrémité)

V. EMBARQUEMENT ET DEBARQUEMENT D'UN VEHICULE:

A. EMBARQUEMENT:

1. Le peloton se rassemble colonne par trois à proximité du fourgon-car.
2. L'embarquement se fait au commandement "embarquez". L'arme est alors mise à la main bretelle détendue (en cas d'intervention), bretelle tendue (fin de mission).
3. L'embarquement s'effectue en ordre, en silence et avec rapidité.
4. Les groupes embarquent simultanément en utilisant les portières disponibles selon un ordre déterminé par le commandant d'inité. Le Chef de groupe embarque le dernier.

B. DEBARQUEMENT:

Il s'effectue:

- hors de la vue et du contact des manifestants
- dans l'ordre inverse de l'embarquement
- rapidement et en silence
- en ordre, le peloton se rassemblant dans la formation prescrite

Si le débarquement s'effectue sur le lieu d'intervention la formation adoptée peut immédiatement se traduire par la mise en place d'un dispositif tactique.

Dans le maintien de l'ordre l'on a souvent affaire à deux catégories de foules:

1. une foule calme:

- Ne manifeste pas d'hostilité marquée à l'égard des forces de l'ordre.
- Ne paraît pas vouloir passer outre aux injonctions faites.

2. une foule hostile:

- Manifeste une hostilité certaine à l'égard des forces de l'ordre (huées cris injurieux , pancartes avec slogans hostiles, etc.)
- Prête une oreille attentive et complaisante aux meneurs
- Composée d'éléments nerveux réagissant brutalement en causant des dommages
- Tolère en son sein des manifestants, masqués, casqués, porteur d'objets susceptibles de devenir des armes.

2. LES RASSEMBLEMENTS DE PERSONNES						
	REUNION		MANIFESTATION		ATTROUPEMENT	
Catégorie	Privée	Public	Tolérée	Interdite	Non armé	armé
Lieux	Endroit clos non public	Endroit privé ou lieu public	Sur la voie publique		Sur la voie publique	
Légalité	Pas de déclaration	Déclaration préalable	Déclaration en mairie	Non déclarée ou faisant objet ^{arrêté} interdiction	Interdit	
Aspect de la foule	Foule calme		Foule plutôt calme	Foule plutôt hostile	Foule indisciplinée, hostile, voire agressive	
Action de la gendarmerie	Simple surveillance aux abords des lieux de la réunion		Simple surveillance	L'empêcher de s'organiser et éviter les regroupements	Disperser par la force	

PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ORDRE**LECON****LES OPERATIONS DE MOUVEMENT EN MAINTIEN D'ORDRE****1. FORMATIONS DE MARCHÉ:****A. RASSEMBLEMENTS:**

Les rassemblements s'effectuent:

- rapidement
- en ordre
- en silence
- l'arme à la bretelle

Le peloton se rassemble colonne par trois.

L'escadron se rassemble: - soit en colonne de peloton
- soit en ligne de peloton

B. DEPLACEMENTS A PIED:

-Conditions: l'unité se déplace dans le dispositif pris lors du rassemblement:

- . au pas cadencé,
- . sans distance et sans intervalle,
- . en assurant sa sûreté immédiate.

-Arrêts en cours de déplacement:

L'unité qui s'arrête reste en formation de marche.

Si nécessaire, elle se met " en garde "

-au commandement "face à l'extérieur"

.le premier rang ne bouge pas

.le dernier rang fait demi-tour

.les files de gauche et de droite font respectivement un "à droite" et un " à gauche"

-au commandement "face à l'avant"

.reprise du dispositif initial.

C. DEPLACEMENTS EN VEHICULES:

La colonne guidée par des estafettes motocyclistes, par des gendarmes ou des policiers locaux se déplace rapidement pour intervenir dans les moindres détails.

Les distances entre véhicules sont:

- réduites en zone urbaine
- de l'ordre de 100 mètres en zone rurale.

Les véhicules de la gendarmerie se conforment aux règles de la circulation (sauf urgence caractérisée)

Un système d'observation est organisé à bord de chaque véhicule.

En cas d'arrêt, un système de protection est mis en place.

II. LA PATROUILLE:

A. DEFINITION:

La patrouille est une formation de l'effectif minimum d'un peloton se déplaçant à pied ou en véhicule:

- soit pour montrer la force dans une zone troublée ou susceptible de l'être,
- soit pour disperser les attroupements (petits rassemblements, groupes calmes ou peu hostiles)
- soit pour rechercher des renseignements.

Ce n'est pas une patrouille de combat.

B. COMPOSITION:

- Un Chef de patrouille avec de moyens de liaison
- Des exécutants avec un armement.

C. REGLES D'EXECUTION:

- Agir en sûreté
- Eviter absolument l'échec
- S'abstenir de toute attitude provocatrice.
- Rester en liaison permanente avec le Chef
- Eviter de s'attarder ou de se laisser accrocher.

D. ROLE DES EXECUTANTS:

1. Attitude qui en impose . Elle sera: - résolue
 - calme
 - disciplinée.
2. Interventions fermes mais polies
 - pour: - faire circuler de petits groupes
 - traverser de petits rassemblements
 - protéger des personnes menacées.
3. Observations constantes pour: - rendre compte au Chef de patrouille
 - être prêt à une prompt intervention.
4. Exécution fidèle des ordres reçus

E. PATROUILLE A PIED:

1. Emploi: - empêcher ou retarder le rassemblement d'une foule calme
- disperser les petits attroupements.
2. Action: - La patrouille se déplace:
 - . en colonne par deux ou par trois,
 - . l'arme à la bretelle,
 - . au pas cadencé. Elle ne prend le pas de route ou sans cadence que hors de la vue de la foule.
- La patrouille se forme:
 - . en colonne : pour empêcher la foule de se rassembler
 - . en ligne: pour refouler ou disperser un attroupement.
- En cas d'hostilité, le repli peut être ordonné: il s'effectue en ordre et aussi lentement que possible .
- En cas d'absolue nécessité, elle peut se réfugier dans une cours ou un immeuble.

F. PATROUILLE SUR VEHICULE:**1. Différentes sortes:**

- sur véhicule type MO (maintien de l'ordre)
- sur véhicule de groupe

2. Sur véhicule type MO (fourgons-cars)

- Patrouille particulièrement apte à montrer la présence des forces de l'ordre (supprimée quand la situation risque de s'aggraver)
- Formée au minimum de deux véhicules progressant:
 - . à allure lente
 - . en liaison à vue

3. Sur véhicule de groupe:

- apte à exécuter toutes les missions imparties aux patrouilles.
- patrouille intervient sur véhicules, le personnel n'embarquant qu'en cas de nécessité.

III. L'ESCORTE D'INDIVIDUS APPREHENDÉS:**A. DEFINITION:**

C'est une patrouille dont la mission est d'assurer la conduite en un point de destination fixe de personnes appréhendées pour des infractions consécutives au maintien de l'ordre.

C'est un transfert pour lequel les précautions habituelles doivent être prises:

- fouille des personnes au départ
- mise en place des objets de sûreté,

- approvisionnement des armes,
- précautions concernant le véhicule de transport des prisonniers.

B. PRINCIPES:

Le mouvement demande une exécution rapide, discrète et en sûreté.
L'évacuation se fait en véhicule, sous la protection d'une escorte.

C. COMPOSITION:

a. Eléments: - un Chef d'escorte

- un élément de garde et un élément d'accompagnement pouvant comprendre: un élément de sûreté immédiate, un élément d'éclairage, etc un élément serre-file.

b. Moyens:

- Au moins deux véhicules (varie suivant le nombre et l'importance des personnes à escorter)
- Moyens radio-électriques.

c. Modalités d'exécution:

1. Le personnel concourt:

- à la sécurité de l'escorte : tout contact avec la foule doit être évité.
- à son intégrité: toutes les personnes appréhendées doivent être amenées à bon port.

2. En cas d'incident:

- l'élément de garde reste avec les personnes appréhendées.
- l'élément d'accompagnement assure la protection du convoi.

SCHEMA D'UNE ESCORTE SIMPLE (Cfr schema manuscrit).

PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ORDRELECONLES BARRAGES1. GENERALITES:A. BUTS:

Le barrage a pour but d'interdire complètement à une foule pendant un temps déterminé l'accès d'un espace donné. C'est donc une restriction à la liberté.

B. TYPES: On distingue trois types de barrage:

1. **Barrage d'arrêt:** la foule ne doit pas pénétrer dans un espace interdit ou déborder d'un espace déterminé.

2. **Barrage de canalisation:** La foule doit être amenée à emprunter un itinéraire autorisé et empêchée d'en emprunter un autre.

3. **Barrage filtrant:** seules certaines personnes sont admises à pénétrer dans un espace interdit à la plus grande partie de la foule.

4. PRINCIPES:

- Il est prescrit par une réquisition particulière.
- Face à la foule, le barrage doit donner une impression de masse, de puissance et de cohésion.
- Il est placé sous les ordres d'un **Chef unique**: le commandant de barrage.

II. LE BARRAGE D'ARRET FIXE FERME:A. COMPOSITION: Quatre éléments:

- 1 élément de **contact** (mission d'arrêt)
- 1 élément d'**appui** (jet de grenades)
- 1 élément de réserve (renforcement, dégagement, garde de personnes appréhendées)
- 1 élément de sûreté (protection arrière).

Peut être renforcé par des moyens complémentaires.

Plusieurs escadrons peuvent participer à la constitution d'un barrage (selon l'ambiance et le terrain).

B. REGLES PARTICULIERES D'EXECUTION DU SERVICE:1. Principes:

Comme toujours au maintien de l'ordre:

- . se montrer ferme et énergique,
- . ne manifester aucune nervosité, aucune impatience, aucune marque de fatigue

. rester insensible, indifférent aux cris, menaces, injures et même aux applaudissements.
Une attitude résolue peut éviter d'intervenir en impressionnant les manifestants.
Il faut éviter toute réaction susceptible d'être considérée comme une provocation.

2. Organisation et modes d'action:

L'organisation et les modes d'action des différents éléments du barrage dépendent de l'ambiance.

DEVANT UNE FOULE CALME

- . Les effectifs sont allégés
- . Les moyens spéciaux sont dissimulés,
- . un épi est détaché en avant,
- . le contact de la foule avec le premier rang est toléré,
- . la première ligne peut former la chaîne

DEVANT UNE FOULE HOSTILE

- . Les effectifs sont complets
- . les moyens spéciaux sont montrés et s'il le faut utilisés.
- . aucun épi n'est détaché
- . la foule est maintenu à distance
- . des arrestations peuvent être opérée.

3. Rôles des exécutants:

- **Observer** :- la foule
 - les meneurs
 - les abords
 - les points dominants
- **Ecouter**: - la foule
 - les meneurs
- **Rendre compte.**

III. LES FORMES DU BARRAGE D'ARRET FIXE FERME:

Ce sont des adaptations du barrage d'arrêt fixe fermé; elles n'en diffèrent que par la forme des dispositifs imposés par le résultat à atteindre.

A. BARRAGE D'ARRET MOBILE:

1. Mission: Même mission générale que le barrage d'arrêt fixe fermé.
2. Particularités: se caractérise par ses conditions de mise en place:
le détachement étant envoyé d'urgence au devant d'une foule en marche pour lui interdire l'itinéraire qu'elle emprunte.

3. Réalisation: Le dispositif du barrage d'arrêt fixe fermé est réalisé progressivement:
- en installant d'abord un fort élément de contact
 - puis en constituant les éléments d'APPUI, de SURETE, et de RESERVE.
4. Rôle des exécutants: C'est une mission exigeant discipline, souplesse et rapidité d'intervention.

B. BARRAGE DE CANALISATION:

- a. Missions: - soit faire écouler et maintenir une foule sur un itinéraire déterminé,
- soit après avoir scindé la foule, l'aiguiller sur différentes voies.

Le maintien sur un itinéraire est réalisé en installant des barrages d'arrêt fixes fermés aux entrées des rues adjacentes.

La scission en plusieurs courants s'obtient:

- soit par le jeu d'ouvertures et de fermetures successives de barrages d'arrêt fixes fermes convenablement disposés:
- soit, s'il s'agit de l'évacuation d'un local ou d'un lieu de réunion, par l'usage de barrages de canalisation en tiroir ou en éventail.

- b. Barrage en tiroir: Le local n'a qu'une seule ou plusieurs issues très éloignées les unes des autres : la rue est barrée tantôt à droite, tantôt à gauche de l'issue.

- c. Barrage en éventail: Depuis un point fixe situé en face de l'issue, l'élément de contact pivote de part et d'autre de l'issue.

C. BARRAGE FILTRANT:

Le barrage d'arrêt fixe situé en face de la foule calme à travers lequel est aménagé un passage pour certaines catégories de personnes autorisées à passer après contrôle.

D. BARRAGE INTERMITTENT:

Barrage d'arrêt fixe qui s'ouvre et se ferme tour à tour pour fractionner une foule calme sans volonté de l'orienter vers des directions précises.
(VOIR SCHEMA MANUSCRIT DES DIFFERENTS TYPES DE BARRAGES).

LES OPERATIONS DE DEGAGEMENT

Ces opérations visent à dégager, un espace occupé par des personnes réunies en grand nombre sans les exciter par des brutalités inutiles.

- Soit sur une voie publique : où peuvent s'effectuer :

- | | |
|----------------------------|-------------------------|
| . face à une foule calme | la traversée de foule |
| | la vague de refoulement |
| . face à une foule hostile | la charge |

- Soit un local

Dans tous les cas, ces intervention nécessitent une action qui doit être plus psychologique que coercitive.

I. LA TRAVERSEE DE FOULE

A. But : Obtenir le départ **volontaire** d'une foule **calme** et **non hostile** des lieux où elle est assemblée.

B. Principes d'action

- L'opération consiste à **dissocier** et à **lasser** la foule. Réalisée par des patrouilles qui effectuent des mouvements de va-et-vient traversant la foule :

- . **EN TOUS SENS**
- . **METHODIQUEMENT**

- Cette action est appuyée par :

- . des **conseils**
- . des **appels à la raison**
- . des **exhortations**

- Le dispositif peut être complété par des **barrages de canalisation**

- La traversée de foule ne comporte pas l'**usage de la force**

- L'opération cesse : . Si aucun résultat n'est obtenu dans des délais raisonnables
 . Dès l'apparition d'indices de nervosité

C. Règles particulières d'exécution

1. Action de patrouille

- Les patrouilles se déplacent en colonne, l'arme à la bretelle

- Le personnel ne se laisse pas isoler surveille attentivement les personne, fait preuve de **patience** et de **courtoisie**, fait appel à la raison des manifestants, fait entretenir la lassitude de la foule, éveille la crainte, suggère aux manifestants de rentrer chez eux.
- Au moindre incident avec **calme** et **bon ordre**, les patrouilles se dégagent et rejoignent le point de ralliement, rendent compte au Commandant de l'opération et avisent les autres patrouilles.

D. Attitude du gendarme

- Conserver l'arme à la bretelle
- Est courtois, manifeste même de la bonne humeur
- Reste calme et conserve son sang froid
- Fait appel à la raison des personnes présentes
- Ne se laisse pas distancer ou "couper" par des manifestants
- S'assure que celui qui le suit est toujours là; au besoin lui prête assistance
- Est très attentif aux réactions de la foule; rend compte immédiatement à son chef de tout incident, si minime soit-il.

II. LA VAGUE DE REFOULEMENT

A. But : Obtenir **sans emploi de force** qu'une foule **non hostile** aux forces de l'ordre évacue un espace déterminé.

B. Principes d'action

- La vague de refoulement est placée sous les ordres d'un **chef unique**
- Elle part en général, d'une **position de barrage d'arrêt fixe ferme**
- Elle agit par :
 - **sa masse**
 - **sa cohésion**
 - **sa pression** (régulière et permanente)

C. Composition

La vague de refoulement comprend normalement 4 éléments :

Elément de contact	Elément d'accompagnement	Elément de réserve	Elément de sûreté
-----------------------	-----------------------------	-----------------------	----------------------

D. Mission et action des différents éléments

1. L'élément de contact : a pour mission de faire reculer la foule

- . Il se forme en ligne sur deux ou plusieurs rangs
- . Il occupe la totalité de l'axe à dégager
- . Il avance lentement et effectue une poussée régulière et constate sur la foule
- . Il ne se laisse pas retarder par quelques récalcitrants isolés qu'il dépasse

. Le chef de l'élément de contact se tient généralement derrière la vague.

2. L'élément d'accompagnement : est chargé de mettre en place des barrages d'arrêt
sommaire

- . A chaque intersection de rues avec l'axe de refoulement
- . Aux entrées de cours et d'immeubles (le cas échéant)

Le chef d'élément constitue autant de détachements que le terrain l'impose.

3. L'élément de réserve : (Il peut être commun à plusieurs vagues)

- . Il renforce les éléments :
 - de contact
 - d'accompagnement
 - de sûreté
- . Il se saisit des manifestants dépassés par l'élément de contact et les expulse hors du dispositif.
- . Il participe, le cas échéant, à la garde des personnes appréhendées.

4. L'élément de sûreté : qui assure :

- la protection arrière de la vague
- la sécurité éventuelle des véhicules
- . Il se forme en ligne sur un rang face à la direction à surveiller.

D. Attitude des gendarmes

Quelle que soit leur place dans le dispositif, ils ne doivent pas oublier que :

- . la foule n'est pas, a priori, hostile; aussi :
 - **ETRE ENERGIQUE** ... mais jamais nerveux
 - **SE MONTRER FERME** ... mais courtois
- . il faut rester insensible aux cris et aux acclamations de la foule
- . toute réaction susceptible d'être interprétée comme une provocation doit être évitée.

III. LE BOND OFFENSIF

A. But : Le bon offensif a pour but d'**OBLIGER** une **FOULE HOSTILE** à dégager des lieux qu'elle refuse d'évacuer. Il permet aussi à un escadron de se donner de l'espace par rapport aux manifestants ou d'approcher d'un objectif (cas de

réduction d'une barricade).

B. Principes d'action

Le bond offensif est placé sous les ordres d'un **CHEF UNIQUE**

- C'est une opération à caractère OFFENSIF
- Il implique l'**EMPLOI DE LA FORCE**. De ce fait il est **SOUMIS A L'EXECUTION DES FORMALITES PREVUES PAR LA LOI :**
 - . réquisition particulière prévoyant l'emploi de la force;
 - . sommations préalables
- Le bond offensif part en général, d'une **POSITION DE BARRAGE**
- Il se **TERMINE** toujours par un **BARRAGE D'ARRET FIXE FERME**
- Il **AGIT** par :
 - . sa masse
 - . sa cohésion
 - . le choc
- Il ne vise pas à **NEUTRALISER** les manifestants **BLESSURE** ou **CAPTURE**
- Il les **REFOULE** sur l'axe ou les **DISPERSE** par les voies de dégagement laissées libres.

C. Composition

LE BOND OFFENSIF COMPREND NORMALEMENT 4 ELEMENTS :

ELEMENT DE CONTACT	ELEMENT D'ACCOMPAGNEMENT	ELEMENT D'APPUI	ELEMENT DE SURETE
-----------------------	-----------------------------	--------------------	----------------------

D. Mission et mode d'action des différents éléments

1. **L'élément de contact:** qui exécute la mission proprement dite: **dégager le terrain occupé par les manifestants:**

- avec des effectifs suffisamment nombreux pour créer l'effet de **masse**, il se forme en ligne sur **plusieurs rangs** et occupe la **totalité de l'axe** à dégager;
- il peut être renforcé par des véhicules qui s'intercalent dans le dispositif et progressent avec lui, phares allumés, avertisseurs et sirènes en marche, moteurs à régime accéléré;

2. **L'élément d'accompagnement** chargé:

- de mettre en place des barrages d'arrêt à chaque intersection de rues avec l'axe de charge (éventuellement aux entrées de cours et d'immeubles);
- de saisir et de garder les manifestants dépassés par l'élément de contact
- de relever les blessés (gendarmes et manifestants).

3. **L'élément d'appui** constitué par l'équipe grenades lacrymogènes, il disperse ou neutralise les manifestants par ses tirs:

- . au moment du départ de la charge
- . pendant la progression
- . en cas de retour offensif des manifestants.

4. **L'élément de sûreté** : est chargé de la protection arrière du dispositif et de la sécurité des véhicules; peut être par un ou deux tireurs de grenades lacrymogènes.

E. Commandements

- "Pour un bond offensif jusqu'à..."
- Préparez-vous
- Appui feu
- En avant
- Halte
- Grenades

Attitude du gendarme : (de l'élément de contact)

- Le gendarme doit :
 - . au commencement préparatoire à la charge
- Ajuster ses équipements, serrer la jugulaire du casque, mettre les lunettes ou le masque respiratoire
- aborder l'attroupement sans ralentir, si s'occuper des manifestants dépassés en hurlant et en frappant sur les boucliers
- s'arrêter impérativement à la limite du bond et se placer en formation de barrage (en profiter pour remettre en ordre les équipements)
- ne se livrer à aucune poursuite individuelle en avant du front de charge
- éviter toute violence inutile.

IV. L'EVACUATION DE LOCAUX OCCUPES

A. Cadre du service

a) Les forces de l'ordre peuvent être appelées à assurer l'évacuation des locaux de catégories différentes et les techniques à employer dépendent de la nature de ces locaux.

- . local unique (salle de spectacle)
- . pluralité de locaux :

- dans un même bâtiment
- bâtiments séparés faisant partie d'un ensemble (campus universitaire)
- ensemble enclos (usine, caserne, établissement pénitentiaire)

b) L'évacuation est obtenue par des mouvements semblables a ceux qui sont employés sur la voie publique : ils vont de l'**EXHORTATION** a la **VAGUE DE REFOULEMENT** ou a la **CHARGE**.

B. Articulation du dispositif

3 ELEMENTS

ELEMENT DE SURETE EXTERIEURE	ELEMENT D'INTERVENTION	ELEMENT RESERVE
---------------------------------	---------------------------	--------------------

C. Mission et mode d'évacuation des différents éléments

1. L'élément de sûreté extérieure :

Il est compose :

- . d'éléments statiques : charges d'interdire l'accès du local
- . de patrouilles légères : chargées de renseigner
- . d'éléments charges de canaliser les personnes quittant les lieux ou de les disperser.

2. L'élément d'intervention charge de :

- . faciliter l'accès au local (escalade, ou verdure)
- . refouler les occupants vers l'extérieur
- . procéder aux arrestations nécessaires
- . fouiller minutieusement le local après son évacuation.

3. L'élément de réserve

- . en mesure d'intervenir rapidement dans n'importe quelle phase de l'opération
- . pouvant remplir des missions de **DIVERSION** ou de **DISPERSION**.

D. Attitude des gendarmes

- se tiennent en permanence "**EN GARDE**
- ne se dispersent pas
- évitent toute dégradation ou détérioration
- dans les usines, respectent les règles de sécurité relatives :
 - . aux installations électriques
 - . aux engins et machines

E. Cas particuliers : intervention dans un établissement pénitentiaire

1. Mission

- Elle ne consiste pas :
 - . a rejeter les occupants vers l'extérieur
 - . a les disperser
- Mais au contraire a :
 - . les refouler dans les locaux ou espaces choisis
 - . les fractionner et les tirer
 - . s'assurer de leurs personnes
 - . les replacer dans leurs cellules.

2. Rôle des exécutants

- L'action s'effectue en milieu hostile : aussi :
- Le personnel doit rester **GROUPE** et **ENCADRE** pour éviter
 - . d'être fait prisonnier
 - . d'être désarmer
 - . de servir d'otage.

"FORCE DOIT RESTER A LA LOI"...
... MAIS SANS VIOLENCES INUTILES.

MAINTIEN DE L'ORDRE

LES OPERATIONS DE GARDE: LE POSTEI. OBJET DU SERVICE:

Le poste est un détachement adapté à un immeuble, une installation, un établissement ou un ouvrage et ayant pour mission de le protéger contre des menaces généralement extérieures. Ces points importants sont généralement qualifiés. Points sensibles Le poste peut en outre être chargé selon le cas:

- d'assurer la liberté du travail.
- d'empêcher la mise en place de piquets , de grève .
- de disperser les petits attroupements à proximité du point garde
- d'interdire l'accès à l'intérieur d'un périmètre de sécurité.

1- BUT DE POSTE: CONSERVER L'INTEGRITE D'UN POINT SENSIBLE MENACE

POUR EVITER QU'IL NE PUISSE ETRE ENLEVEE

PAR SURPRISE

PAR FORCE

Il est installé à l'intérieur du point sensible pour empêcher la destruction ou l'occupation des installations

2- CADRE D'ACTION : LE POSTE N'AGIT JAMAIS SEUL .

Il participe à la mission générale de maintien de l'ordre avec les autres unités. Il agit en liaison avec les services locaux de police et de Gendarmerie. Le renseignement est à la base de son action .

Les menaces peuvent parvenir:

- D'une foule de manifestants.
- De petits groupes d'action violente.

II -COMPOSITION DE POSTE

l'effectif n'est jamais inférieur à celui d'un poste comprend: quatre éléments.

a - Un chef de poste : responsable du service , il doit être en permanence renseigné sur tout ce qui se passe dans le poste.

b - Un élément fixe : chargé de la sûreté immédiate, composé de sentinelles, plantons et guetteurs reliés entre eux par des patrouilles légères.

c - Un élément mobile : destiné à la sûreté rapprochée constitué de patrouilles et de postes d'observation opérant aux abords du point à surveiller ou sur véhicules .

d - Un élément de réserve : appelé à:

. Renforcer la protection en cas de menace grave.

. Intervenir à l'intérieur du dispositif en cas d'attaque.

I. III- CONDITIONS D'EXECUTION DU SERVICE .

1 - **Regles générales:** La participation au service du poste implique le respect strict et constant des consignes recues .Le respect est la base sur deux notions essentielles du service de garde.

a- l'observation:

- . Observer pour alerter et renseigner.
- . Rendre compte sans delai de toute observation.

b- La vigilance :

elle est la garentie de la securité du poste .
 . rien ne doit distraire pendant le service.
 . la routine est génératrice de défaillances.

2 - Conditions particulières:

a- Arriveé d'une foule calme (les manifestants veulent simplement parlementer).

- . Alerter et rendre compte de la situation.
- . Recevoir les doléances et les transmettre.
- . Inviter courtoisement mais fermement la foule à se retirer.
- . Faire respecter les consignes et rester vigilant.
- . S'interdire de faire quoi que ce soit qui risquerait d'enriner la situation.

b- Arriveé d'une foule hostile : (l'incident est à craindre).

- . Alerter et rendre compte de la situation.
- . Conserver le calme et le sang froid

Eviter tout action	pouvant etre comme provocation.
	pouvant faire douter de votre resolution (replie)

. Tenir sa place (application des consignes recues) et être prêt à l'action de refoulement si elle devient necessaire.

c- Attaque du poste .

- . Alerter tres rapidement (signaux d'alarmes).
- . Rester à son poste . Tenir sa place.
- . Appliquer les consignes relatives à l'attaque du poste.
- . N'employer la force que si:
 - Des violences ou des voies de fait sont exerceés contre vous.
 - Vous ne pouvez défendre autrement le terrain confié à votre garde.

ATTENTION on ne peut faire usage à des armes :
 Qu'en etat de légitime défense individuelle.
 Qu'en exécution des consignes de défense recues.
 Que sur ordre du chef responsable.

POSTE DE CONTROLE

DEVOIR DE GENDARME DE POLICE DE ROULAGE

1. DEFINITION

C'est un poste établi en un point déterminé dans le but d'arrêter systématiquement. Il peut être à véhicules en vue d'un contrôle particulier effectué sur ordre du commandement. Il peut être à caractère **préventif ou répressif**.

2. EMPLACEMENTS : repéré et ordonné par les officiers

*Toujours dans un endroit où :

- la circulation ne soit pas perturbée
- des accidents ne soient pas à craindre du fait du stationnement imposé.
- l'aire retenue permette le dégagement total de la chaussée
- l'usager ne décèle pas trop tôt le poste et puisse éviter le contrôle ou inversement, ne se trouve brutalement en face de lui.

3. EFFECTIF : toujours en fonction de la nature du contrôle, de l'importance de la circulation. Mais toujours plus de deux (2) gendarmes.

4. MODE D'ACTIONS

Appliquez les règles générales du service en ce qui concerne

- la manière d'arrêter les véhicules
- la manière d'interpeller les usagers
- la façon de les sanctionner s'il y a

5. NATURE DE CONTROLE

- *Contrôle des pièces administratives du véhicule
- *Contrôle des permis de conduire
- *Contrôle des équipements du véhicules (pneus, éclairage et autres)

POSTE DE SURVEILLANCE

DEVOIR DE GENDARME OU POLICE DE ROULAGE

1. DEFINITION :

C'est un poste de Gendarmerie en stationnement temporaire en un endroit difficile ou dangereux d'un itinéraire routier pour

- *Observer le libre écoulement du trafic
- *Imposer par sa personne une observation des règles de circulation et de prudence
- *Intervenir si nécessaire

2. CADRE DE SERVICE

a) Emplacements :

Toujours installés en des endroits où les fautes commises peuvent être dangereuses (virage dangereux, sommet de côte, route obstruée par des travaux).

b) -Surveiller la circulation

- *Aider-secourir l'utilisateur si nécessaire
- Réprimer les infractions graves et dangereuses

c) Effectifs :

au moins deux (2) gendarmes

d) Service de nuit :

Est justifié si l'éclairage public permet une visibilité totale

3. REGLES D'EXECUTION DU SERVICE

a) Bien voir et être vu

- bien voir la route surveillée
- être vu au maximum par les usagers

b) En dehors de la chaussée

- *Il faut dégager la chaussée
 - * Votre place est sur l'accotement
- Jamais côte à côte pour discuter à la même hauteur

*Votre véhicule également sur l'accotement

-ne doit pas gêner la circulation

-ne doit pas masquer, réduire la visibilité des signaux - doit
permettre un départ rapide

c) *Prévenez les fautes et les erreurs

*Réprimez les infractions en sanctionnant les fautes de conduire commises devant
vous

*Secourir-aider -renseigner

ESCADRON MAINTIEN DE L'ORDRE EN INTERVENTION : 75		
GROUPE PROTECTION	GROUPE APPUI ARMES A FEU	GROUPE SOUTIEN
1 gradé bouclier-bâton de protection 1 gendarme " " " 1 gendarme " " " 1 " " " " 1 " " " " 1 gendarme " " " 1 " " " " 1 " " " "	1 gradé FLG 36-51 1 gendarme " 1 " " 1 " " 1 " "	1 gradé bâton de protection 1 gendarme bâton de protect. + couverture anti-feu 1 gendarme " " 1 gendarme " " 1 gendarme " " 1 gendarme " " 1 gendarme bâton de protect chef cellule ELT 1 gendarme bâton d'protect ELT 1 gendarme bâton d'protect ELT
(8 Total du groupe)	5 (Total du groupe)	9 (Total du groupe)

MAINTIEN DE L'ORDRELeçon : Les services d'ordreGENERALITESI. DEFINITION ET CARACTERES

Un service d'ordre est un service de police administrative mis en place pour contenir une foule réputée pacifique . Les manifestations nécessitant un service d'ordre sont :

- soit provoquées par les autorités (manifestations patriotiques, visites officielles, etc...)
- soit autorisées (foires, expositions, épreuves sportives etc...)
- soit tolérées (procession religieuse, rassemblement spontané autour d'une vedette du sport ou du spectacle,)

Il faut également envisager de faire face à des mouvements de la foule et à la possibilité d'actions d'individus isolés, décidés à suivre et se cachant au sein de cette foule. Cette dernière hypothèse implique la nécessité de mesures de sécurité .

II. SECURITE - MISSION PRINCIPALE

A. Dispositifs : Il y en a trois :

- les haies
- les escortes
- la vague de ratissage

1) Les haiesGénéralités

Définition : La haie est une formation linéaire statique, étalée, fluide et perméable constituée par une ligne de gendarmes, sous les ordres d'un chef .
Lorsque son dispositif comporte deux lignes, elle est dite double .

2) Différentes formations : On distingue trois formations de haies :

- haie simple
- haie double ordinaire
- haie double de sécurité

et, dans certains cas, le détachement d'honneur .

3) Missions :

- Maintenir la liberté de l'itinéraire emprunté
- Assure la sécurité des personnalités

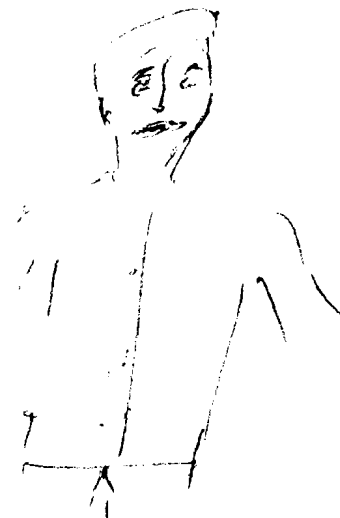
- rendre les honneurs au moment du passage (éventuellement et sur ordre)

A partir de son emplacement, le personnel exerce une surveillance :

verticale

frontale

latérale

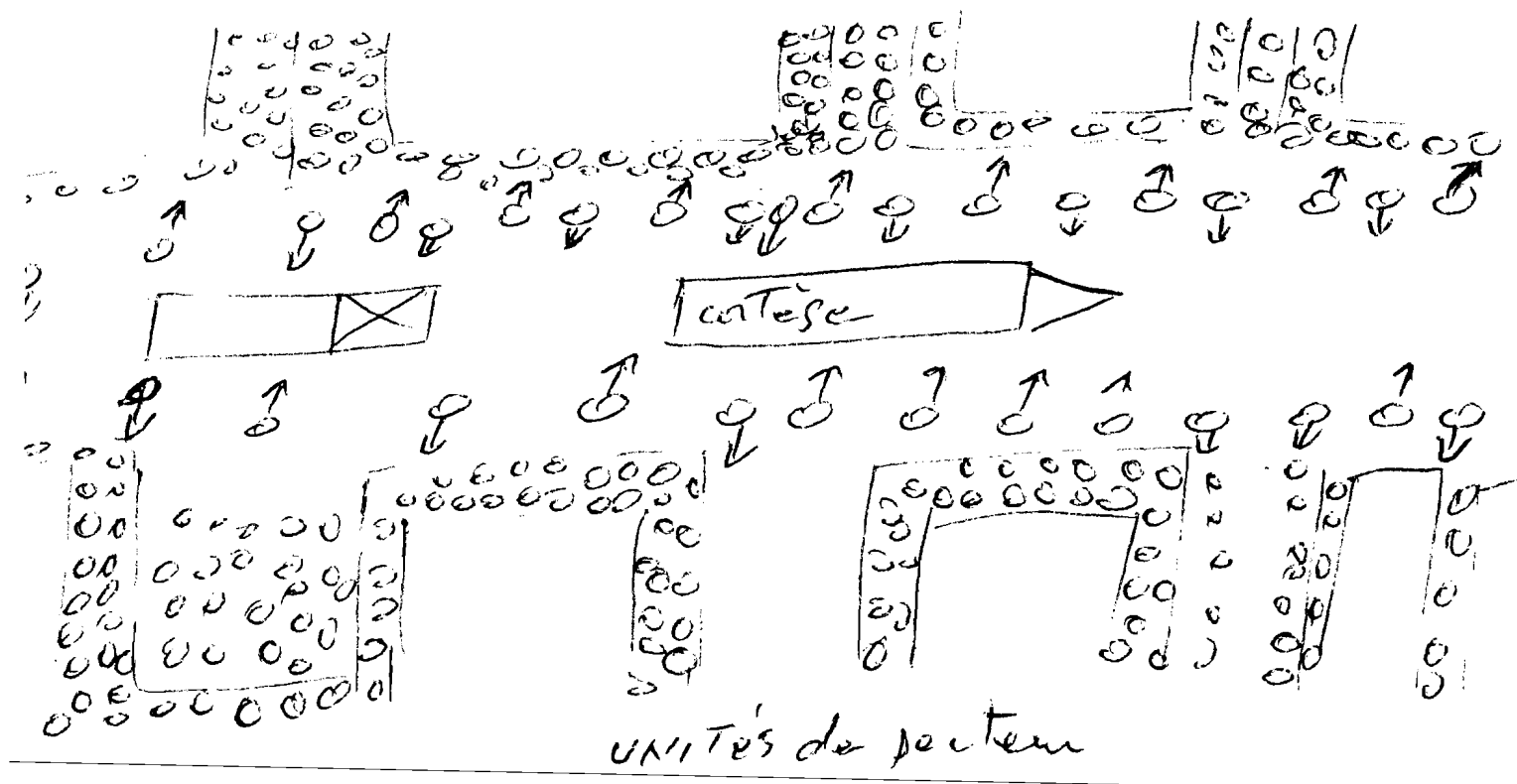


III. LES HAIES

A. LA HAIE SIMPLE

- 1) But : La haie simple permet d'assurer en présence d'une foule calme, la liberté momentanée d'un itinéraire préalablement délimité.
- 2) Dispositif : Elle est constituée d'une ligne de gendarmes de part et d'autre de la chaussée et d'une réserve :

- En principe, la haie simple fait face au cortège
- En fonction des circonstances, le personnel peut être appelé partiellement ou en totalité à faire face à la foule pour la maintenir dans les limites prévues.



3) Comportement des gendarmes

Les personnes composant la foule ne sont animées d'aucune mauvaise intention, même si elles exercent "inconsciemment" une poussée quasi permanente sur la haie .
En conséquence, l'action doit être ferme mais mesurée :

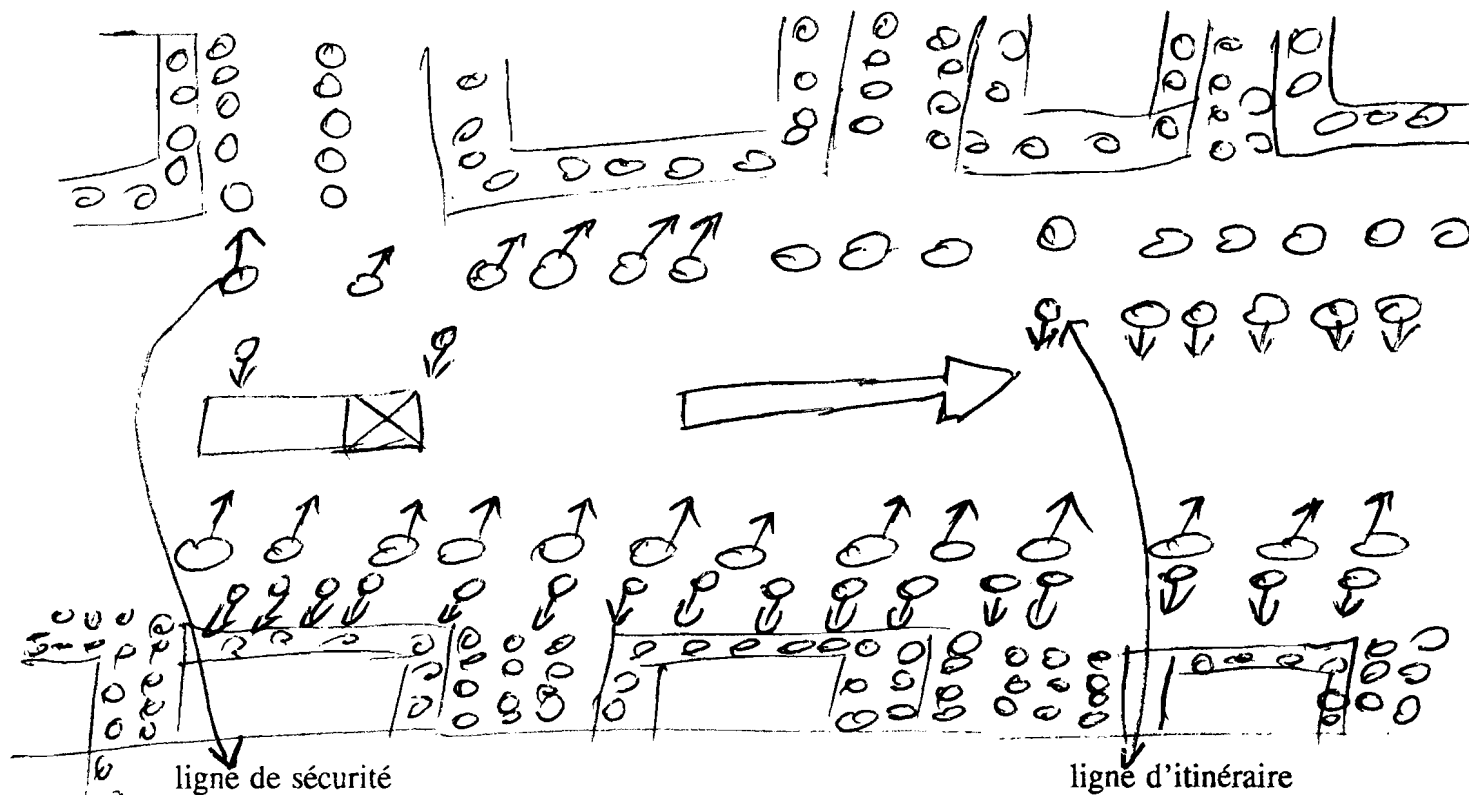
- agir avec tact, persuasion et bonne humeur .
- si la poussée devient très forte, faire la chaîne avec les camarades .
- au moment du passage du cortège, redoubler de vigilance.

B. LA HAIE DOUBLE ORDINAIRE

1) But : La haie double ordinaire a le même but que la haie simple . Elle s'impose en présence d'une foule dense ou d'une foule pouvant être turbulente .

2) Dispositif : Elle se compose :
d'une ligne de gendarmes face à la chaussée, pour :

- assurer la liberté et la sécurité immédiate de la voie protégée,
- rendre éventuellement, les honneurs .
- en cas d'accident ou d'attentat, s'assurer l'écoulement immédiat du cortège .
- renforcer la ligne de sécurité en cas de danger .
- d'une ligne de sécurité, chargée de maintenir et de surveiller la foule en lui faisant face .
- d'une réserve (dans toute la mesure du possible)



3) Comportement des gendarmes

- Observer soigneusement la foule .
- Etudier les individus suspects .
- Signaler les meneurs qui exhortent la foule .
- Redoubler de vigilance au passage du cortège sans se laisser distraire par le spectacle.

4) La haie double de sécurité

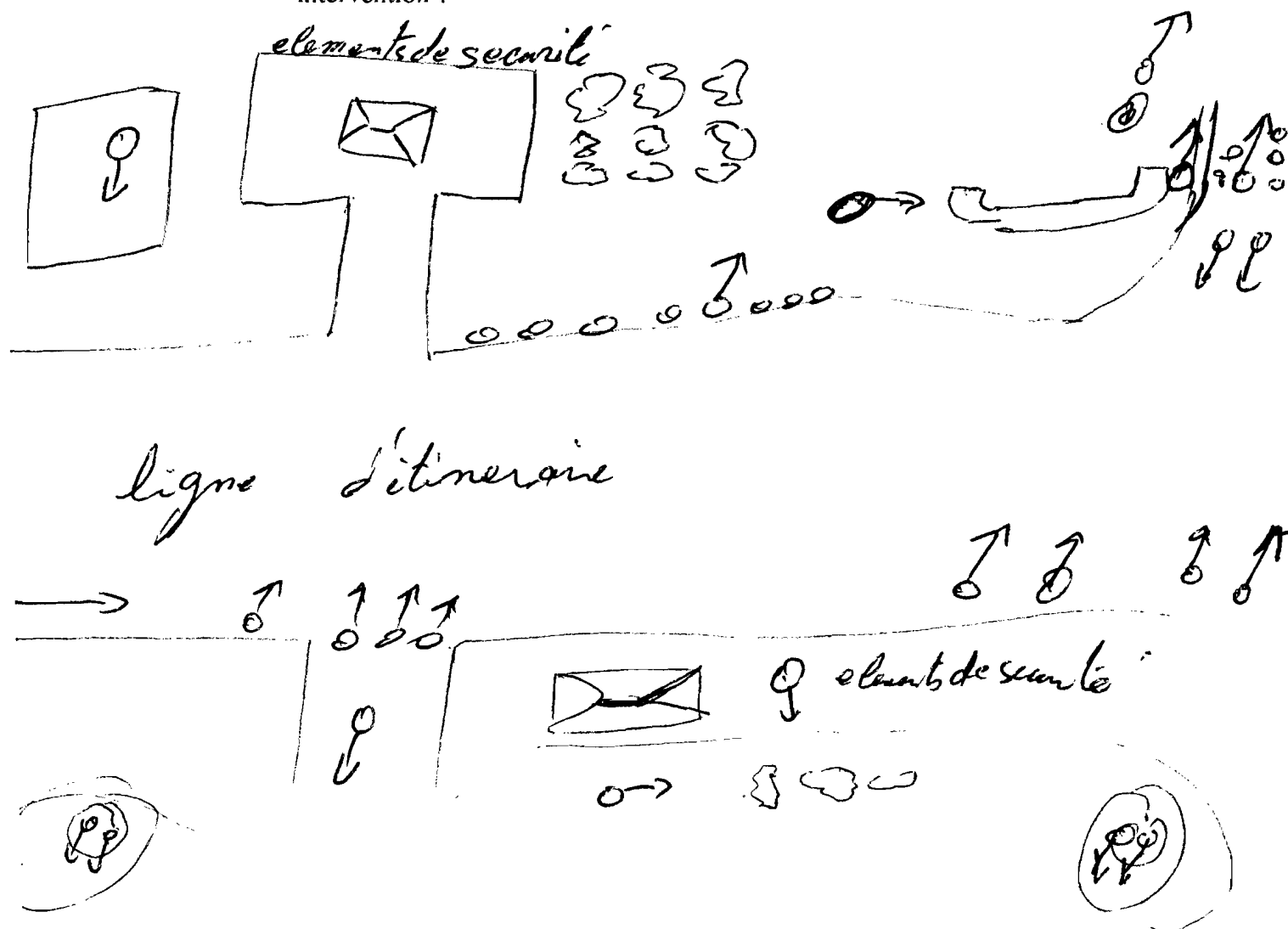
a. But : Elle a pour but de maintenir la liberté de l'itinéraire concerné, d'assurer la sécurité immédiate et de contrôle, en profondeur, les abords de l'itinéraire .

b. Dispositif : Il peut être mis en place :

- En rase campagne,
- En zone urbaine (à habitat dense ou dispersé)

Il comprend trois éléments :

- . une haie double ordinaire (voir ci dessus)
- . un élément de sécurité : installé en profondeur . Il fouille, puis contrôle les abords de l'itinéraire et écarte les risques d'attentats .
- . une réserve dont les éléments sont mis en place en des endroits facilitant leur intervention .



5) Le détachement d'honneur

C'est un service dont le but est de rendre les honneurs à une haute personnalité à l'occasion de son passage ou de sa venue à une cérémonie officielle ou privée .

Le détachement est en ligne sur un ou plusieurs rangs à l'endroit où est accueillie la personnalité (aéroport, porte d'un immeuble public, monument etc...)

IV. LES ESCORTES

1) But : L'escorte a pour but d'assurer la sécurité immédiate d'une haute personnalité en déplacement . Elle complète et parfois remplace, l'action du dispositif de haies dans sa mission principale de sécurité et parfois d'honneur .

2) Dispositif : Elle est généralement effectuée à mobylette, souvent précédée d'un élément léger avancé .

3) Principes généraux d'action :

- Elle encadre le cortège officiel
- Elle dirige et règle son allure (fonction de l'itinéraire et de l'horaire)
- Elle assure la protection immédiate du cortège.

4) Rôle des gendarmes

a) Honneur : tenu et attitude parfaite

Double missions :

b) Protection : être très attentif, vigilant et méfiant

V. LA VAGUE DE RATISSAGE

1) But : La vague de ratissage est un service d'ordre qui a pour but de faire évacuer un espace déterminé par des personnes non autorisées à y séjourner .

2) Comparaison : Ne pas confondre la vague de ratissage avec :

La traversée de foule : consistant à dissocier la foule, à la laisser en vue d'obtenir son départ volontaire.

La vague de refoulement : où tous les manifestants sans distinction sont mis dans l'obligation de quitter les lieux.

Le ratissage ou la battue : qui est une opération de recherches.

3) Principe d'action :

Elle agit par:

- sa masse,
- la persuasion
- la fermeté (si besoin est)

Elle ne comporte pas l'emploi de la force .

Elle pour mission : - de refouler une foule calme,
- d'effectuer le tri des personnes qui prétendent être habilitées à rester sur place et évacuer les autres .

4) Composition : La vague de ratissage est placée sous les ordres d'un chef unique .

Elle comprend deux éléments :

- un élément de ratissage
- un élément de contrôle et éventuellement un élément de réserve

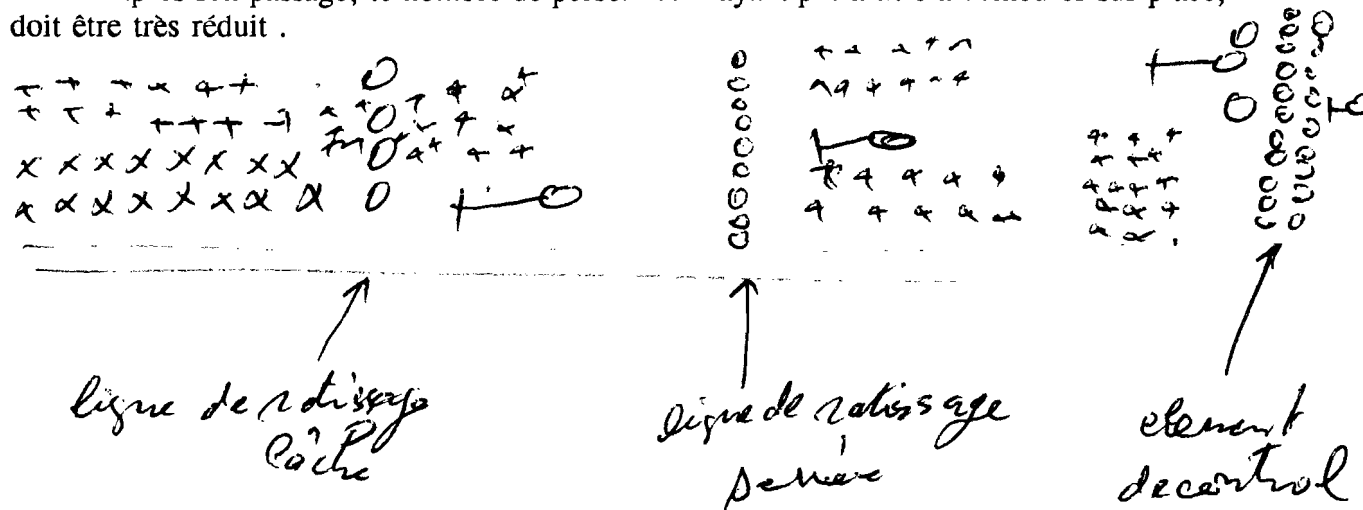
5) Mission et action des différents éléments

a. Élément de ratissage :

- fait évacuer la foule
- dépasse les personnes qui prétendent pouvoir rester sur place . Lorsque la foule est importante et que le nombre de personnes autorisées à demeurer sur place risquer d'être élevé cet élément s'articule sur deux lignes :

- . une ligne de ratissage lâche : qui repousse la foule sans s'occuper des cas individuels .
- . une ligne de ratissage serré : qui complète l'action de la précédente .

Après son passage, le nombre de personnes n'ayant pas à titre à demeurer sur place, doit être très réduit .



b) L'élément de contrôle :

Vérifie la validité des autorisations présentées et expulse les personnes qui ne sont pas enregistrés .
Formé en ligne sur un ou deux rangs, suit à quelques mètres l'élément de ratissage .

c) L'élément de réserve :

Prêt à intervenir au profit de l'un ou de l'autre élément .

L'EMPLOI DE LA FORCE AU MAINTIEN DE L'ORDRE.

Pour faire cesser les désordres, les unités constituées de Gendarmerie peuvent être amenés à employer la force:

soit - sans usage des armes
- ou avec usage des armes.

soit -avec requisition
-ou sans requisition.

Dans tous les cas, l'emploi de la force est précédé de sommations.

A. SOMMATIONS

1° Définition: Paroles ou signaux adressés à la foule pour l'avertir que si elle refuse de se disperser, la force sera employée pour l'y contraindre.

Elles sont faites par:

- le procureur de la république
- le maire
- le chef de la circonscription administrative
- tout autre magistrat ou officier civil chargé de P.J., autre que les gardes forestiers.

2° Formule: est la suivante: "Obéissance à la loi. On va faire usage de la force. Que les bons citoyens se retirent"

La personne chargée des sommations

- doit être dûment mandatée
- s'assurer que le commandant de la troupe a reçu de l'autorité civile la requisition permettant l'emploi de la force.
- doit porter l'écharpe aux couleurs nationales
- annoncer sa présence par des signaux sonores
- faire les sommations lentement, à haute voix et dans une langue intelligible des manifestants - les répéter 3 fois en cas de refus de se disperser, avant qu'il ne soit fait usage de la force.

B. L'EMPLOI DE LA FORCE SANS USAGE DES ARMES.

Lorsque les sommations n'ont pas suffi à obtenir les résultats escomptés, il faut alors faire emploi de la force qui peut se présenter sous diverses formes:

- la force physique: boucliers utilisés pour pousser....
- les matériels spéciaux: équipements de protection, grenades lacrymogènes...
- les moyens de défense passifs: chevaux de frise...
- les véhicules: fourgons-pompes...

1° Cas normal:

Il est fait emploi de la force sans usage des armes sur requisition de l'autorité civile qui:

- décide du moment de l'emploi de la force

-délivre une requisition particulière.

2° Cas exceptionnel

Il est fait également emploi de la force sans usage des armes à l'initiative du commandant de la troupe:

- si des violences ou voies de fait sont exercées contre l'unité.
- si l'unité ne peut assurer autrement la mission qui lui est confiée.

Dans les deux cas, le commandant de la troupe reste seul juge des moyens à employer.

C. L'EMPLOI DE LA FORCE AVEC USAGE DES ARMES.

C'est un acte grave par ses effets immédiats(il peut tuer ou blesser les citoyens) et par ses conséquences (il aggrave la tension entre manifestants et autorités).

C'est pourquoi:

- Il est strictement réglementé par la loi.
- Il n'est justifié qu'en cas d'impérieuse nécessité et qu'à la toute dernière extrémité.

Il comprend: - les armes blanches (sabres, poignards...)

- les armes à feu (seul le fusil est employé)
- les engins explosifs (grenades OF).

Il est interdit de tirer en l'air ou à blanc.

1° Cas normal: sur requisition de l'autorité civile qui:

- décide du moment de l'usage des armes.
- délivre à cet effet une requisition complémentaire spéciale et procède aux sommations qu'elle renouvelle avant chaque reprise du feu.

2° Cas exceptionnel: à l'initiative du commandant de la troupe:

- si la sécurité de la troupe est mise en péril par des violences généralisées et graves.
- si le succès de la mission est manifestement compromis et
- après avoir averti fermement les assaillants.

Dans les deux cas, le commandant de la troupe

- reste seul juge des moyens à mettre en oeuvre
- ordonne, règle et commande l'emploi des armes
- désigne un gradé chargé sous son autorité d'encadrer les tireurs qu'il choisit.

Par prudence, les armes ne sont approvisionnées et chargées qu'au dernier moment.

D. ASPECTS DIVERS DE L'USAGE DES ARMES AU MAINTIEN DE L'ORDRE

-aspect humain: le tir s'effectue sur des citoyens. Il convient par conséquent de les prévenir et d'en faire le minimum de victimes.

-aspect judiciaire: tout usage des armes entraîne l'ouverture d'une information judiciaire permettant de faire le point exact (fait justificatif, fautes...).

LA LEGITIME DEFENSE INDIVIDUELLE AU MAINTIEN DE L'ORDRE.

Dans le cadre des opérations de M.O, un gendarme qui se retrouve isolé, donc privé de la protection de ses camarades, peut être amené à faire usage de la force de manière individuelle:

- soit pour se défendre
- soit pour défendre une autre personne
- soit en remplissant une mission particulière.

Sous certaines conditions, on parle alors de légitime défense individuelle au Maintien de l'Ordre.

A) Différents cas d'action en Isolé.

- 1°) Défense d'autrui: une personne est agressée et vous vous détachez du groupe pour lui porter secours.
- 2°) Missions particulières: protection de véhicules, estafette, vaguemestre....
- 3°) Isolé à la suite d'une charge ou une bousculade contre un barrage.

Conduite à tenir: Lorsqu'on se retrouve isolé et agressé, il convient de se dégager en se défendant, mais en évitant d'ouvrir le feu jusqu'à la dernière limite. Il faudra ensuite rejoindre au plus vite son unité ou un élément ami.

B) Définition:

La légitime défense est l'état dans lequel se trouve une personne qui, réagissant instantanément et de manière mesurée contre une attaque actuelle et injuste, commet un homicide, occasionne des blessures ou porte des coups en se défendant ou en défendant autrui.

a) Conditions:

Pour qu'il y ait légitime défense, il faut qu'il y ait:

- une attaque dirigée contre la vie ou l'intégrité corporelle
- attaque actuelle et injuste.
- une défense nécessaire et proportionnelle à l'agression.

b) Justification du droit de défense.

Pour que le droit de défense se justifie, il faut:

- qu'il n'y ait aucun moyen de rendre l'adversaire inoffensif.
- que la défense soit simultanée et en rapport avec une agression actuelle.

N.B: Au maintien de l'ordre, toute violence provenant d'un agent de la force publique, inspirée par l'émotion, la peur ou la colère n'est pas un acte de défense mais un acte de vengeance personnelle qui doit être réprimé comme tel par la loi.

Les infractions courantes au M.O.

Généralités : Au cours de vos opérations, vous pouvez être amenés à constater :

Les infractions courantes.

- Homicides
- Coups et blessures
- Vols
- Attentants à la pudeur
- etc...

Pour toutes ces infractions, reportez-vous aux fiches de la leçon suivante (n° 12).

Des infractions spécifiques au M.O

Car elles se rattachent plus ou moins directement à une manifestation publique ayant nécessité l'intervention de la Force Publique.

Elles peuvent être commises :

1) Soit à l'occasion des attroupements proprement dits.

- Provocation à un attroupement interdit
- Participation à un attroupement interdit

2) Soit dans tout rassemblement

- Destruction ou détérioration volontaire d'un objet mobilier ou d'un bien immobilier appartenant à autrui,
- Provocation à commettre des crimes et délits,
- Rébellion,
- Entrave à la liberté du travail etc...

3) Soit enfin dans les mouvements insurrectionnels.

- Confection de barricades,
- Provocation ou aide au rassemblement des insurgés, etc...

Vous constatez ces infractions au moment où elles se commettent, c'est-à-dire :

- En flagrant délit avec le droit d'en appréhender les auteurs

Susceptibles d'être punis d'une peine d'emprisonnement et dans les conditions indiquées dans la fiche de la leçon suivante : (Les arrestations au M.O).

Au cours de vos opérations :

- Ne pénétrez jamais régulièrement dans les domiciles privés.
- N'usez pas de violences contre les manifestants sauf si l'ordre est donné d'employer la force ou dans les cas prévus par la loi.

1) Définition de l'attroupement :

L'attroupement est un rassemblement occasionnel ou prémédité pour la poursuite d'un but illégal, dans un lieu public, susceptible de causer des désordres ou des dommages.

Est interdit sur la voie publique
dans un lieu public

Tout attroupement
armé

Tout attroupement
non armé qui pourrait
troubler la tranquillité
publique.

Délits d'attroupement

A) Délit

Provocation à un
attroupement interdit

Définition

Fait pour tout individu d'inciter des personnes à se rassembler sur la voie publique ou dans un lieu public en vue de troubler l'ordre public.

Eléments constitutifs
particuliers :

1) - Une provocation c.à.d une incitation adressée directement à des personnes quelconques

Il faut :

2) - Des discours proférés publiquement ou des écrits, imprimés affichés ou distribués.

3) - La volonté de troubler l'ordre qui consiste à inciter la foule à se rassembler en un lieu public en vue de troubler la tranquillité publique.

Documents de référence CODE PENAL RWANDAIS

Particularités

Il y a délit même si l'attroupement n'a pas lieu, même si les auteurs de la provocation ont donné un ordre de dislocation même si l'attroupement punissable n'a entraîné aucune violence ou destruction.

B) Délit
Participation à un
attroupement interdit

Définition

Fait pour toute personne non armée de ne pas abandonner un attroupement armé ou non après la première sommation.

Elements constitutifs
particuliers
Il faut :

1) - Qu'il y ait rassemblement d'un certain nombre de personnes sur la voie publique ou dans un lieu public.
2) - Qu'il résulte de ce rassemblement un trouble ou un danger de trouble pour la tranquillité publique.
3) - Que les coupables aient refusé de se disperser après la première sommation réglementaire faite.

Documents de référence	CODE PENAL RWANDAIS
<u>Particularités</u>	<p>Vous ne pouvez pas considérer comme délinquant le manifestant <u>non armé ayant abandonné volontairement</u> l'attroupement soit avant l'arrivée sur les lieux de l'autorité civile, soit après le signal annonçant cette arrivée soit même après la première sommation d'avoir à se disperser.</p> <p>- La peine est plus forte, quand une personne non armée a continué à faire partie volontairement d'un attroupement armé ne s'étant dissipé que par l'usage de la force.</p> <p>*****</p>
<u>Délit :</u>	
Destruction ou détérioration volontaire d'un objet mobilier ou d'un bien immobilier appartenant à autrui	<p>*****</p>
<u>Définition</u>	<p>Fait pour toute personne de détruire ou de détériorer volontairement, un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.</p> <p>*****</p>
Eléments constitutifs Il faut :	<p>1) - Qu'il y ait destruction ou détérioration 2) - Que cette destruction ou détérioration porte sur un objet mobilier ou un bien immobilier 3) - Que l'objet mobilier ou le bien immobilier appartienne à autrui 4) - Que l'acte ait été accompli volontairement connaissance de cause</p> <p>*****</p>
Documents de référence	CODE PENAL RWANDAIS

Infractions relatives au comportement envers les membres
de la force publique.

I) Crime ou délit
Rebellion

Définition

Fait pour toute personne de s'opposer avec violence ou voie de fait à un agent de l'autorité agissant pour l'exécution des lois ou des ordres de l'autorité légitime.

Elements constitutifs

- 1) - Des manifestants agressifs s'opposent par une attaque ou une résistance à l'exécution d'une mission par les forces de l'ordre.
- 2) - Cette opposition s'accompagne de violences ou voies de fait.
- 3) - La victime est un agent de l'autorité exécutant un ordre de la loi ou de l'autorité légitime.

Documents de référence CODE PENAL RWANDAIS

Particularités (EXEMPLE DE REBELLION)

- Déchirer les vêtements, frapper, saisir au collet un gendarme au moment d'une opération de dégagement.
- Menacer d'une arme, d'un objet, d'un instrument, sans que des coups soient portés aux gendarmes qui ont appréhendé un meneur
- Si l'acte d'opposition cause une effusion de sang, de blessures ou une maladie, l'auteur sera poursuivi pour violences (voir ci-après)
- Selon les circonstances, le fait pourra être poursuivi sous la prévention d'outrage.
- La résistance passive : refus de marcher, de se laisser mettre les menottes, de circuler, se laisser trainer ne constitue pas une rebellion.

2) Crime ou délit coups, violences et voies de fait sur un agent de la force publique

Définition

Fait pour toute personne de porter des coups ou commettre des violences ou voies de fait sur un agent de la force publique dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Eléments constitutifs particuliers.
L'infraction existe :

- 1) - Si des coups ont été portés,
- Si des violences ou voies de fait ont été exercées volontairement.
- 2) - Si l'auteur connaissait la qualité d'agent de la force publique de sa victime.
- 3) - Si celle-ci se trouvait dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice.
- 4) - Même s'il n'en est résulté aucune incapacité totale de travail personnel.

Documents de référence

CODE PENAL RWANDAIS

Délit ou crime
Port d'arme dans une manifestation

Définition

Fait pour tout individu d'être trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée dans un attroupement, réunion ou manifestation quelconque

Eléments constitutifs

- 1) - Qu'un individu ait été trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée dans un attroupement, réunion ou manifestation quelconque.

2) - Que le port d'arme ait été commis au cours ou à l'occasion d'une manifestation, réunion ou dans un attroupement.

3) - Que l'auteur ait eu la volonté de continuer à participer à la manifestation, la réunion ou l'attroupement en ayant connaissance de la situation illicite dans laquelle il se trouvait.

Document de référence CODE PENAL RWANDAIS

Les infractions à ne pas commettre

"Gardez votre sang froid....PATIENCE"

N'aggravez pas
les désordres

- Ne répondez jamais par des insultes
- Ne répondez pas aux jets de pierres par des jets de pierres.
- Restez calme.

Vous devez ramener
le calme

- Ne cherchez pas la provocation
- Ne promettez pas la vengeance
- Ne verbalisez pas quand l'infraction n'est pas nettement caractérisée.
- Violation du domicile d'un particulier
- Violation illégitime

Délit
De violation du
domicile d'un
particulier

Définition

Fait pour un commandant ou un agent de la force publique agissant en la dite qualité de s'introduire dans le domicile d'un particulier contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi et sans les formalités prescrites.

Eléments constitutifs
particuliers

Il faut :

- 1) - Qu'il y ait introduction dans le domicile d'autrui par un Commandant ou un agent de la Force publique
- 2) - Que cette introduction s'effectue contre le gré de l'habitant
- 3) - Que le Commandant ou l'agent de la Force Publique agisse en sa qualité hors les cas prévus par la loi et sans les formalités prescrites.
- 4) - Que l'auteur ait agi connaissant l'irrégularité de ses agissements

Documents de
référence

CODE PENAL RWANDAIS

- Par domicile, il faut entendre toute demeure permanente ou temporaire y compris les dépendances qui en constituent le prolongement.

- L'infraction est constituée :

- si l'auteur a passé outre à l'opposition verbale ou matérielle de l'occupant.

- si l'introduction est effectuée en l'absence de l'occupant.

Vous pouvez et vous devez vous introduire dans un domicile privé même contre le gré des occupants :

- en cas d'appel au secours venant de l'intérieur

- pour porter secours dans une habitation où il y a lieu de présumer qu'une personne est en péril

LES INFRACTIONS COURANTES AU MAINTIEN DE L'ORDRE

Au cours de vos opérations de maintien de l'ordre, vous pouvez être amené à constater deux catégories d'infractions:

- Les infractions courantes
Homicides, coups et blessures, vols, attentats à la pudeur etc....
- Les infractions spécifiques au Maintien de l'Ordre:
Ce sont celles qui se rattachent plus ou moins directement à une manifestation publique ayant nécessité l'intervention de la force publique.

A. Les infractions spécifiques au Maintien de l'Ordre

Elles peuvent être commises:

- Soit à l'occasion des attroupements
- Soit dans tout rassemblement
- Soit dans les mouvements insurrectionnels

1° Les infractions commises à l'occasion d'un attroupement

Par définition, un attroupement est un rassemblement occasionnel ou prémédité, pour la poursuite d'un but quelconque dans un lieu public, susceptible d'amener des désordres ou des dommages.

Il est interdit toutefois qu'il est armé ou susceptible de troubler la tranquillité publique.

A l'occasion d'un attroupement on dénombre principalement:

- La provocation à un attroupement interdit,
- La participation à un attroupement interdit.

2° Les infractions commises dans tout rassemblement.

Au cours de tout rassemblement, les gendarmes participant au Maintien de l'Ordre sont susceptibles de constater la commission des infractions suivantes:

- Destruction ou détérioration volontaire d'un objet mobilier ou d'un bien immobilier appartenant à autrui.
- Incitation à commettre des crimes ou des délits
- La rébellion, violences ou voies de fait sur un gendarme,
- Le port d'armes dans une manifestation,
- Entrave à la liberté du travail.

3° Les infractions commises dans un mouvement insurrectionnel:

- confection de barricades
- Provocation ou aide au rassemblement des insurgés etc....

B) Conduite à tenir

La plupart de ces infractions, vous les constaterez au moment où elles se commettent.

C'est à dire "En flagrant délit".

Leurs auteurs sont susceptibles d'être punis d'une peine d'emprisonnement: Vous avez le droit et le devoir de les appréhender. Mais l'arrestation d'individus en M.O. est une opération délicate. Nous verrons donc dans le cadre du prochain chapitre quelles sont les dispositions à prendre en vue d'assurer sa réussite tout en minimisant ses effets néfastes.

C) Infractions à ne pas commettre

La réussite d'une opération de Maintien de l'Ordre dépend essentiellement du comportement des gendarmes sur le terrain. On admet généralement que, le calme, le sang-froid, la fermeté et la patience sont les qualités dont doivent faire montre les gendarmes en M.O. Leur mission première étant de ramener le calme, ils ne doivent pas:

- * **Aggraver les désordres** en répondant aux insultes et aux jets de pierres.
- * **Commettre des infractions** telles que:
 - violation du domicile d'un particulier
 - violence contre les manifestants(hors les cas prévus par la loi)

PROVOCATION A UN ATTROUEMENT INTERDIT

DEFINITION:	Fait pour tout individu d'inciter des personnes à se rassembler sur la voie publique ou dans un lieu public en vue de troubler l'ordre public
ELEMENTS CONSTITUTIFS:	1° une provocation, c-à-d une incitation adressée directement à des personnes quelconques 2° des discours proférés publiquement ou des écrits ou imprimés affichés ou distribués 3° volonté de troubler l'ordre public.
PARTICULARITES:	Il y a délit: <ul style="list-style-type: none"> -même si l'attroupement n'a pas eu lieu -même si les auteurs de la provocation ont donné l'ordre de dislocation -même si l'attroupement n'a entraîné aucune violence ni destruction

PARTICIPATION A UN ATTROUPEMENT INTERDIT

DEFINITION:	Fait pour toute personne non armée de ne pas abandonner un attroupement armé ou non après la 1ère sommation.
ELEMENTS CONSTITUTIFS:	1° Qu'il y ait rassemblement d'un certain nombre de personnes sur la voie Publique. Ou dans un lieu public 2° qu'il résulte de ce rassemblement un trouble ou un danger de trouble pour la tranquillité publique. 3° que les coupables aient refusé de se disperser après la 1ère sommation réglementaire .
PARTICULARITES:	La peine, est plus forte quand une personne non armée a continué à faire partie volontairement d'un attroupement interdit ne s'étant dissipé que par l'usage de la force

DESTRUCTION OU DETERIORATION VOLONTAIRE D'UN BIEN (AUTRUI)

DEFINITION:	Fait pour toute personne de détruire ou de détériorer volontairement un objet ou un bien immobilier appartenant à autrui
ELEMENTS CONSTITUTIFS	1° qu'il y ait destruction ou détérioration 2° que celle-ci porte sur un objet mobilier ou un bien immobilier. 3° que l'objet mobilier ou le bien immobilier appartienne à autrui. 4° que l'acte ait été commis volontairement en connaissance de cause.

REBELLION

DEFINITION:	Fait pour toute personne de s'opposer avec violence ou voies de fait à un agent de l'autorité agissant pour l'exercice des lois ou des ordres de l'autorité légitime
ELEMENTS CONSTITUTIFS:	<p>1° Des manifestants agressifs s'opposent à l'exécution d'une mission</p> <p>2° que cette opposition s'accompagne de violences ou voies de fait:</p> <p>3° que la victime de la violence soit un agent de l'autorité exécutant un ordre de la loi ou de l'autorité légitime</p>
EXEMPLES	<p>Déchirer les vêtements frapper, saisir au collet un gendarme au cours d'une opération de dégagement.</p> <p>Menacer d'une arme ou d'un objet sans que les coups soient portés aux gendarmes.</p> <p><u>ATTENTION</u>: La résistance passive ne constitue pas une rébellion (refus de marcher ou se laisser trainer)</p>

PORT D'ARME DANS UNE MANIFESTATION

DEFINITION:	Fait pour tout individu d'être trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée, dans un attroupement, réunion ou manifestation.
ELEMENTS CONSTITUTIFS:	<p>1° qu'un individu ait été trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée</p> <p>2° que le port d'arme ait été commis lors d'une réunion, un attroupement ou une manifestation.</p> <p>3° que l'auteur ait eu la volonté de continuer à participer à la manifestation en ayant connaissance de la situation illicite dans laquelle il se trouvait.</p>

VIOLATION DU DOMICILE D'UN PARTICULIER

DEFINITION	Fait pour un gendarme agissant en ladite qualité de s'introduire dans le domicile d'un particulier contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle a prescrites.
ELEMENTS CONSTITUTIFS	1° qu'il y ait introduction dans le domicile d'autrui par un gendarme. 2° que cette introduction s'effectue contre le gré del'habitant. 3° que le gendarme agisse en la qualité hors les cas prévus par la loi ou sans les formalités qu'elle a prescrites. 4° que le gendarme ait agi connaissant l'irrégularité de ses agissements.

LES ARRESTATIONS AU MAINTIEN DE L'ORDREI. GENERALITES

1. Les dispositions légales concernant le droit d'arrestation en flagrant délit, sont parfaitement applicables (CF, Police fiche sur le flagrant délit).
2. Il est possible de retenir pour contrôle d'identité :
-des meneurs,
-des manifestants particulièrement actifs pour les neutraliser
3. Mais l'arrestation d'individus est une opération délicate pouvant aussi bien calmer la foule que 'l'exciter'.

De plus, il est souvent difficile d'établir :

- La culpabilité des individus arrêtés,
- La nocivité des personnes appréhendées, aussi, rassembler le maximum de preuves.
- Prendre toutes les mesures conservatoires possible.

Enfin, en certaines circonstances, la fouille, l'audition, la garde, l'évacuation,... des personnes arrêtées au appréhendées peuvent paraître inoportunes ou abusives.

II. L'ARRESTATION OU L'APPREHENSION.1. Particularités

- L'arrestation ou l'appréhension d'une personne déterminée s'effectue:
- Sur ordre du Chef d'éléments,
- Au cours d'une action:
Spécialement organique menée par quelques gendarmes.

2. Au cours d'une charge

- Pénétration des forces de l'ordre dans la foule
 - Encerclement de l'individu visé : les gendarmes s'en saisissent et le neutralisent.
 - Conduite vers l'arrière : l'individu est confié à l'équipe de police judiciaire avec les pièces à conviction saisies.
 - Rassembler les éléments constitutifs des infraction commises.
 - Remettre les individus appréhendée à l'autorité de police ou de gendarmerie territorialement compétente.
-

a) L'élément de garde

- Assure une surveillance permanente et efficace
- J'ai régné le silence et la discipline,
- Enchaîne, si nécessaire, les individus particulièrement excités ou violents,
- Se dégager rapidement de la foule
- Procéder des que possible à une fouille de sûreté
- Conduire l'individu vers l'arrière (de gré ou de force, main sans mouvement d'humeur).
- Le remettre à l'équipe de Police Judiciaire ainsi que les éléments utiles à l'enquête.
- Rejoindre sa place dans le dispositif.

2. ROLE DES GENDARMES DE LA RESERVE

La prise en charge des personnes appréhendées est généralement assurée par des éléments de réserve désignés à cet effet :

- soit dans un lieu discret et sûr
- soit dans un des véhicules inclus dans le dispositif.

b) L'équipe de Police Judiciaire a pour mission de :-Procéder :

- A la fouille, perquisition (dans les formes du droit)
- Aux identifications (fiche individuelle de flagrant délit)
- Aux auditions
- Aux saisies (une fiche par objet saisi).

3. AU CONTACT D'UN BARRAGE

Si l'individu à appréhender est placé en tête des manifestants, il est procédé de la manière suivante :

1^{ère} Phase :

- La ligne (0) d'arrêt du barrage fait alerter la ligne de soutien (0).
- Au moment jugé le plus favorable pour l'appréhension.

2^{ème} Phase :

- La ligne d'arrêt force la pression de part et d'autre de l'individu à appréhender et s'ouvre légèrement.
- Quelques gendarmes de la ligne de soutien s'en saisissent aussitôt.

3^{ème} Phase :

- et l'entraînent vers l'arrière pour le remettre à l'élément de garde ou l'équipe de la Police Judiciaire.
- la ligne d'arrêt se referme.

L'équipe légère d'intervention peut procéder à l'appréhension de certaines personnes :

- Par une action latérale
- Ou à revers

Cette opération doit être montée minutieusement.

N.B. : L'équipe légère

1) Equipe constituée à la demande, au sein de l'escadron, composé d'un gradé et de 3 à 4 gendarmes qualifiés, chargés de rassembler les éléments constitutifs des infractions commises, de procéder à la fouille des individus appréhendés et de les mettre à la disposition de l'équipe de la Police Judiciaire.

2. L'équipe mise sur pied dans chaque escadron est composée d'une douzaine de gradés et gendarmes choisis pour leur valeur morale et leur aptitude physique chargés d'opérations difficiles:

- Arrestation des meneurs au sein d'un attroupement,
- Neutralisation de force dans des locaux occupés,
- Libération de personnes capturées,
- Récupération d'armes etc...

GENERAL INTELLIGENCE GATHERING

Lesson n° 1 2 Hours

Course Syllabus

Basic Knowledge :

Introduction :

1. Role of the law enforcers in the states.
2. Role of general intelligence gathering
 - A. Definition of intelligence gathering
 - B. Intelligence gathering missions
 - a) Principal missions
 - b) Special missions

Introduction :

Before studying intelligence gathering, it is important to remember a few basic concepts:

- the role of law enforcers in the state
- the particular role of intelligence gathering in law enforcement

1. Role of Law Enforcers in the State

The basic concept is that of the traditional separation of powers: Legislative, Judicial and Executive. While the legislative power is normally allocated to the Parliament - the voice of the will of the people, the executive power is held by the government. And one of the principal duties of all governments is to maintain order in the State.

Various institutions with public powers collaborate on this mission : the army, the gendarmerie, the Republican guard, and particularly the police which are known collectively as law enforcers.

These forces engage in both suppressive and preventive action. However intelligence gathering, which requires great discretion, is strictly preventive.

2. Role of Intelligence Gathering :

The preventive aspect of intelligence gathering is to found in area of information and planning.

Since to govern is to plan ahead, the central government must know both what is happening and what might happen in order to make the appropriate arrangement in time. Indeed intelligence gathering acts as a witness of events for the government from which it derives their

significance and projects possible consequences.

Intelligence Gathering is practiced in the various ^{areas} arenas:

- **Political** : Example: Opposition groups sometimes engage in subversive destabilizing activities.
- **Economic** : Example : The shortage of the most basic goods may have serious repercussions that may lead to lawlessness.
- **Social** : Example : An extended strike risks causing economic or even political problems.
- **Religious** : Example : A religious movement is capable of hiding political propaganda or engendering divisions (problem of religious extremist).
- **Cultural** : Example : The Passionate demands of students may at times make a government official's job more complicated.

A. Definition of Intelligence Gathering

We may define intelligence gathering as the service which gathers and centralizes intelligence of a political, economic, and social nature required for government information and action. We might also say that everything of a political nature from the past, present or future falls within the realm of intelligence gathering.

B. Missions

The general mission of intelligence gathering stems from the definition above and includes:

1. Principal missions

.general intelligence mission, collection of information and projections.

.monitoring of suspicious nationals and foreigners which is designed to deter anti-national or anti-governmental activities.

.Implementation of confidential administrative investigations (of candidates to elected or administrative offices, requests for naturalization, activities of certain unions, etc.)

2. special missions :

These missions differ from country to country and may involve the following :

- .monitoring travellers at the borders (Air and Border Police, Railway Police, etc.)
- .monitoring foreigners (emigration and immigration services)
- .protecting official personalities during their travel
- .detecting threats to national security, when this is not assured by a specialized service (territory surveillance, counter-espionage).

Conclusion :

In short, intelligence gathering missions are all political in the general sense of the word since they encompass all matters of national interest.

THE GENERAL INTELLIGENCE GATHERING

LESSON N02

II GENERAL INTELLIGENCE GATHERING AS ACTIVITY

DEFINITION

Intelligence Gathering is an activity by which the managerial Staff(executives) and agents search, centralize necessary information for the benefit and the action of the government.

A. Domain and Goal(objective or purpose)

The Domain of intelligence Gathering is very broad. The action of service is to be applied to several plans, these are:

1. Political plan

The goal is to know exactly and at anytime, the life of diverse parties(authorized or illust), to register populations aspirations or desire, the people's opinion in reaction to government's decisions, and to principal events nationwide or worldwide, to determine incidence that can modify social classes minds and therefore jeopardize or compromise the public order.

2. Economical plan

The goal is to collect economical information (market fluctuations, distribution, consumptions) the possible crisis, to detect the smuggling and illicit traffics

3. Social plan

The goal is to identify different social groups, to study the organization and the trade union actions, to prevent all social acts(strike, unemployment), in order to protect and to develop the national economy, to preserve and improve their quality of life.

4. Religions plan

The goal is to know the situation, the activities, the influence of each religion, to discover possible antagonisms, to keep an eye on spints' evolution and to eventirally determine political interferences

6

5. Administrative plan

The goal is to conduct all investigations (inquiries) concerning moral and physical persons on which public powers must be or want to be especially informed. The information gathered in this case not only refer to social behaviour and to individual morality but also to their political and national attitudes. Sometimes, the authorities request information only on particular aspect (side) of those activities.

6. Military plan

The goal is, for the information agent, to inquire the troop's moral by gathering information on military conditions (material, social and psychological) of soldiers. He must also detect the suspicious activities of militaries including the abuses and exactions committed by some of them. Finally, he contributes to the protection of sensitive points and to the security of military equipments.

7. National plan

Goal: In a country where the Control of foreigner's involvement and the anti-national activities are not assured by a specialized service (state security, for instance).

* It belongs to the information service of the Gendarmerie to detect the attacks to interior and exterior safety of the state and to neutralize the authors.

GENERAL INTELLIGENCE GATHERINGS

Lesson No 3

The means

General outline

1) **Material sources**

- a. The archives of other administrations and private organisms
- b. The press

2) **Human means**

- a. Executives and agents
- b. Exterior colleagues (collaborators)

3) **Technical Means**

- a. The photography
- b. The audio-visual sonorous
- c. The reprography
- d. Sonorous recording
- e. Telephone tracking
- f. The Radio Data processing

Definition

The collection, the centralization, and the processing the information require the use and the exploitations of a certain number of means that can be classified into three essential categories:

- Material sources
- Human means
- Technical means

There are General Intelligence gatherings' means.

1. Material sources

The systematic consultation and which has priority on rough (first hand's) is imposed to general intelligence gatherings employed at the beginning of any inquiry. Those sources are called material sources and are formed (constituted) by the archives of the Gendarmerie, of the police, of the others administrations and private organisms including the written press, verbal and audio-visual

8

a) The archives of the Gendarmerie and the Police

Judiciously exploited, these archives are intelligence gathering mines on individuals, the communities, and the events. If suitably kept, they constitute the recording for their services. Eventually they are the basis, the foundation and the element of continuation of services actions.

b) The archives of other administrations and private organisms

The ministries (departments), the administrative services (PTT, taxes and customs, Public works, the mines, INPS, the magistracy), the commerce chambers, the banks, the private companies, the important Business men, having records and archives which if well consulted can bring useful elements to the investigator.

c) The press

The press constitutes a precious source of information for General Intelligence gathering. It evokes very often before every body, current events, explain the common opinions, analyses political's point of views and comments on governmental actions.

THE HUMAN MEANS

They are all intelligence gathering's personnel (executives and employees) their outside collaborations (informers, personal relationships etc) all working towards the search and the processing of the information.

a. Executives and agents

They work with Intelligence gathering, contrary to outside collaborators.

At the central level, they synthesize and analyze information given by different sources, those from outside and inside. The employees of lower level are in charge of searching and treating the information. They can do it by direct observations or with the help of outside collaborators.

In the direct observation, employees are direct and objectify witnesses of the event which they must report. They can then record the reactions of their assistance. They are well placed to report precisely and loyally (faithfully). The quickness and the objectivity are guaranteed. This case generally happens during public meetings or other open gatherings.

b. Exterior collaborators

They are people who do not belong to the service but who assist executives to accomplish their mission. Their participation is precious in case of meetings not open to the public.

PERSONNEL RELATIONSHIPS

They are not really collaborators ditrectly speaking. However, the intelligence gathering obtained because of personnel acquaintance during social conversations, while relaxing are of excellent quality, because they are spontaneously transmitted. The interlocutor is not preoccupied by the executives profession. The informer is a person who accepts to furnish information to the general intelligence gathering to help them in accomplishing their mission of information the agent is an informer more qualified, used searching or the accomplishing clandestine activities. This is generally done by special services.

The informer or agent is mainly responsible of collecting information especially those kept insecret. He is generally recruited according to his ability and his position in society or the plan of action in the area where they want to get information.

The informer can be obliged to deal with his service because of different reasons:

- Patriotism, civism, the love of Public order.
- Religions convictions, political conviction,
- Reward of gain
- Implication in compromitting affairs
- Spontaneous offer without compensation

Let us keep in mind that the interest is the most protocol used by the agents.

Because of this the state provides him amounts of money that must be judiciously used.

The procedures of recruit and of using manipulation, the informer will be studied later.

TECHNICAL MEANS

The are installations or technical process used either to collect, either to stock information or for their treatment.

The usage of these methods requires sometimes the help of experts who are progressively included among the service personnets it has irreplaceable advantages according to discretion, promptness, accuracy, convenience of the information.

The main technic actually used are:

- The photography
- The audio-visual
- The sonorous recording , Telephone listenings (tracking)
- The radio
- The satellites, the plans are used like inputs in the

explication of several technique(photography, phone tapping)

a) THE PHOTOGRAPHY

It is extremely important, in meeting, procession, strikes on public roadway, to subsequently identify speakers, listeners or strikers, and to eventually confuse a bad participant.

Watching from a long distance can be realized buy using telephoto leus machines. On the other hand photo machines miniaturized that can be easily concealed are used in the counter espionage for the spinning teams or to cover the strikers.

10

b) THE AUDIO-VISUAL

The video camera has replaced the cinema. The advantage of video film is capital in case of strike with a grave disorder. It offers the possibility to revive the event.

Because of slow moving and (picture stoping) techniques, the audio-visual allows to analyze the scanning circumstances.

A video camera well hidden can cover secretive meeting. The surveillance Camera allows to watch continuously a well precised point.

c) THE REPROGRAPHY

It has replaced the typing and even the photocopy for the fast reproduction and in larger number of documents. It is used in all branches of a service of General Intelligence gathering, especially at archives.

d) SONOROUS RECORDING

The tape recorder can be used during public meeting or private for opimon to conserve a conversation that took place in an office, a beefing (report) from an informer in any area.

e) PHONE LISTINGS

It is a technique based on the interception of telephone communication.

Technically speaking, it doesn't present y major difficulties. But it does on juridical point of view.

This procedure doesn't have any legal value in front of the justice and it is even accused to be illegal as an attack to private life and to secretive correspondences.

It is also the something for the mail control. Their utilization must not only be motivated for the attack to the state safety or the struggle against big criminality. They can also be used on demand of instruction's judge.

f) THE RADIO

It is used fr executives of General Intelligence gathering to cove political demonstrations of all orders (electoral results for ex.). It is very important during the surveillance operation, to assure the lank between teams, between a team members in case of broken spinning, to facilitate the relay and the continuity of operations.

g) DATA PROCESSING

The data processing has invaded the intelligence gathering domain. Computers allow to store enormous quantities of information on diskettes. Moreover, they offer the advantage of reducing considerably the time of searching the information. The use of Data processing in Intelligence gathering field has become nowadays a primordial necessity for every intelligence gathering service.

11

GENERAL INTELLIGENCE GATHERING

LESSON NO 4.

INTELLIGENCE GATHERING TREATMENT

Plan: the collect (gathering)
the tri
the crosschecking
the analyze.

If taken technically, the information can be considered as a simple knowledge of a certain fact. From this point of view this is the raw material, the first ingredient of the work of general intelligence gathering.

On contrary, intelligence gathering covers a more precise knowledge and less popular. It is an aspect(side) of the truth that is more less known.

To obtain the information that is a knowledge more rich and precise, the informer must pass by different stages that we can call the treatment cycle. This includes:

1. THE COLLECT

It is the very first stage during which the executive gathers the information coming from different sources. It gives priority to the exploitation of material sources that are more easily accessible.

2. THE TRI

It is the stage of classifying information received from the agent. He does it according to criterion depending on the nature of the problem. Sometimes the agent will keep in minds the substance of the information interesting the inquiry.

3. THE CROSSCHECKING

That is the more important stage of the treatment process. It is verifying the authenticity of the information received. The agent can do it by comparison or by using complementary information, more precise, when he can ask his informer or other information sources.

4. THE ANALYZE

It is the last stage of the process. It is an intellectual work by which the executive uses his own knowledge to seize thereat interest of subject. The information obtained this way must posses the following qualities:

a) To be objective: This means frank and impartial the agent must avoid two mistakes that can be heavy and cause bad consequences:

*To present an opinion that is personnel as being representative of the reality. To present some fact and day supposed conform to government desires.

b) To be enlightened
It has to be replaced in its scope and matched, because of work and the knowledge of the executive of the analysis

c) Be complete
This means that the executive must report everything he knows, precessing, if necessary, the limits of his information.

d) To be verified or crosschecked:
An executive of intelligence gathering can not afford a denial (to make a mistake)

e) It must be planning
It is necessary to draw the meaning, to precise the perspectives, to lead up to the short or mean term prediction. The knowledge of previous facts is over interesting neither the retrospective analysis, but I especially during an agitated period, the aspect of reach must always be oriented towards the evolution

f) To aim the efficiency
It must lead up on the action and not on the philosophical analysis. It must be matched for the practical propositions need to encounter the situation.

g) To be quickly transmitted
The fact is fundamental because an outdated information has a mediocre (poor) value, and nothing can be quickly depreciated like the information.

REMARKS (comments)

The worst is always possible when the information is filtered or stopped, therefore the authorities will only receive cut down or falsified information. They will under estimate from now and on, the reality and the state risks to failure or the adventures. The decisions will not match the needs and the desires.
The state credit will crumble away and its authority will degrade. The fate of a regime essentially cares about the value of information and its sources.



DOCUMENTS-EXPLOITATION -TRANSMISSION (CONTINUATION)

STANDARD INFORMATION NOTE

Number.175/CR
7-7-95

Origin =s/4
Source =a-c
value =1

Objet:Activity of the main syndicate of Working people of RWANDA
(CESTRAR)

Mr NSABIMANA Claude General Secretary of CESTRAR AND Delegate of this main office to PANAFRICAN of LUSAKA (9-1-95) left Kigali by the regular flight Ethiopian Airlines the 6th of this month around 9h p.m. Some syndicate's people went to the Airport along with Mr NSABIMANA, and one of them is Mr NKUSI Peter, a School Director of the Center. An other is GASANA Callixte who is an employee of the Bank of Kigali.

The first hand information let people think that this trip may be the preparation of employees'strike, to make a pressure on Government.

Addressees

-EMGN
-Prefect of Kigali

Remark

This document will be completed by "an information note, when the invistigator team will be able for Instance:
-to know who paid Nsabimana's trip
-to establish why this person has been delegated by his main office
-to determine the reasons and modalities of the action planned by the employees.

14

Standard example of Intelligence note

Number = 179/CR
8-1-95

Origin=S/4
Source=B-C

Object: Activity of the main Office of the working people's syndicate of Rwanda.

Ref: Note no 175/CR of 1/7/95.

INTELLIGENCE OF IDENTITY

NSABIMANA Claude
Known

Intelligence on archives (File)

Has adhered to National syndicate of the Public administration in June 1981.
Was elected as General Secretary of the above organisation on November 12, 1982 and as General Secretary of CESTRAR since January 10, 1984.
Since he was appointed to his position, he made sure that he is supported by his friend and school colleague of the same promotion and whose name is NKUSI peter.

Proper Intelligence case

Mr NSABIMANA Claude who left Kigali for LUSAKA via Nairobi the 6th of this month, had a round trip ticket, issued by Ethiopian Airlines, and ordered by the Panafrican confederacy of Workers, which was the Congress Organizer.
Nsabimana carried with him a friendship message on behalf of the CESTRAR, to the participants at the Congress (see attached copy). He also had a copy of the minutes of the meeting held on January 4, during which the syndicate's main office decided to adhere to the Panafrican Confederacy of workers, to indicate his representative at Lusaka's assizes.

In the same meeting they elected the General Secretary in transit in Nairobi, to meet his Kenyan Colleague to work out on tightening the relationship between the two main offices, Rwandese and Kenyan.
Before his boarding, the trade-main leader told his friends that when he comes back, the CESTRAR will decide to organize a strike with the main goal to force the Government to immediately approve the agreement signed with the syndicate, this agreement is relative to increase workers' salaries up to 30% .
An other well known information, from a good sources, let us think that all syndicates composing the CESTRAR will associate themselves to this action.

TYPE OF INFORMATION NOTE CONCERNING ECONOMICAL PROBLEM

N°...../SRS
Date.....

Origin.....
Source.....
Value

Objet: Shortage of maize and Bean on the Northern
region's Market

A discomfort is taking place in the three districts of the northern region (Gisenyi, Ruhengeri and Byumba) where the procurement of these two basic products becomes a problem because of the increasing insecurity. If these difficulties have been overcome until now because of Oprovia's last stocks; it seems that it won't be the same thing, especially now, since this public organization of regulation doesn't have enough means and funds to get going again.

In fact, in spite of commitment made by the Chamber of Commerce of Gisenyi in December, to supply Oprovia, the merchants of the northern region hampered by a lack of money and the insecurity are incapable to make enough stocks for their future survival, during the seasonal collecting. As matter of fact, presently the maize and bean are seriously rare on market of the region and prices are prohibitive, eventually annoying Consumers.

For those who are amazed by the deficiency, the merchants resort that it is impossible to get normal supplies because the insecurity and that producers accept to sell to private people, only for an unofficial price superior to the one set by the taxation decree.

This situation may perturb people's welfare if emergency measures are not taken to assure the normal supplying of maize and bean to the three northern districts' consumers.

Everybody regrets unanimously the non-operationality of Oprovia in their region.

Besides, Gisenyi and Ruhengeri are the main granaries of the country, so the consequences may go beyond limits in the region.

III. EXPLOITATION OF INFORMATION.

The search of information could have limited interest if it could be transmitted to people able to know it by the fastest and secret ways in order to allow themselves to exploit it and therefore to act.

The addresses of information are in number of two:

- at National scale (grade): The Minister
- at local scale : The prefect.

Once the information is gathered and treated by the inquiry team, these authorities can encounter different situations.

-The information supplied is completed enough and sufficiently verified to build up rightway the concerned authority and to allow him to properly take useful measures (authorization, interdiction to strike, warning expulsion).

16

- The information can be judged too fragmentary (sketchy) or not enough verified to the point the addresses will need additional information. He will if necessary, carry on more precise investigation before deciding.
- The reported facts do not represent any interest for the actual context, however they can be related to other facts indicated during different times and different places.
- It is the information main office's responsibility to do the chronological assembly, the consistent synthesis of those events in order to draw their true meaning for the centralized Power.
- The reported facts do not justify particular decision. In this case, after contributing to arouse the authorities' attention on certain problems, notes and reports are simply classified at the archives while waiting for that a new fact may bring a subsequent interest which is unsuspected today.

TRANSMISSION OF INFORMATION

The normal mean of transmission between the managerial services of information and authorities is the information note or the note of intelligence.

Nevertheless, according to the complex nature and urgent character of certain matters, it can happen that these matters be reported by phone to authorities. These phone reports are always followed by the information note or the note of intelligence. In this particular case the telephone conversation must be protected.

As for the transmission of information among people who collect them if we refer ourselves to model of the exploitation of information that we have studied previously, we can retain that the success of work carried on is facilitated by the quickness of communication, and by verifications.

These communications are carried by messages, short writings meant to provoke decision making or urgent operations (surveillance, shadowing)

We distinguish different types of messages according to their method of transmission :

- The message by carrier (messenger)
- The telephonic message, to which we can add the message by Fax.
- The teletype message
- The Radio message

It can be coded, camouflaged or clear (obvious)

The messages are speed up means of transmitting the information which in any case must be confirmed and precised by the information note.

To conclude, we cannot afford not to mention that those who gather and take advantage of the information will face difficulties to get a balance between a good quality of information (confidentiality, precision, concision, and exhaustiveness), and the quick transmission.

These contradictions will be smoothed away by the perceptiveness of intelligence agents who must watch the protection system of communication means.

The addresses

As recalled above, the intelligence is an information means of the Government, it is obvious that their production be first addressed to the higher level, and to the Minister (of Interior, of Defense or of National Security ,according to the Country). But the Public Powers are not limited to those authorities and the Prefecture intelligence services alone, they can normally inform the E M G N or they can instruct the above powers to inform the local representative of the law enforcement: Prefect Sub-prefect and so on. This collaboration can be fruitful because it allows RG employee to tight interpersonal relations in all administrations , at the sometime this collaboration makes it quick in case of making urgent decisions.

Exemple of classical exploitation of R.G. information.

The data

On February 1st 1995, the border post RG Gisenyi indicates by phone to S.R.S-EMGN at Kigali, that to Commercial agents entered the territory and their names Paul Kwame and Mukele. They were carrying ordinary passeports bearing lseveral visas, among which, one was a transit visa for staying in Rwanda for 5 days. This visa has been delivered by the General Consul of Rwanda in Kinshasa.

The responsible of the border Post of Gisenyi emphasizes that Kwame and Mukele were received on their arrival by the local section's General Secretary of Carriers' trade Union . The General Secretary took them in his own ca and drove toward Kibuye which is the Capital city of the prefecture, where 800 miners oextract gold for a foreign Company that export ingots to Europe.

Gisenyi adds that an information note in detail will be sent by next mail but the RG Post of Kibuye has been noticed by phone about this fact.

THE DILIGENCES

At the Central (EMGN)LEVEL

The S R S affluent of these first information, carries on searches as a matter of routine in archives of the service, and it appears that the two strangers, Mukele and Kwame are known as members of Director Comitee of the international trad-Union (FSI), important syndicate organisation with the program that covers suspicious political activities.

The S R S:

- Indicates the facts to the Minister of National Defense
- Informs by coded message the cheif of the information antena of Kibuye about syndicate ties (connection) of Mukele and Kwame asking him to watch over their contacts
- Warms by identical message all other posts of information on the

territory.

18

- 6 -

At the antenna's lever.

On February 2nd, the RG employee on duty in Kibuye, informs the EMGN, by the EMGN, by coded message, that the two strangers' activities who arrived a day ago from Gisenyi were closely being watched. It is obvious that Mukele and Kwame had a long talks with the General Secretary of National trade Union's miners and with Carriers's trade union's one, both residing in Kibuye. According to a well aknowledged informer, Kwame and Mukele made on effort to convince these two syndicates to stop working since the first march until there will be some changes. The claim regarding miners salaries was not satisfactory before that date. The two representative of FSI were gone again toward Butare on February 2 around 10h o' clock by bus belonging to ONATRACOM Cie.

The R.G. Employee of Kibuye adds that the prefect and his colleague of BUTARE have been noticed and that an information note detail will follow.

2. On February 3rd 1995, the SRS receives a new message from RG Gendarmerie on duty at Butare where the petroleum company resupplying the gold mine in fuel is located. He indicates that on their arrival the 2nd in evening coming from Kibuye, Kwame and Mukele went to pay a visite to the local leader of petroleum trade-union to convince him as they did for carriers, to accept the principal of the solidarity strike during the stoppage planed by miners the 1st march 1995. The petroleum representatives giving up to their oxhortations has finally given his agreement.

Mukele and Kwame should catch the Sabena flight the same evening at 23h, to their mutual countries.

Once again the authorities (prefect of Butare and srs-EGMNO were informed without delay.

3. On February 4th, 1995 the Kigali airport security (RG antenna) confirms the departure of Mukele and Kwame and indicates that there was no sign of suspicion.

The sythesis

When he received by regural mail, the detailed notes announced by Gisenyi, Kibuye, Butare and Kanombe's antenas, the EGMN wrote to the Central Power, a synthesis of observations made by these three posts about the trip made by Mr Mukele and Kwame, and drew a definitive concusion that a menace of an inspeding and generalized strike is almost evident among the three important categories of workers of the country: the miners, the road carriers and the petroleum. Is put in evidence in this matter the perfect articulation of connection that must exist.

- On one hand between the antenas of RG and their Head Quarter
- On the other hand between the antenas themselves.
- Besides between the E M G N and the representatives of the Centralized Power at different levels (Minister of Defense,

We will observe:

-That because of circumstances that surrounded their entrance in Rwanda, the Gisenyi antenna didn't omit to his homologous of Kibuye, the arrival of Mukele and Kwame.

-That happy initiative allowed to identify immediately the two commercial agents, as really syndicalist leaders, probably in mission.

That at the sometime, he proceeded to a warning broadcasting, Mukele and Kwame were constantly watched by intelligence services from the time they crossed the border.

-That consequently the true motive of their trip (provocation of social disorder, with the goal of compromising the gold export that procures devises to Rwanda) was quickly established.

-That knowing their goals and what they were up to in Kibuye and in Butare as well, allows now the centralized power to take the measures required by the situation; eventual intervention to miners' employers in order to speed up the consideration of their claim, possibility of boosting (or relauncling) the labor Inspection, direct contact with workers representatives menace of requisition and so on..)

-That trully, the centralized power, duly informed as it has happened since the beginning of this matter, can never be under informed in order to avoid the crisis wanted by the FSI agents.

-That it is again his responsibility, subsequently to invite his diplomatie representatives and his consulars to refuse from now and on, granting visa of stay or of transit to Kwame and Mukele.

Passage standard.

The.../.../199.

Head Quartier of the National Gendarmerie.

Specialized intelligence service

Border Post of

Passage card.

Object:

Passage at the border of:(Persons indicated or to
indicate)
(Personnalites:diplomaties
or officials)
(Coming From:
cross the useless mentions

Name and Post name
Date and Birth place
Nationality
Residence
Profession or qualification
Identity titles or travellers documents
visa making object of the Card no:
or of the diffusion (reference)
Entered or exited the :
Border Post of
(Road-Train station, Port,airport
Coming from (exact address)
Going to (exact address)

Eventual observations(People accompagning the traveller, vehicle
to be used, information gathered

Addressees:

Type of message

NO...../SRS

of 1-2-95

SRS MAIN OFFICE IN KIGALI.

Text:

Honnor report entry today by Goma Border Post, coming from

21
Kinshasa, named Paul Kwame, an Ghanaian citizen and François Mukele, Zairian both commercial agents carrying transit visas of five days, declared that they are going to Kibuye to visit mines, were received and took in charge secretary local section. Carriers' Trade Union stop Kibuye antenna noticed stop. Note follows-End.

-9-

No...../srs

Of 2nd February 1995
To

SRS Main office of Kigali

Text: Honnor, report named Paul Kwame and François Mukele, object your T.O. were watched since their arrival from Gisenyi the first of this month stop. The above people had long talks with general secretaries of National Trade Union of mines and carriers Trade Union stop. According to a good source information Mukele and Kwame would have incited their interlocutors to strike 1st march if salaries' claim is not satisfied stop. Both F.S.I. representatives were gone again toward Butare direction today at 10h by ONATRACOM bus stop. Butare antenna prefect noticed stop note follows End.

No...../SRS

SRS Main Post of Butare.

Of February, 1995

To

SRS Main office of Kigali.

Text: Following your diffusion 2nd of the month honnor report that the named Kwame and Mukele met local leader Petroleum's trade Union at his residence and agreed together principal solidarity strike with miners workers when stoppage planned 1st march stop. Kwame and Mukele went again the same day 15h Kanombe direction around 05h on Sabena airlines to destination of Kinshasa stop Kanombe antenna noticed stop note follows End.

22

Type of Administrative inquest Report.

No...../SRS

April 6, 1995

The s/lieutenant KARANGWA Callixte

To
Capitaine NGURUMUNSI Jean Baptiste
Antena Chief of SRS at Butare.

Plan

OBJECT.

Candidacy of Mr Kayumba Jules at Butare for the competitive examination of judiciary Police inspectors
Ref: Letter n0 035 of december 15, 1994 of Mr the Minister of Interior

Supporting Documents.
a file of three documents

Introduction

I have the honnor to report the inquiry carried on and the information gathered on behalf of Mr Kayumba Jules 25 years old, married, one child, employee of Commerce, residing 25, CHURCH Avenue in Butare, who demanded the authorization to participate at the next judiciary inspector's recruiting that will take place on june 8, 1995.

Marita status

Nationality

Mr Kayumba Jules was born on january 7, 1970 at Remera in Nyakabanda commune, from Eugene Nkubito and Murekatete Immaculée. He is Rwandese citizen and catholic. His father who is a merchant of fabric in Kigali (Nyamirambo) for morethan 25 years. His mother is a house keeper and lives in family .

Education

He did his studies at the elementary school of Nyamirambo, then his father registered him at the boarding school at the Lycee Rugunga where he obtained his high school Diploma in 1989.

Military Service

Registered on census list of Nyarugenge, Kayumba was recognized fit for the military service, but he has never been called in.

83

-11-

Mariage

He got married on April 6, 1990 at the mayoralty (town council) of Butare with Miss Twahirwa Berthe that he met at lycee, and who now's a school teacher at the catholic elementary school of Butare.

From this marriage a boy named Pierre was born in 1991.

Employement

From the time he finished his studies, Jules has first worked with his father, then because of his education, he got a job as an executive with APPROVIA's agence, where he always works.

Political and trade-union's activities

Kayumba doesn't participate to any political or trade-union's activity. At the office, he always refused to follow his trade-union's freinds. On contrarly he is a competent organiser and devoted, having practiced a lot of soccer (football) when he was still in Lycée .

Financial situation

He lives in villa that he bought with the state financing and he is paying regularly. Kayumba's family is very well respected among teachers and business people. Being a very economical, Kayumba doesn't have any debt. With his wife they only leave on their salaries. They don't have any other source of Income.

The inquest's opinion .

To conclude, according to good information gathered, i consider that a favourable response will be reserved to Kayumba's application who in addition never had a Gendarmerie or a police record.

LESSON V.

The security and the secret Protection.

Plan

1. Generalities
2. Consciousness-RAISING
3. General measures
4. Remarks.

Generalities.

The nature of intelligence gathering antenna is based on secret, therefore, better than ordinary Gendarmerie's Brigade,

it is depository of secretive documents, confidential information, diverse technical materials, and besides all of these, arms and munitions that must be protected even eventual intrusion or other risks. 24

-12-

The archives of G.I. service can be coveted. The measures to be taken to make these archives invulnerable to any risk can change according to the nature and circumstances of Post.

2. The Consciousness-raising.

The first measure is to educate and make the personnel be sensitive to how important is the security, by lecturing, precise instructions and frequent reminding, including exercisings suited to risk situations.

The General measures

The General measures of security and protection, valuable for all antenna of intelligence gathering concerning especially:

a. The buildings.

They must be isolated compared to neighbouring buildings or with common walls: Fences well closed, windows with wire fencing, security service.

The night lighting around the building is very important. The guard service must do patrols at irregular intervals. They very often use surveilling cameras to make the access to building more secure, it is the same thing for the most sensitive parts buildings. The means of defense against the fire are to be verified periodically.

B. The archives.

There is a way of protecting them particularly against fire, the theft and the indiscretions.

The secretive documents and the files concerning the informers are normally kept in safe, sealed inside the office of the service chief. The above safe can be watched by surveilling camera and equipped with alarm system.

The other documents kept in archives' room, files and masterfiles must be inside metallic furniture that can be closed by a key. After working hours, it is necessary to make sure there is nothing left on desks, nor files, notes, rough copies, nor service stamps.

At the end of the day, all rough copies, carbons and papers thrown in the waste paper baskets, they are to be incinerated.

The frequent usage of computers has contributed to minimize spaces that archives were occupying and to better secure them.

C. The foreign personnel at work.

If it is necessary to recruit some employees, outside of the Gendarmerie, typist, laborer, in charge of maintenance, diverse

contractuals. This must be done by a meticulous inquest focussing on morality loyalty toward institutions.

25

-13-

d. The transmissions.

The security of secretive and confidential transmissions or communications is a part of the interior regulation. The principal (basis) is the coding to be used during variable periods. These codes are very secretive documents and they must be protected. They are kept in safe while they are not being used. Besides the supervisor, only two other people can handle them.

The coded and secretive messages are sent by telex or by Fax. The coders must destroy immediately after usage, the rough copies that have served to transcribe (to carry out), to code, to decode the message. There will be no case when the clear message and the coded message can be kept, juxtaposed in the same archives. A very simple code can be used to camouflage the last names (family names) in phone communication. These codes must be also protected against any disclosure. In any case the phone conversations must be short and strictly minimized.

e. Professional secret.

Each Gendarm knows that he must keep the professional secret and that violation to this rule will be punished by the Penal code (art. 48 p.c.)

Practically, thoughtless chattering, very often unconscious, during personal relationship, correspondents, the informers, the journalists, the parents ect. The intelligence system must be constantly aware of eventual indiscreteness during which it can be disclosed.

Remark.

Concerning National Defense, the scientific or technical discoveries must be strictly protected. It is in this domaine where the "CLASSIFICATION" is used as the very first measure of auto-protection of a document. In fact, the classification allows to determine the degree of confidentiality of document and consequently, the number and categories of people who are capable of knowing its content.

The protected documents are classified into three categories:

4.1. The restricted diffusion

It is stamped on documents that have to be handled by administrative exercise's executives, or the executives of a sensitive enterprise. The above documents can never be display (posted). They can not either be reproduced without the authorization of the service

supervisor or of the enterprise where he comes from.

26

-14-

4.2. The confidential

In a sensitive enterprise, or on administrative service of state, a confidential document must be handled by executives who need to use it for strict professional reasons.

The confidential documents are kept in archives and their consultation is allowed by interne organization.

Generally, the officer willing to consult a classified document in file must apply in writing. This application is aimed by his supervisor. The time of the document removal, he fills out a form of his name, his job, the dates, the time of removal and of restoration.

In case of flight or loss, these information will make it easier for the search.

4.3. The secret, very secret or secret defense.

The handling, the preservation and the move of all secret documents require strict measures. The original of these documents are numbered. They can never for any reason be duplicated.

Handling:

People who must handle these documents will be cetered by name determined by their function. They will require an authorization inquest (inquest of deep morality extended to loyalty) sometimes extended to their immediate environment (spouse, parents-in-law, friends etc).

Preservation

The documents having a secret stamp are kept in safe placed in secured area.

The safe can be equipped with an alarm system or placed under camera surveillance in case of necessity.

Move

The move of a secret document is generally assured by a security officer or a team.

Exemple:

The coded documents are handed to their users (or consultants) inside or within diplomatic representations outside of the country because of their special missions.

Sometimes, inside the country the courier of secret documents is escorted by a motorcyclist during the peace time and by armed people during the crisis time.

Exemple of a secret document:

27

The coded documents, very secret documents.
Military operations' plans or other intervention plans
-Formula or plans of discovery in the scientific fields or technical fields.
-Information in the nuclear field.

-15-

LESSON VI. ORGANIZATION OF AN INTELLIGENCE GATHERING SERVICE.

The I.G. are within the Gendarmerie, and they form a service that must inform and acknowledge the Government so it can act quickly to maintain the order .
The mission is supposed to be simply and efficiently structure. This is generally composed by:

-A supervision responsible of coordinating the set of all service actions, of centralizing the informations, of analyzing them then of synthetizing because the justaposition of several facts is insufficient: It is necessary to get a teaching from it, even a prediction

-The provision must also direct the services' actions which are its subsidiary.

-Exterior services, usually called regional, or mobile brigades, sometimes prefectural services or departmental, post or again antenas. They are allocated on the whole territory and their competence either one or several sub-prefectures. The exterior services can count posts at land borders, water borders or in the sensitive zones. When exterior services are insufficient or nonexistant, the gendarmerie brigades carry on the attributions devoted to information in specializing if necess a higher ranked sub-officer or a subsidiary officer and gendarme for that task.

TYPE OF ORGANISATION OF EXTERIOR I.G. SERVICE

INFORMATION	FOREIGNERS	INQUESTS	ARCHIVES
Gathering information Political Economical Social Cultural Religions Diverses	Borders Police Connection with the borthers Posts Control of the immigration and the emigration Surveillance of foreigners	Carrying on administrativ e inquests	Master files Files.

LES CROQUIS

Plusieurs croquis sont souvent nécessaires pour :

- Situer les lieux du méfait.
- Donner la position du corps du délit.

OPJ chargé de l'enquête VOUS DEVEZ ETABLIR

1

UN PLAN DE SITUATION

pour situer géographiquement le lieu du crime ou du délit

2

UN PLAN GÉNÉRAL DES LIEUX.

pour situer le lieu du crime ou du délit par rapport à un ensemble.

3

UN CROQUIS D'ENSEMBLE - LIEU DU CRIME OU DU DÉLIT.

pour représenter le lieu du crime ou du délit dans son cadre.

4

UN CROQUIS D'ÉTAT DES LIEUX.

pour représenter dans le détail l'endroit où le crime ou le délit a été commis

5

DES CROQUIS DE DÉTAIL

éventuellement, pour représenter les particularités caractéristiques.

LES CROQUIS

Plusieurs croquis sont souvent nécessaires pour :

- Situer les lieux du méfait.
- Donner la position du corps du délit.

OPJ chargé de l'enquête VOUS DEVEZ ETABLIR

1

UN PLAN DE SITUATION

pour situer géographiquement le lieu du crime ou du délit

2

UN PLAN GENERAL DES LIEUX.

pour situer le lieu du crime ou du délit par rapport à un ensemble.

3

UN CROQUIS D'ENSEMBLE - LIEU DU CRIME OU DU DELIT.

pour représenter le lieu du crime ou du délit dans son cadre.

4

UN CROQUIS D'ETAT DES LIEUX.

pour représenter dans le détail l'endroit où le crime ou le délit a été commis

5

DES CROQUIS DE DETAIL

éventuellement, pour représenter les particularités caractéristiques.

LES CROQUIS

Plusieurs croquis sont souvent nécessaires pour :

- Situer les lieux du méfait.
- Donner la position du corps du délit.

OPJ chargé de l'enquête VOUS DEVEZ ETABLIR

1

UN PLAN DE SITUATION

pour situer géographiquement le lieu du crime ou du délit

2

UN PLAN GENERAL DES LIEUX.

pour situer le lieu du crime ou du délit par rapport à un ensemble.

3

UN CROQUIS D'ENSEMBLE - LIEU DU CRIME OU DU DELIT.

pour représenter le lieu du crime ou du délit dans son cadre.

4

UN CROQUIS D'ETAT DES LIEUX.

pour représenter dans le détail l'endroit où le crime ou le délit a été commis

5

DES CROQUIS DE DETAIL

éventuellement, pour représenter les particularités caractéristiques.

GENDARMERIE NATIONALE

2 GROUPEMENT

COMPAGNIE

REPUBLIQUE RWANDAISE

LIBERTE - COOPERATION - PROGRES.

de :

BRIGADE

de :

NATURE DE L'AFFAIRE

PROCES VERBAL D'ENQUETE PRELIMINAIRE

Personne(s) soupçonné(e)s

Victime(s).

P.V n°

L'an mil neuf cent quatre-vingt (1), le

Nous soussigné(e) : (2).

officier de police judiciaire

Vu les articles (3) du code de procédure pénale.
rapportons les opérations suivantes que nous avons effectuées,
agissant en mission et conformément aux ordres de nos chefs :

1 - PREFAMBULE (4).

- CIRCONSTANCES DE LA SAISINE
- MESURES PRISES ET ACTES TRANSMIS
- CONCOURS RECUS

2 - SITUATION A L'ARRIVEE DES ENQUETEURS

- Personnes présentes
- Dispositions ayant été éventuellement prises avant l'arrivée des enquêteurs par les autorités administratives, les témoins, la famille, le personnel de la gendarmerie, etc. -
 - * pour porter secours
 - * pour préserver les indices
- Exposé des faits tels qu'ils apparaissent à l'enquêteur après les premières constatations et qui lui ont permis d'établir des hypothèses et d'orienter les investigations.

3 - MESURES PRISES

- Dispositions prises à l'arrivée des enquêteurs.
 - * pour porter secours
 - * pour assurer l'ordre
 - * pour préserver les indices
- Informations des différentes autorités concernées
- Désignation des personnes auxquelles défense expresse est faite de s'écarter du lieu de l'infraction.
- Répartition des missions
- Demandes de concours de militaires de l'arme qualifiée.

GENDARMERIE NATIONALE

2 GROUPEMENT

COMPAGNIE

REPUBLIQUE RWANDAISE

LIBERTE - COOPERATION - PROGRES.

de :

BRIGADE

de :

NATURE DE L'AFFAIRE

PROCES VERBAL D'ENQUETE PRELIMINAIRE

Personne(s) soupçonné(e)s

Victime(s).

P.V n°

L' an mil neuf cent quatre-vingt (1), le

Nous soussigné(s) : (2)

officiers de police judiciaire

Vu les articles (3) du code de procédure pénale.
rapportons les opérations suivantes que nous avons effectuées,
agissant en uniforme et conformément aux ordres de nos chefs :

1 - PREAMBULE (4).

- CIRCONSTANCES DE LA SAISINE
- MESURES PRISES ET AVIS TRANSMIS
- CONCOURS REÇUS

2 - SITUATION A L'ARRIVEE DES ENQUETEURS

- Personnes présentes
- Dispositions ayant été éventuellement prises avant l'arrivée des enquêteurs par les autorités administratives, les témoins, la famille, le personnel de la gendarmerie, etc. -
 - * pour porter secours
 - * pour préserver les indices
- Exposé des faits tels qu'ils apparaissent à l'enquêteur après les premières constatations et qui lui ont permis d'élaborer des hypothèses et d'orienter les investigations.

3 - MESURES PRISES

- Dispositions prises à l'arrivée des enquêteurs.
 - * pour porter secours
 - * pour assurer l'ordre
 - * pour préserver les indices
- Informations des différentes autorités concernées
- Désignation des personnes auxquelles défense expresse est faite de s'écarter du lieu de l'infraction.
- Répartition des missions
- Demandes de concours de militaires de l'arme qualifiée.

UNAMIR
CIVPOL

COURS
DE
DROITS DE L'HOMME

EGENA RUHENGARI

INTRODUCTION

Définition et historique des Droits de l'Homme

Par droits de l'homme, on entend généralement les droits attachés à notre nature, sans lesquels nous ne saurions vivre en tant qu'être humains.

Les droits de l'homme et les libertés fondamentales nous permettent de développer et de pleinement utiliser nos qualités humaines, notre intelligence, nos dons et notre conscience, et de répondre à nos besoins spirituels et autres. Ils découlent de l'aspiration croissante de l'humanité à une vie où la dignité et la valeur de chacun soient respectées et protégées.

Non seulement le **refus des droits de l'homme** et des libertés fondamentales est une **tragédie personnelle**, mais il porte aussi en lui les **germes de l'agitation sociale et politique, de la violence et des conflits**, que ce soit à l'intérieur des sociétés et des nations ou entre elles.

Comme il est dit dans la première phrase de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le respect des droits de l'homme et la dignité humaine **"constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde"**.

L'idée des droits de l'homme est antérieure à l'Organisation des Nations Unies. Pourtant, ce n'est que depuis la création de celle-ci qu'elle est officiellement et universellement acceptée.

L'histoire des droits de l'homme est une histoire passionnante, qui plonge ses racines dans tous les grands systèmes philosophiques du monde, et elle est à la base de la lutte pour la liberté et l'égalité dans le monde entier.

La communauté internationale s'est développée et s'est profondément transformée au cours du 20ème siècle, et c'est une convulsion particulièrement douloureuse, la seconde guerre mondiale, qui a incité les vainqueurs à tenter de réunir une assemblée, d'abord pour régler quelques uns des problèmes résultant de la guerre, mais surtout pour chercher un moyen d'empêcher que des événements aussi terrifiants ne se produisent dans l'avenir. C'est ainsi qu'est née l'Organisation des Nations Unies.

C'est en 1945 avec l'adoption de la Charte des Nations Unies, après la seconde guerre mondiale, que le concept des droits de l'homme prit une **valeur universelle**. Par ce texte, la communauté internationale des nations reconnaissait que tous les membres de la famille humaine ont des droits égaux et inaliénables et donnait pour mission à l'Organisation des Nations Unies de favoriser *"le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion"*.

Des nouvelles perspectives d'action se sont ouvertes pour l'ONU au début des années 90 avec la **Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne (Autriche), 14-25 juin 1993**.

Cette Conférence s'est signalée par le degré de participation exceptionnelle des représentants des États et de la communauté internationale pour les droits de l'homme. C'est la première fois que...

de tous.

Dans ce contexte, le 25 juin 1993, les représentants de 171 Etats ont adopté par consensus la **Déclaration et le Programme d'action de Vienne**. Ce document jette les fondations sur lesquelles s'appuieront les progrès futurs en matière de droits de l'homme. En reconnaissant

les relations d'interdépendance qui existent entre *la démocratie, le développement et les droits de l'homme*, par exemple, ce document ouvre la voie à une future coopération entre les organisations internationales et les institutions nationales pour la promotion de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement.

De même, la Conférence a pris des mesures historiques pour promouvoir et défendre les droits des femmes, des enfants et des populations autochtones. A ces fins, elle a appuyé d'un nouveau mécanisme, à savoir un poste de rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, demandé que la Convention relative aux droits de l'enfant soit ratifiée par tous les pays avant 1995 et recommandé que l'Assemblée générale des NU proclame une décennie internationale des populations autochtones.

La Déclaration de Vienne contient en outre des recommandations concrètes en vue de renforcement et de l'harmonisation de la capacité de surveillance du système des NU. On y recommande que l'Assemblée générale envisage la création d'un haut commissariat aux droits de l'homme, recommandation finalement adoptée, et on y insiste sur la nécessité de ratifier rapidement les instruments existants en matière de droits de l'homme et d'accroître les ressources mises à la disposition du Centre pour les droits de l'homme, qui a assuré le secrétariat de la Conférence mondiale.

History and mandate of the Human Rights Field Operation in Rwanda

On 20 December 1993, the General Assembly designated the **High Commissioner for human rights (UNHCHR)** to be the United Nations official with principal responsibility for human rights activities. Upon receiving reports of extremely grave human rights violations that occurred in Rwanda in April 1994, the High Commissioner consulted with governments and international organizations. He also called on the Commission on Human Rights and asked it to consider the appointment of a special rapporteur who would examine all human rights aspects of the situation, including root causes and responsibilities.

On 25 May 1994, the Commission on Human Rights adopted a resolution, in which it established the mandate of a Special Rapporteur on the situation of human rights in Rwanda and requested the High Commissioner for Human Rights to put into place a team of human rights field officers to assist him in the discharge of his mandate. It may be recalled that this mandate contains two elements namely, to report to the Commission of Human Rights, the General Assembly, the Security Council and the Economic and Social Committee on the root causes and responsibilities for the recent activities and on the ongoing human rights situation in Rwanda, and to Secretary-General on information gathered and compiled systematically concerning violations of human rights, humanitarian law, war crimes and genocide. The resolution also emphasizes the need for the process of peace-building in Rwanda to be effectively supported by a comprehensive programme of Human rights assistance, in conformity with the request made in the aforementioned resolution, the first four of six human rights field officers were sent to the field by the High Commissioner for Human Rights between June and the beginning of August 1994.

Subsequently, it became apparent that a much larger number of human rights monitors would be required to deal with the extremely complex situation in Rwanda. Therefore, on 2 August

1994, the High Commissioner launched an appeal to the international community, calling for funds to expand the human rights field activities and establish additional human rights field officers. During his second visit to Rwanda in August 1994, the high Commissioner agreed with the Government of Rwanda that as many as 147 human rights field officers would be deployed.

With regard to the **mandate of the Human Rights Field Officers in Rwanda**, according to the above mentioned agreement their activities shall include:

- (a) To carry out investigation into violations of human rights and humanitarian law including possible acts of genocide, in accordance with directives given by the special rapporteur on the situation of human rights in Rwanda and the Commission of experts established pursuant to Security Council resolution 935 (1994);
- (b) To monitor the ongoing human rights situation, and through their presence help redress existing problems and prevent possible human rights violations from occurring;
- (c) To cooperate with other international agencies in charge of re-establishment confidence and thus facilitate the return of refugees and displaced persons and the rebuilding of civil society;
- (d) To implement programmes of technical cooperation in the field of human rights, ~~particularly in the area of the administration of justice, and~~
- (e) To report to the High Commissioner who will make the ~~information available to the~~ Special Rapporteur on the situation of human rights in Rwanda and the Commission of Experts established pursuant to the Security Council resolution 935 (1994).

Rôle et responsabilité de la gendarmerie en matière des droits de l'homme

Selon l'article 82 du Protocole d'Accord entre le Gouvernement de la République Rwandaise et le Front Patriotique Rwandais relatif à l'intégration des Forces Armées des deux parties, signé à Arusha le 03 août 1993:

"La Gendarmerie Nationale est une force armée instituée pour assurer l'exécution des lois en vue de maintenir l'ordre et la sécurité publiques"

L'article suivant du même protocole décrit les missions devant être remplies par la Gendarmerie Nationale. Toutes les missions sont directement ou indirectement liées à la protection et la promotion des droits de l'homme. Dans ce contexte, les missions de la Gendarmerie Nationales sont:

- 1) Maintenir et rétablir l'ordre public;
- 2) Prévenir les infractions;
- 3) Rechercher les infractions et leurs auteurs;
- 4) Opérer les arrestations conformément à la loi;

- 5) Assurer la police administrative;
- 6) Assurer, dans les limites fixées par la loi, les missions de police judiciaire;
- 7) Assurer la police des Cours et Tribunaux;
- 8) Faire respecter les lois et les règlements dont elle est directement chargée d'assurer l'exécution;
- 9) Assurer la protection des personnes et des biens;
- 10) Secourir et prêter assistance aux personnes en danger ou en détresse;
- 11) Assurer la police de roulage sur toute étendue du territoire national;
- 12) Assurer la sécurité des aéroports;
- 13) Collaborer avec INTERPOL et avec les institutions homologues des pays étrangers, dans le cadre de la coopération bilatérale;
- 14) Intervenir en cas de sinistre et de calamité;
- 15) Participer à la défense du territoire dans le cadre fixé par la loi.

De même pour ce qui concerne les principes de conduite de la Gendarmerie Nationale entre autres en matière de droits de l'homme il faut se référer à l'article 84 du même protocole, voir ci-après annexé.

Article 84: Des Principes.

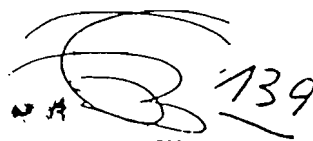
1. La Gendarmerie Nationale, en tant qu'institution, est régie par les lois et règlements du pays. Dans son fonctionnement et dans l'exercice de ses missions, elle doit respecter l'esprit et la lettre des conventions internationales auxquelles la République Rwandaise est partie.
2. La Gendarmerie Nationale est à la disposition du Gouvernement et est subordonnée à son autorité dans le respect, par les deux institutions, de la Loi Fondamentale, des lois, des principes démocratiques et de ceux de l'Etat de droit.
3. Dans le cadre de sa mission d'assurer l'ordre et la sécurité intérieure et dans les limites des principes énoncés ci-dessus, la Gendarmerie Nationale agit spontanément et organise souverainement son activité en vue d'accomplir cette mission. Elle doit ainsi répondre de la sécurité intérieure du pays devant le Gouvernement.
4. La Gendarmerie Nationale fait des rapports à l'autorité administrative du ressort dans lequel elle opère et tient celle-ci régulièrement informée de son action.

138



5. La Gendarmerie Nationale est une force non partisane. A ce titre, elle sera toujours guidée, dans l'exercice de ses fonctions, par l'intérêt supérieur de l'Etat et le bien public et exécutera ses tâches sans esprit partisan.
6. Les membres de la Gendarmerie Nationale sont uniquement des citoyens rwandais, volontaires, engagés sur base de leurs compétences. La Gendarmerie Nationale est ouverte à tout Rwandais sans distinction d'ethnie, de région, de sexe et de religion.
7. Chaque membre de la Gendarmerie Nationale doit être aisément identifiable par le public grâce à un insigne portant soit son nom, soit le numéro de matricule, soit les deux à la fois. Les agents habituellement en civil de par leur fonction doivent produire leurs cartes professionnelles quand le devoir de leur charge requiert d'eux de prouver leur qualité de gendarme. Les membres de la Gendarmerie Nationale doivent strictement faire preuve de courtoisie et de politesse dans leurs relations avec le public. Dans l'accomplissement de leurs missions, ils ne peuvent infliger des traitements cruels, inhumains et dégradants.
8. Les membres de la Gendarmerie Nationale ont le droit d'être informés sur la vie socio-politique du pays. Ils reçoivent une éducation civique et politique.
9. Les membres de la Gendarmerie Nationale ne peuvent pas être affiliés à des partis politiques ni à toute autre association à caractère politique. Ils ne peuvent participer ni aux activités ni aux manifestations des partis ou associations politiques. Ils ne peuvent pas manifester publiquement leur préférence politique.
10. Les membres de la Gendarmerie Nationale exercent leur droit de vote. Cependant, compte tenu de la nature de l'organisation actuelle de cette institution, ses membres ne peuvent pas participer aux élections locales.
11. Les membres de la Gendarmerie Nationale ne peuvent se porter candidats à l'exercice d'un mandat politique électif, à moins de démissionner préalablement de leur fonction de gendarme.



INTRODUCTION

La protection des droits de l'homme est définie et garantie par cinq grands instruments juridiques des Nations Unies : la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) et les deux Protocoles facultatifs se rapportant à ce dernier. La Déclaration est un manifeste dont l'autorité est essentiellement morale. Ces pactes sont des traités liant les Etats qui les ratifient et ils représentent collectivement ce que l'Assemblée générale a appelé la Charte internationale des droits de l'homme.

L'élaboration d'une charte internationale des droits de l'homme a été une des préoccupations essentielles de l'Organisation des Nations Unies. La Charte des Nations Unies, adoptée à San Francisco en 1945, a proclamé, dans sept articles différents, l'appui de l'Organisation aux droits de l'homme et a institué une Commission des droits de l'homme. A sa première session, en janvier 1946, l'Assemblée générale a demandé à cette commission d'œuvrer à l'élaboration d'une déclaration internationale des droits de l'homme. Lorsque la Commission des droits de l'homme a entamé ses travaux, en février 1947, elle a donné à ce point la priorité absolue.

Les avis des membres de la Commission ont été immédiatement partagés au sujet de savoir si la Charte devait avoir la forme d'une proclamation ou d'un traité. Le compromis qu'ils ont adopté a consisté à diviser ce texte en trois parties, à savoir une déclaration proclamant des principes généraux, "un ou plusieurs" pactes consacrant ces principes sous une forme qui lierait les Etats les ayant ratifiés et enfin "des mesures d'application", soit des dispositions relatives à l'examen de la façon dont les Etats s'acquittaient des obligations prévues par ces pactes. En moins de deux ans, la Commission a élaboré et transmis aux instances dont elle relève, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, un projet définitif de déclaration universelle des droits de l'homme. Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme par 48 voix pour, 8 abstentions et aucune voix contre.

Le même jour, l'Assemblée a adopté une résolution priant instamment la Commission de continuer à donner la priorité à l'élaboration d'un traité qui donnerait une force obligatoire à la Déclaration. En 1951, la Commission a élaboré un projet de pacte qu'elle a soumis à l'organe dont elle relève, le Conseil économique et social. Comme il était difficile de regrouper en un seul pacte deux différentes catégories de droits, le Conseil a prié l'Assemblée générale d'approuver l'élaboration de deux pactes. L'Assemblée a accédé à cette demande et a prié la Commission de s'acquitter de cette tâche, ce que celle-ci a fait en produisant deux projets

de pactes — l'un relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et l'autre, assorti d'un protocole facultatif, relatif aux droits civils et politiques —, qui comportaient aussi des mesures de vérification de l'application de ces instruments. Le 16 décembre 1966, l'Assemblée a adopté à l'unanimité ces trois instruments, qui ont été ouverts à la signature des Etats. Lesdits instruments, une fois ratifiés par 35 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, sont entrés en vigueur en 1976.

Le 15 décembre 1989, l'Assemblée a adopté le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, par 59 voix pour, 48 abstentions et 26 voix contre. Ledit Protocole est entré en vigueur en juillet 1991.

* * *

La DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME constitue le texte international fondamental qui énonce les droits inaliénables et inviolables de tous les membres de l'humanité. Elle doit servir d'"idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations" qui cherchent à garantir la reconnaissance et l'application universelles et effectives des droits et des libertés énumérés par cette déclaration.

Les deux PACTES relatifs aux droits de l'homme apportent une protection internationale pour des droits et des libertés bien précis. Ces deux pactes reconnaissent le droit des peuples à l'autodétermination. Ils comprennent tous deux des dispositions proscrivant toute forme de discrimination dans l'exercice des droits de l'homme. Ils ont également tous les deux force de loi pour les pays qui les ratifient.

Le premier traité, le PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, reconnaît le droit au travail et au libre choix de l'emploi; le droit à des salaires équitables; le droit de former des syndicats et de s'y affilier; le droit à la sécurité sociale; le droit à un niveau de vie suffisant; le droit d'être à l'abri de la faim; le droit à la santé et à l'éducation. Les Etats qui ratifient ce pacte reconnaissent être tenus de promouvoir l'amélioration des conditions de vie de leurs peuples. Les rapports de ces Etats sur les progrès qu'ils ont accomplis en vue d'assurer le respect de ces droits sont examinés par un comité d'experts dont les membres sont nommés par le Conseil économique et social.

Le PACTE RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES reconnaît le droit de chaque être humain à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et le droit à la vie privée; déclare que nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, que nul ne sera tenu en esclavage et que nul ne pourra faire l'objet d'une détention arbitraire; reconnaît le droit à un jugement équitable, le droit à la reconnaissance en tous lieux de la personnalité juridique d'une per-

sonne, le droit de ne pas être sanctionné par des lois pénales rétroactives, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, à la liberté d'opinion et d'expression, à la liberté de mouvement et, notamment, le droit d'émigrer, de tenir des réunions pacifiques et de s'associer librement avec d'autres.

Le Pacte relatif aux droits civils et politiques institue un Comité des droits de l'homme chargé d'étudier les rapports intérimaires présentés par les Etats parties audit pacte. Le Comité peut également recevoir les plaintes d'un Etat partie au Pacte accusant un autre Etat partie de ne pas respecter les engagements qu'il a pris en ratifiant le Pacte.

Le PROTOCOLE FACULTATIF se rapportant au Pacte relatif aux droits civils et politiques prévoit que les particuliers peuvent, dans certaines conditions, porter à l'attention du Comité des violations des droits de l'homme commises par des Etats parties.

Le DEUXIÈME PROTOCOLE FACULTATIF se rapportant au Pacte relatif aux droits civils et politiques prévoit de prendre toutes les mesures possibles pour abolir la peine de mort.

* * *

La Déclaration est reconnue quasiment par tous comme offrant un instrument de référence aux gouvernements pour évaluer leurs progrès en matière de protection des droits de l'homme. Pour les organes de l'Organisation des Nations Unies, la Déclaration ne le cède en autorité qu'à la Charte elle-même. Elle est constamment invoquée non seulement à l'Assemblée générale mais aussi au Conseil de sécurité et dans d'autres organes. Elle est citée dans les instruments juridiques internationaux et notamment dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe (1950), le Traité de paix avec le Japon (1951), le Mémoire d'accord relatif au territoire libre de Trieste (1954), la Constitution de l'Organisation de l'unité africaine (1963) ainsi que dans le Document final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1975), qui a été signé à Helsinki par 35 Etats. Elle est invoquée dans une douzaine de constitutions nationales. Elle a inspiré de nombreuses législations nationales, dont elle est devenue parfois partie intégrante, et elle a été favorablement citée par de nombreuses juridictions nationales.

Les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme

La Commission des Droits de l'homme a été créée par le Conseil économique et social en 1946. Elle effectue des études, prépare des recommandations et élabore des projets d'instruments internationaux concernant les droits de l'homme. Elle entreprend également certaines tâches spéciales que lui confie l'Assemblée générale ou le Conseil économique et social; elle peut notamment enquêter sur des allégations concernant des violations des droits de l'homme et examiner des communications relatives à ces violations.

Le Comité des droits de l'homme a été institué en 1977 et est un organe établi en application des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme., plus particulièrement le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ses tâches sont énoncées aux articles 40 à 45 du Pacte.

Conformément au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, tout particulier qui se plaint d'être victime d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte, et qui a épuisé tous les recours internes qui lui sont ouverts, peut adresser une communication écrite au Comité des droits de l'homme pour qu'il l'examine. Les communications concernant un Etat qui est partie au Pacte mais non au Protocole facultatif ne sont pas recevables. Le Comité examine les communications en tenant compte de toutes les informations que lui soumettent par écrit le particulier et l'Etat partie intéressé et il fait part de ses constatations à l'un et à l'autre.

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, a été créé en 1985 par le Conseil économique et social. Ses fonctions se rapportent à l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il examine les rapports que lui soumettent les Etats parties sur les mesures qu'ils ont prises et sur les progrès qu'ils ont accomplis en vue d'assurer le respect des droits reconnus dans le Pacte.

Les Procédures

C'est en 1947, lors de sa première réunion, que la Commission des droits de l'homme constata la nécessité d'établir des procédures pour donner suite aux communications reçues.

En 1959, le Conseil économique et social décida qu'une liste confidentielle des communications adressées aux Nations Unies et contenant des plaintes pour violation des droits de l'homme serait régulièrement distribuée à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

En 1967, le Conseil économique et social autorisa la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à "examiner les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de

l'homme et des libertés fondamentales.

En 1970, le Conseil économique et social adopta une "procédure à adopter pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales". Cette procédure, connue sous le nom de "procédure 1503", d'après le numéro de la résolution du Conseil qui l'a instituée, ne s'applique pas aux cas individuels en tant que tels, mais aux situations qui affectent un grand nombre de personnes pendant une période prolongée.

(a) La Procédure du Protocole facultatif

Pour être examinée, il faut qu'une communication ne soit pas anonyme et qu'elle émane d'un particulier ou de particuliers relevant de la juridiction d'un des Etats parties au Protocole. La plainte doit évidemment être compatible avec les dispositions du Pacte. Avant même de décider si une communication est recevable ou non, le Comité peut demander à la victime supposée ou à l'Etat partie en cause de lui fournir par écrit des renseignements ou observations supplémentaires.

Il peut arriver que la victime présumée d'une violation des droits de l'homme ait besoin d'être protégée avant que le Comité a dû parfois, sans préjuger du bien-fondé de la plainte, faire connaître son opinion provisoire à certains Etats,

(b) Quelles sont les différences entre les deux procédures?

La différence fondamentale entre la procédure prévue dans la **Résolution 1503** et la **Procédure découlant du Protocole facultatif** au Pacte international relatif aux droits civils et politiques est que la première s'applique à l'examen des situations et que la seconde concerne l'examen de plainte individuel- autrement dire des cas isolés des violations présumées des droits de l'homme.

La première s'appuie sur une résolution d'un organe des NU, la deuxième résulte d'un traité international, de plus la première est applicable à tous les Etats et s'applique à toute violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en général.

La deuxième n'est applicable qu'aux Etats qui ont adhéré au Pacte et au Protocole ou qu'ils les ont ratifiés. Elle ne concerne que les droits civils et politiques mentionnés dans le Pacte

PROTOCOLE FACULTATIF
SE RAPPORTANT
AU PACTE INTERNATIONAL
RELATIF AUX DROITS
CIVILS ET POLITIQUES

LES ETATS PARTIES AU PRÉSENT PROTOCOLE.

CONSIDÉRANT que, pour mieux assurer l'accomplissement des fins du Pacte relatif aux droits civils et politiques (ci-après dénommé le Pacte) et l'application de ses dispositions, il conviendrait d'habiliter le Comité des droits de l'homme, constitué aux termes de la quatrième partie du Pacte (ci-après dénommé le Comité), à recevoir et à examiner, ainsi qu'il est prévu dans le présent Protocole, des communications émanant de particuliers qui prétendent être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans le Pacte.

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Tout Etat partie au Pacte qui devient partie au présent Protocole reconnaît que le Comité a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par cet Etat partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie au Pacte qui n'est pas partie au présent Protocole.

Article 2

Sous réserve des dispositions de l'article premier, tout particulier qui prétend être victime d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte et qui a épuisé tous les recours internes disponibles peut présenter une communication écrite au Comité pour qu'il l'examine.

Article 3

Le Comité déclare irrecevable toute communication présentée en vertu du présent Protocole qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de présenter de telles communications ou être incompatible avec les dispositions du Pacte.

Article 4

1. Sous réserve des dispositions de l'article 3, le Comité porte toute communication qui lui est présentée en vertu du présent Protocole à l'attention de l'Etat partie audit Protocole qui a prétendument violé l'une quelconque des dispositions du Pacte.
2. Dans les six mois qui suivent, ledit Etat soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

Article 5

1. Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent Protocole en tenant compte de toutes les informations écrites qui lui sont soumises par le particulier et par l'Etat partie intéressé.
2. Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier sans s'être assuré que :
 - a) La même question n'est pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;
 - b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles.
 Cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables.
3. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent Protocole.
4. Le Comité fait part de ses constatations à l'Etat partie intéressé et au particulier.

Article 6

Le Comité inclut dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 45 du Pacte un résumé de ses activités au titre du présent Protocole.

Article 7

En attendant la réalisation des objectifs de la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960, concernant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les dispositions du présent Protocole

ne restreignent en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par la Charte des Nations Unies et d'autres conventions et instruments internationaux conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées.

Article 8

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat qui a signé le Pacte.
2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré.
4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 9

1. Sous réserve de l'entrée en vigueur du Pacte, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 10

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs.

Article 11

1. Tout Etat partie au présent Protocole peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux Etats parties audit Protocole en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'Etats parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si le tiers au moins des Etats se déclarent en faveur de cette

convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des Etats présents et votants à la Conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des Etats parties au présent Protocole.

3. Lorsque ces amendements entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les Etats parties qui les ont acceptés, les autres Etats parties restant liés par les dispositions du présent Protocole et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

Article 12

1. Tout Etat partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation portera effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La dénonciation n'entravera pas l'application des dispositions du présent Protocole à toute communication présentée en vertu de l'article 2 avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 13

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 8 du présent Protocole, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte :

- a) Des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 8;
- b) De la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 9 et de la date à laquelle entreront en vigueur les amendements prévus à l'article 11;
- c) Des dénonciations faites conformément à l'article 12.

Article 14

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les Etats visés à l'article 48 du Pacte.

DEUXIÈME PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES, VISANT À ABOLIR LA PEINE DE MORT

LES ETATS PARTIES AU PRÉSENT PROTOCOLE,

CONVAINCUS que l'abolition de la peine de mort contribue à promouvoir la dignité humaine et le développement progressif des droits de l'homme,

Rappelant l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948, ainsi que l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966,

Notant que l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques se réfère à l'abolition de la peine de mort en des termes qui suggèrent sans ambiguïté que l'abolition de cette peine est souhaitable,

Convaincus que toutes les mesures prises touchant l'abolition de la peine de mort doivent être considérées comme un progrès quant à la jouissance du droit à la vie,

Desireux de prendre, par le présent Protocole, l'engagement international d'abolir la peine de mort,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1. Aucune personne relevant de la juridiction d'un Etat partie au présent Protocole ne sera exécutée.
2. Chaque Etat partie prendra toutes les mesures voulues pour abolir la peine de mort dans le ressort de sa juridiction.

Article 2

1. Il ne sera admis aucune réserve au présent Protocole, en dehors de la réserve formulée lors de la ratification ou de l'adhésion et prévoyant l'application de la peine de mort en temps de guerre à la suite d'une condamnation pour un crime de caractère militaire, d'une gravité extrême, commis en temps de guerre.

2. L'Etat partie formulant une telle réserve communiquera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, lors de la ratification ou de l'adhésion, les dispositions pertinentes de sa législation interne qui s'appliquent en temps de guerre.

3. L'Etat partie ayant formulé une telle réserve notifiera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la proclamation ou la levée de l'état de guerre sur son territoire.

Article 3

Les Etats parties au présent Protocole feront état, dans les rapports qu'ils présentent au Comité des droits de l'homme en vertu de l'article 40 du Pacte, des mesures qu'ils auront adoptées pour donner effet au présent Protocole.

Article 4

En ce qui concerne les Etats parties au Pacte qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41, la compétence reconnue au Comité des droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations s'étend aux dispositions du présent Protocole, à moins que l'Etat partie en cause n'ait fait une déclaration en sens contraire lors de la ratification ou de l'adhésion.

Article 5

En ce qui concerne les Etats parties au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966, la compétence reconnue au Comité des droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de leur juridiction s'étend aux dispositions du présent Protocole, à moins que l'Etat partie en cause n'ait fait une déclaration en sens contraire lors de la ratification ou de l'adhésion.

Article 6

1. Les dispositions du présent Protocole s'appliquent en tant que dispositions additionnelles du Pacte.
2. Sans préjudice de la possibilité de formuler la réserve prévue à l'article 2 du présent Protocole, le droit garanti au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole ne peut faire l'objet d'aucune des dérogations visées à l'article 4 du Pacte.

Article 7

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat qui a signé le Pacte.
2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 8

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 9

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutive des Etats fédératifs.

Article 10

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte :

- Des réserves, communications et notifications reçues au titre de l'article 2 du présent Protocole;
- Des déclarations faites en vertu des articles 4 ou 5 du présent Protocole;
- Des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 7 du présent Protocole;
- De la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 8 de celui-ci.

Article 11

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les Etats visés à l'article 48 du Pacte.

16 - Prendre note qu'il y a 53 articles. Nous nous donnons les plus importants.

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

PRÉAMBULE

LES ÉTATS PARTIES AU PRÉSENT PACTE,

CONSIDÉRANT que, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, jouissant des libertés civiles et politiques et libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits civils et politiques, aussi bien que de ses droits économiques, sociaux et culturels, sont créées,

Considérant que la Charte des Nations Unies impose aux États l'obligation de promouvoir le respect universel et effectif des droits et des libertés de l'homme,

Prenant en considération le fait que l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits reconnus dans le présent Pacte,

Sont convenus des articles suivants :

PREMIÈRE PARTIE

Article premier

1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

3. Les États parties au présent Pacte, y compris ceux qui ont responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

DEUXIÈME PARTIE

Article 2

1. Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. Les États parties au présent Pacte s'engagent à prendre, d'accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Pacte, les arrangements devant permettre l'adoption de telles mesures d'ordre législatif ou autre, propres à donner effet aux droits reconnus dans le présent Pacte qui ne seraient pas déjà en vigueur.

3. Les États parties au présent Pacte s'engagent à :

- Garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans le présent Pacte auront été violés dispose d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles;
- Garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'État, statuera sur les droits de la personne et forme le recours et développer les possibilités de recours juridictionnel;
- Garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours qui aura été reconnu justifié.

Article 3

Les États parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit des hommes et des femmes de jouir de tous les droits civils et politiques énoncés dans le présent Pacte.

Article 4

1. Dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation et est proclamé par un acte officiel, les Etats parties au présent Pacte peuvent prendre, dans la stricte mesure où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations prévues dans le présent Pacte, sous réserve que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que leur impose le droit international et qu'elles n'entraînent pas une discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale.
2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation aux articles 6, 7, 8 par. 1 et 2, 11, 15, 16 et 18.
3. Les Etats parties au présent Pacte qui usent du droit de dérogation doivent, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, signaler aussitôt aux autres Etats parties les dispositions auxquelles ils ont dérogé ainsi que les motifs qui ont provoqué cette dérogation. Une nouvelle communication sera faite par la même entremise, à la date à laquelle ils ont mis fin à ces dérogations.

Article 5

1. Aucune disposition du présent Pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et des libertés reconnus dans le présent Pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues audit Pacte.
2. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout Etat partie au présent Pacte en application de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

TROISIÈME PARTIE

Article 6

1. Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.
2. Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été

- commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent.
3. Lorsque la privation de la vie constitue le crime de génocide, il est entendu qu'aucune disposition du présent article n'autorise un Etat partie au présent Pacte à déroger d'aucune manière à une obligation quelconque assumée en vertu des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.
 4. Tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine. L'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort peuvent dans tous les cas être accordées.
 5. Une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes.
 6. Aucune disposition du présent article ne peut être invoquée pour retarder ou empêcher l'abolition de la peine capitale par un Etat partie au présent Pacte.

Article 7

Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

Article 8

- (1) Nul ne sera tenu en esclavage; l'esclavage et la traite des esclaves, sous toutes leurs formes, sont interdits.
- (2) Nul ne sera tenu en servitude.
3. a) Nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire;
- b) L'alinéa a du présent paragraphe ne saurait être interprété comme interdisant, dans les pays où certains crimes peuvent être punis de détention accompagnée de travaux forcés, l'accomplissement d'une peine de travaux forcés, infligée par un tribunal compétent;
- c) N'est pas considéré comme « travail forcé ou obligatoire » au sens du présent paragraphe :
 - i) Tout travail ou service, non visé à l'alinéa b, normalement requis d'un individu qui est détenu en vertu d'une décision de justice régulière ou qui, ayant fait l'objet d'une telle décision, est libéré conditionnellement;
 - ii) Tout service de caractère militaire et, dans les pays où l'objection de conscience est admise, tout service national

exigé des objecteurs de conscience en vertu de la loi;
iii) Tout service exigé dans les cas de force majeure ou de sinistres qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;
iv) Tout travail ou tout service formant partie des obligations civiques normales.

Article 9

1. Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.
2. Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.
3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.
4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.
5. Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégales a droit à réparation.

Article 10

1. Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.
2. a) Les prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et sont soumis à un régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées;
b) Les jeunes prévenus sont séparés des adultes et il est décidé de leur cas aussi rapidement que possible.
3. Le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est leur amendement et leur reclassement social. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.

Article 11

Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle.

Article 12

1. Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence.
2. Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien.
3. Les droits mentionnés ci-dessus ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte.
4. Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays.

Article 13

Un étranger qui se trouve légalement sur le territoire d'un Etat partie au présent Pacte ne peut en être expulsé qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi, et, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ne s'y opposent, il doit avoir la possibilité de faire valoir les raisons qui militent contre son expulsion et de faire examiner son cas par l'autorité compétente, ou par une ou plusieurs personnes spécialement désignées par ladite autorité, en se faisant représenter à cette fin.

Article 14

1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis-clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimerait absolument nécessaire, lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou

civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants.

2. Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes :

- a) A être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;
- b) A disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix;
- c) A être jugée sans retard excessif;
- d) A être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;
- e) A interroger ou faire interroger les témoins à charge et à obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
- f) A se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience;
- g) A ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.

4. La procédure applicable aux jeunes gens qui ne sont pas encore majeurs au regard de la loi pénale tiendra compte de leur âge et de l'intérêt que présente leur rééducation.

5. Toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.

6. Lorsqu'une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée ou lorsque la grâce est accordée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine à raison de cette condamnation sera indemnisée, conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.

7. Nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement

définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de chaque pays.

Article 15 *Non-rétroactivité*

1. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier.

2. Rien dans le présent article ne s'oppose au jugement ou à la condamnation de tout individu en raison d'actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, étaient tenus pour criminels d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.

Article 16

Chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 17

1. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 18

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.

2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la morale publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

4. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux de faire

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.

Article 19

1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.
2. Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.
3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires :
 - a) Au respect des droits ou de la réputation d'autrui;
 - b) A la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

Article 20

1. Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi.
2. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi.

Article 21

Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui.

Article 22

1. Toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.
2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. Le présent article n'empêche pas de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ce droit par les membres des forces armées et de la police.

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

3. Aucune disposition du présent article ne permet aux Etats parties à la Convention de 1948 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de prendre des mesures législatives portant atteinte — ou d'appliquer la loi de façon à porter atteinte — aux garanties prévues dans ladite convention.

Article 23

1. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.
2. Le droit de se marier et de fonder une famille est reconnu à l'homme et à la femme à partir de l'âge nubile.
3. Nul mariage ne peut être conclu sans le libre et plein consentement des futurs époux.
4. Les Etats parties au présent Pacte prendront les mesures appropriées pour assurer l'égalité de droits et de responsabilités de époux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution. En cas de dissolution, des dispositions seront prises afin d'assurer aux enfants la protection nécessaire.

Article 24

1. Tout enfant, sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'origine nationale ou sociale, la fortune ou la naissance, a droit, de la part de sa famille, de la société et de l'Etat, aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur.
2. Tout enfant doit être enregistré immédiatement après sa naissance et avoir un nom.
3. Tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité.

Article 25

Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune de discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables,

- a) De prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentant librement choisis;
- b) De voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret assurant l'expression libre de la volonté des électeurs;
- c) D'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

Article 26

Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. A cet égard, la loi

doit interdire toute discrimination et garantir à toutes les personnes une protection égale et efficace contre toute discrimination, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique et de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

Article 27

Dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue.

QUATRIÈME PARTIE

Article 28

1. Il est institué un Comité des droits de l'homme (ci-après dénommé le Comité dans le présent Pacte). Ce comité est composé de dix-huit membres et a les fonctions définies ci-après.

2. Le Comité est composé de ressortissants des Etats parties au présent Pacte, qui doivent être des personnalités de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme. Il sera tenu compte de l'intérêt que présente la participation aux travaux du Comité de quelques personnes ayant une expérience juridique.

3. Les membres du Comité sont élus et siègent à titre individuel.

Article 29

1. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de personnes réunissant les conditions prévues à l'article 28, et présentées à cet effet par les Etats parties au présent Pacte.

2. Chaque Etat partie au présent Pacte peut présenter deux personnes au plus. Ces personnes doivent être des ressortissants de l'Etat qui les présente.

3. La même personne peut être présentée à nouveau.

Article 30

1. La première election aura lieu au plus tard six mois après la date de l'entrée en vigueur du présent Pacte.

2. Quatre mois au moins avant la date de toute election au Comité, autre qu'une election en vue de pourvoir à une vacance déclarée conformément à l'article 34, le Secrétaire général de l'Organisation

des Nations Unies invite par écrit les Etats parties au présent Pacte à désigner, dans un délai de trois mois, les candidats qu'ils proposent comme membres du Comité.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse la liste alphabétique de toutes les personnes ainsi présentées en mentionnant les Etats parties qui les ont présentées et la communique aux Etats parties au présent Pacte au plus tard un mois avant la date de chaque election.

4. Les membres du Comité sont élus au cours d'une réunion des Etats parties au présent Pacte convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Siège de l'Organisation. A cette réunion où le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties au présent Pacte, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties présents et votants.

Article 31

1. Le Comité ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat.

2. Pour les elections au Comité, il est tenu compte d'une répartition géographique équitable et de la représentation des diverses formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

Article 32

1. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles s'ils sont présentés à nouveau. Toutefois, le mandat de neuf des membres élus lors de la première election prend fin au bout de deux ans; immédiatement après la première election, les noms de ces neuf membres sont tirés au sort par le Président de la réunion visée au paragraphe 4 de l'article 30.

2. A l'expiration du mandat, les elections ont lieu conformément aux dispositions des articles précédents de la présente partie du Pacte.

Article 33

1. Si, de l'avis unanime des autres membres, un membre du Comité a cessé de remplir ses fonctions pour toute cause autre qu'une absence de caractère temporaire, le Président du Comité en informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui déclare alors vacant le siège qu'occupait ledit membre.

2. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, le Président en informe immédiatement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui déclare le siège vacant à compter de la date du décès ou de celle à laquelle la démission prend effet.

LA LEGISLATION NATIONALE RWANDAISE EN MATIERE DES DROITS DE L'HOMME

I.- LES REMPARTS CONVENTIONNELS

Les remparts conventionnels sont constitués par les principaux textes internationaux en matière des droits de l'homme qui ont fait l'objet de ratification de la part de la République Rwandaise.

Ainsi, le Rwanda a adhéré à la Déclaration Universelle des droits de l'homme du 10 Décembre 1948 lors de son admission comme membre de l'ONU, le 18 Septembre 1962.

Aussi, le Rwanda a adhéré le 12 Février 1975 par décret-loi N° 8/75, au pacte international relatif aux droits civils et politiques et au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, tous les deux du 19 Décembre 1966.

En adhérant à ces instruments internationaux en matière des droits de l'homme, le Rwanda s'est engagé à respecter à la lettre les dispositions de l'article 2, paragraphe 2, du pacte international relatif aux droits civils et politiques, de même qu'à l'article 2, paragraphe 1 du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Ainsi, les mécanismes de mise en application des droits fondamentaux de l'homme que préconisent ces textes internationaux en matière des droits de l'homme restent la loi et ses différentes mesures d'application bien sûr.

II.- LA LEGISLATION NATIONALE

Les principes des droits fondamentaux de l'homme ont été repris, in extenso, comme l'exigent les instruments internationaux en matière des droits de l'homme ci-dessus, dans plusieurs textes législatifs.

La loi fondamentale de la République Rwandaise est composée de la Constitution du 10 juin 1991 et de l'Accord de paix d'Arusha du 4 août 1993 avec tous ses protocoles, qui dispose dans son article 3: " les deux parties acceptent que la Constitution du 10 juin 1991 et l'Accord de paix d'Arusha constituent indissolublement la loi fondamentale qui régit le pays durant la période de transition...En cas de conflit entre les autres dispositions de la Constitution et celles de l'Accord de paix d'Arusha, ces dernières prévalent.

Les articles 6 à 10 du titre premier et le titre 2 de la Constitution du 10 juin 1991 consacrent les principaux droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

L'article 12 de la Constitution dispose en effet: "La personne humaine est sacrée. La liberté de la personne humaine est inviolable; nul ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ou condamné, si ce n'est dans les cas prévus par la loi entrée en vigueur avant la commission de l'acte et dans les formes qu'elle prescrit.

D'autres droits sont également garantis par la Constitution, et notamment:

- le droit de la défense (art. 14)
- le droit d'accès à la justice et le droit de recours devant les juridictions (art. 33)
- le droit d'asile (art. 15)
- l'égalité de tous devant la loi (art. 16)
- la liberté de culte, d'opinion et de conscience (art. 18)
- la liberté d'association (art. 19)

- la liberté de réunion, la liberté de circulation, le droit à la vie privée, le secret de la correspondance et de la communication, l'inviolabilité du domicile, la protection de la vie privée, la protection de la famille, base naturelle de la société, le droit à l'éducation et à l'enseignement, le droit au travail et l'interdiction du travail forcé, le droit syndical et le droit à la grève, ainsi que la liberté de revendication de tous ces droits.

Certains textes fondamentaux assurent la protection des droits fondamentaux de l'homme dans un domaine déterminé et quelquefois même avec des dispositions et des procédures les plus concises.

Ainsi, le protocole d'accord relatif à l'Etat de droit de l'accord de paix d'Arusha dispose dans son chapitre IV, article 14: " Les deux parties reconnaissent le caractère universel des droits de l'homme et doivent exprimer leurs préoccupations lorsque ces droits sont violés où que ce soit et par qui que ce soit..."

C'est dans cet objectif que le code pénal régleme aussi ces droits fondamentaux et sanctionne d'éventuels violateurs de ces principes fondamentaux des droits de l'homme.

III.- LES PROCEDURES DE PROTECTION EN MATIERE DES DROITS DE L'HOMME

a.- Le recours devant les juridictions nationales.

La constitution dispose dans son article 33: " Le pouvoir judiciaire, gardien des droits et des libertés publiques, en assure le respect dans les conditions prévues par la loi."

C'est dans ce cadre que le décret-loi N° 9/80 du 7 juillet 1980 portant code d'organisation et de compétence judiciaires organise les cours et tribunaux en juridictions inférieures et juridictions de recours et leur enjoint des compétences bien précises.

La loi du 23 février 1963 portant code de procédure pénale, tel que modifiée par le décret-loi N°07/82 du 7 janvier 1982, organise la procédure suivie devant les juridictions répressives, tandis que la loi du 15 juillet 1964 en fait de même devant les juridictions civiles. Il y a également la loi du 23 Février 1963 pour l'organisation, le fonctionnement et la procédure suivie devant la cour suprême avec toutes les modifications qui y ont été portées dans le temps.

b.- Formation en matière des droits de l'homme

La plupart de la population n'est pas informée sur ses droits, à fortiori sur leurs droits fondamentaux. Un effort considérable est à fournir dans ce domaine aussi bien auprès des intellectuels que de la grande majorité de la population. C'est à cette condition que chacun sera, quel est son droit, et comment et où le défendre si jamais il était bafoué un jour.

ETUDE DE LA LEGISLATION REGIONALE: LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

La charte africaine des droits de l'homme et des peuples a été adoptée en juin 1981 à Nairobi, Kenya. Elle est entrée en vigueur conformément à son article 63, trois (3) mois après la réception par le Secrétaire général de l'OUA des instruments de ratification ou d'adhésion de la majorité absolue (la moitié plus un) des Etats membres de l'OUA, c'est-à-dire le 21 Octobre 1986, après la réception du 26ème instrument (il y avait 51 membres à l'OUA à cette époque).

I.- IMPORTANCE DU MOT "PEUPLES"

L'importance du mot "peuples" se justifie par la précision de l'entendement et des objectifs des Etats africains. Le mot "peuple" déjà contenu dans la Déclaration universelle présentait les droits qu'elle proclamait comme "l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction".

Il convient de dire qu'un homme ne peut être libre quand il est lui-même fils et citoyen d'un peuple esclave d'un autre. Pour l'Afrique, dont très peu d'Etats ont échappé à la colonisation, c'est en libérant les peuples de l'oppression et de la domination, que des Etats capables d'assurer les droits des personnes peuvent naître et se développer.

II.- LA CHARTE AFRICAINE: INSTRUMENT JURIDIQUE ET OUTIL DE COMBAT

En lisant le préambule de la Charte, on voit tout de suite où les signataires veulent en venir: se doter d'un instrument juridique et d'un outil pour le combat politique, économique et culturel en faveur des droits des peuples autant que des droits de l'homme. En effet, de l'article 19 à l'article 24, les droits des peuples sont énoncés clairement, ainsi que les obligations des Etats vis-à-vis des droits des peuples.

III.- LES SUJETS DES DROITS CONTENUS DANS LA CHARTE

Après avoir traité des droits de la personne, de la famille (art. 2-18) et des peuples (art. 19-24), la Charte énonce les obligations des Etats (art. 25-26) et les devoirs des individus (art. 28-29), puis les mesures de sauvegarde de ces droits.

IV.- LES COMPETENCES DE LA COMMISSION

Les plaintes concernant les violations des droits de l'homme et des peuples que des Etats pourraient avoir commises ont fait l'objet de dispositions précises (cf art. 45 à 59).

PROGRAMME DE POLICE SCIENTIFIQUE

Leçon N°1 : Introduction à la Police Scientifique.

Leçon N°2 : Preuves: Introduction.

Leçon N°3 : Témoins, preuves matériels, aveux.

Leçon N°4 : Identification des personnes: anthropométrie.

Leçon N°5 : Identification des personnes: descriptions particulières.

Leçon N°6 : Dactyloscopie : Principe d'identification.

Leçon N°7 : Dactyloscopie : Introduction aux empreintes digitales.

Leçon N°8 : Lieu de crime : Introduction.

Leçon N°9 : Lieu de crime : Recherche sur les lieux, Modification des lieux.

Leçon N°10 : Lieu de crime : Photographie et croquis.

Leçon N°11 : Lieu de crime : Description.

Leçon N°12 : Lieu de crime : Investigation, récolte et préservation des traces.

Leçon N°13 : Premier rapport.

Leçon N°14 : Armes et balistiques.

Leçon N°15 : Investigation.

Leçon N°16 : Echantillon.

Leçon N°17 : Exploitation.

Scientific police smattering

Introduction

It is not possible to talk about scientific police without appraising technic police in case both notions are quite together.

They are also interesting in case of the crime investigation.

In fact, a long time ago, the crime investigation has followed a specific number of pragmatic rules where the research of evidence was executed, in most cases, in an empiric manner; where the testimony and the confession of defence were the requirement of culpability evidences.

The fragility of human testimony, the confession of defence sometimes questioned, the astuteness of some delinquents had reminded the police-man to run to the science to get new arms and fight efficaciously the delinquency in constant evolution.

In that case, two orientations appear :

- the domain of Technic Police
- the domain of Scientific police.

I. Technic police.

It is a science of criminal statement and investigation of a delinquent.

It brings simple methods of investigation.

It offer easy use materials to every police-man.

It doesn't believe in set rules but , according to the experience and savoir-faire, it must constantly be adapted to new conditions.

Technic police is within the competence of the police-man at the scene of a crime.

II. Scientific police

It is an applied science which completes technic police.

It brings about procedures extremely detailed and materials very complex.

It is called laboratory police or the domain of police-man .

III. The evidence

To arrive to a logic result of the penal trial, which simply means the condemnation of the sin respondent, it is within the competence of the justice to show first of all the evidence of his culpability.

In such case, there are three ways:

- The testimony
- The confession of defence

-The material evidence.

-4-

1) The testimony or testimonial evidence

It is the verbal or written relation of facts shown by the witness with sensorial impressing (eye sight - sense of hearing - sense of smell) . But, human testimony is sometimes garbled by incompleteness of voluntary or involuntary miscellaneous sources .

- The faulty sensorial perception : erroneous sight, fugacity of perception , bad conditions of visualization ...
- Intellectual capacity of the witness : difficulty to some witnesses to explain orally a sensorial impression -poorness of vocabulary.
- Reliability of the memory : visual or aural memory is imperfect; in most cases, it holds only the mainstream acts (forgetting of particulars, colours vagueness, names distortion....
- Subjective influence proper to the witness sympathy (feeling);
- The witness can work on his own advantage (taking proceedings against an innocent person to clear himself of the sin...)
- Out of a passion: (love - hate - vanity)
- Out of sympathies or antipathies
- By joint liability (membership of social group, family relationship, patriotism)
- Subjective influence proper to the physical state of the witness : mental diseased, the senile aged)

2) The confession of defence

The confession of defence has, for long, been considered as the queen of evidence.

Nowadays, the confession of defence is not necessary to justify a condemnation but it is not also sufficient because it can at any time be retracted, therefore, it must be helped by other elements of evidence .

3) Material evidence or evidence indication

Much better than the confession of defence and human testimony, the material evidence offers an insurance of objectivity. In most cases, the trespass author let behind him characteristic traces of his presence or his action at the places. These traces then become mute and faithful witness, which represent the richest source of material evidences.

It is exactly there that the domain of technic police action is defined with the following purposes:

- to research , to state , to sample , to refer traces and signs which give evidence of criminal activity or the passage of the author as far as he is not identified yet.
- when the author is recognised; to identify that person .

IV. THE IDENTIFICATION

The identification is the research of the true identity of a person.

The identity is the whole distinctive physical characters which define the personality of a person at any time of his life.

If it is possible to the police services to detect , by searching in the registers of births, marriages, and deaths or by accuracy of his statement, a person who attributes himself a false identity ; it is contrary very difficult in most cases to test an encroachment of the true identity .

There raise inconveniences both to the public security and to the security of whom the identity card has been encroached upon (for example, they can pass judgement to the first offender, an habitual criminal - an inscription in a criminal record for false condemnations of whom the identity card has been usurped ...)

It has been consequently originated an identity called criminal and penal record which allows, for some :

- to recognize without error persons already known as malefactors ;
- to find out persons sued for crimes, for indictable offence and not been arrested yet .

It is understandable to know that every person is different from others by a whole physical characters. So, the identification consists of bringing together qualitatively and quantitatively specifications proper to a person and to himself only in order to detect him rigorously at all his life time; these morphological characters are subjects of anthropometry and dactyloscopy .

1) ANTHROPOMETRY

A) ANTHROPOMETRIC DESCRIPTION OR BERTILLON SYSTEM

It is a system of criminals identification implemented starting from 1882 by Alphonse Bertillon. It consist of ;

- to isolate a person from his habitual characters which should be rigorously tight and specific. These characters are tight together when in constancy of skeleton and from a certain age ; in diversity of the skeleton size and to the facility and the precision with which some of them can be raised.

At the beginning, this description was based on eleven bony measures so as the length and width of the head, length of the middle finger and little finger, length of the left leg , length of the height etc...

Those measures were also ordered in three classifications:small, medium and large sizes and this, according to the contour line of their statistic break-down to have in each group the same persons's manpower.

For example, the length of the head varies from 160 to 230 millimetres to form a group of the following break-down:

- small size : up to 184 mm
- medium size : from 185 to 190 mm
- large size : more than 191 mm

But the anthropometric description has inconveniences due to more less important fluctuations of bony's measures (variable in the growth, inconstant even at adults) ; due to instrumental or individual errors which can raise so as the resemblance of two persons , even the same measures at two different people like identical twins. It results of the

-6-

Bertillon did not ignore those inconveniences because he had added to this description other elements to achieve that identity certainty (spoken excerpt and particular marks). Nowadays , the anthropometric description is in actual fact surrendered.

* Object:

* METHOD :

- dividing the body and essentially the face or elementary parts;
- observing all the distinctive characters of his elementary parts
- describing his distinguishing characters.

- The observations already made are written down on a special form which joins the individual allocated record .

DESCRIPTIVE FORM -CO-AUTHOR - ACCESSORY

Sex:

Size:

face: * shape : plump - level-headed - oval
 * characteristic: - in top - diamond-shaped - in pyramid
 - long - wide - asymmetrical

forehead : * tilt: - receding - plump - projecting
 * height: - little - medium - sized - large

chin: *tilt : - receding - medium-sized - projecting
*characteristic: - nutcracker - dimpling - pointed
- level-headed - twofold.

hairs: * colour : black - blond -red - grey-haired - white-haired
* characteristic : abundant - fuzzy - complete baldness

-7-

DESCRIPTIVE FORM CO-AUTHOR -ACCESSORY

(please encircle to each rubric applied qualifiers of the person concerned)

SEX

Size:

Corpulence: slender - medium-sized - stout

Face: * shape : plump - level-headed - oval
* characteristic : in spinning-top - diamond-shaped - in pyramid - long -
wide - asymmetrical
Forehead: * tilt : receding - plump - projecting
* height: little - medium-sized - large

Chin : * tilt : receding - medium-sized - projecting
* characteristic : nutcracker - dimpling -pointed
-level-headed -twofold

Hairs : * colour :black -blond -red -grey-haired -white-haired
* characteristic : abundant - fuzzy - complete baldness -
partial baldness - frontal baldness -
shaven baldness.

Moustache: has - doesn't have

Beard : has - clean-shaven

Eyes : * colour : chestnut-dark, pale chestnut, blue - grey -
yellow -green.
* characteristic: deep-set - salient - one eyed man - blind -
albino - wear glasses

Eyebrows : * shape : rectilinear - curved
* position : up -down
* implantation: with shaggy eyebrows - widely spaced

Noise : * back : rectilinear - concave - hooked
* characteristic : flat - wide - slender - deflected.

Ear : * size : large - small
* characteristic : tight ear - widely spaced - fondue lobe -

sperate lobe.

Mouth : * size : large - small
* lips : thin - thick

-8-

Arrangement of the teeth: ordered - disordered - far between - protruding teeth -
false teeth - silvered - golden - absent teeth.

Particular signs : scar - tattoos - amputation - malformation -stammering-
limping (precise the state, the size, the direction ,
localization).

THE ANTHROPOMETRIC PHOTOGRAPHY

After defining description particulars, Bertillon thought to join to the descriptive forms a photograph of a malefactor and had managed to codify the classification of the anthropometric portrait according to certain rules:

The anthropometric photo is not an art portrait, but it is a reproduction as exact as possible of characteristic details of the face.

As the descriptive particulars, the anthropometric photography will first of all reproduce face's particulars, because it is the only part of an openly body and which gives the maximum information on individual characters.

The attitude photograph is destine to fix a figure , a general aspect of the person.

DESCRIPTIVE PARTICULARS

CHIN

Receding

Medium-sized

projecting

CHARACTERISTICS

nutcracker dimpling pointed

-level-headed twofold

HAIRS

abundant fuzzy complete baldness

partial baldness frontal baldness shaven baldness

NOISE

rectilinear concave convex hooked

FOREHEAD

receding plump projecting

FOREHEAD HEIGHT

little medium -sized large

-10-

FACE

plump level-headed oval

asymmetrical long large

in spinning-top diamond-shaped in pyramid

OUATTARA N'GOLO

CIVPOL

DACTYLOSCOPY

Dactyloscopy is an identification procedure by examining digital sketches. It is considered as the surest among all the actual identification procedures, because it practically offers no risk of error.

DACTYLOSCOPIC SKETCHES

Anatomically, the skin is essentially composed of two superposed layers: deep layers true skin and a superficial layer called epiderm. The deeply face of the epiderm and the true skin are perfectly blended and accurately reproduce all the skin coverings.

Papillae are tightly and completely fixed from the 4th month of the intra- uterine life. In the hand, the pores of the skin are typed on the ridge line of the cretes. The sweat runs out in micro tiny drops which, when settled on a sleek support, gives opportunities to the reconstitution of the finger-print. The meaning of the identification method by papillae cretes' s sketch holds down its essential qualities and which are at three:
- immutability - inalterability - individuality.

1^o) IMMUTABILITY

The digital sketch of a person is made from his intra-uterine life. The child is born with his finger-prints. From his birth to his death (of a person) and the putrefaction, his sketches remain the same.

2^o) INALTERABILITY

Digital sketches are made in the depth of the skin; they persist in it and develop as far as the skin is not impaired.

3^o) INDIVIDUALITY

Digital sketches present an innumerable variety so that two people can not have the same finger-prints.

The number of characteristics are so various that to identify a person according to his ten fingers, one finger is largely sufficient.

DACTYLOSCOPIC IDENTIFICATION

Penal identification has a tendency to fix forever the identity of a person who is for the first time in the hands of judicial authorities. Then, every person put into prison or apprehended by judicial services or gendarmerie services is submitted to have an anthropometric record in which appears also and principally the statement of his ten finger-prints or the decade statement.

Decade statement is made on an appropriated form which seems a bit to have, according to the countries, different types: this form is called decade dossier.

SCIENTIFIC POLICE

PLACES'S STATE

A malefactor unknowingly leaves traces at the crime places. Reciprocally , they obtain on his person, his clothes, his weapons, his material, other information sometimes indiscernible but which justify his presence at the places, or his act.

They call places's state the result of the operations carried out to fix as exactly as possible the disposition of criminal places or indictable offence places as soon as they are committed, - to search and locate the traces or indications left by the infraction author at the crime or offence places. It is there important operations because there is necessary a close connection between the places's state and the crime author; even if this relation is not immediately established. The investigation result generally depends on, at a large part of the minute, the first legal opinion. Therefore, someone who makes those investigations must be in favourable conditions. But, the gendarmes or the policemen are rarely the first to be at the places. The crimes or the offenses are usually found by people who ignore the applicable decisions. So, the investigator must:

- intervene rapidly
- prohibit to all unconcerned people to the places
- not touch to any thing and prohibit to the people to touch any thing
- protect visible evidences (signs)
- bring nothing to the places which can modify the aspect
- be convinced that all the found signs should be out of imaginary testimony and assure the information and confirmation of the issued findings
- invest the infraction drama
- prohibit immediately to the places to any degradation or deterioration.
- summarily recognize immediate and neighbouring places (by a minimum of personnel)
- refer to the specialist personnel (of the unit, research police station personnel, criminal-index cabinet)
- minutely observe the places, element after element
- take the whole photographs and the whole details
- take the general survey and make the sketch of the places's state
- inspect the offended body (cadaver, vehicle etc...) in order to search suspicious traces and attach the author for dept.
- Investigate the immediate places (crime or violation proof, neighbouring places of the vehicle) for useful sampling charges (hairs on a body, hairs, blood, finger-prints); carefully label (classify) them and make all the necessary findings (for example the disorder which can indicate a search of a house, a struggle against the victim and one or many crime authors).

- observe the neighbouring places (search of access ways and take a notice on its position, its entrance, its measures) and finally detect its indications (traces of breaking, of steps, of tyres...)

-13-

Particular operations:

to all investigators :

- deduct the first findings of the investigation, the nature of the offence (person's criminal attempt, immoral offence, property outrage ...)
- determine the crime process (ex. : to know how the murder was committed by the murderer to the victim, with which weapon, struck down - cutting edge - pointed or perforative.

That will lead the investigators to guide their researches.

COMPLEX OF PLACE'S STATE

1.THE PHOTOGRAPHY

- To determine the places's state they use the technic of photography. In fact, the literal description of the places's state is sometimes powerless in his totality and remains with eventual errors.

Contradictory, the photography of those same places offers an exact vision and when done it cannot stand putting a loss at the emplacement of a thing, a trace, a murder .

The description is in part abstract but the photography is lens, objective, offers full particulars, specific and long-lasting.

The photography will concern the whole and the details, it means that it will allow to offer successively images of external aspect of the crime, nearest places, the victim' s batteries, indication (spot, traces , weapons, etc...). For the whole view, the triangular principle allows at the minimum view, to discover a maximum of the surface. It consists of taking photographs of the places in its three opposed directions.

For detailed views, the photographs of the places fix a large plan of indications which would have first of all been marked with a chalk to well materialise the places.

Those indications can be :

- Subjects: weapons, riffle bullet, tubular casing, tools etc... for which a prospective photography fixing details will be sufficient without matter of real measures.
- Traces : footsteps, house-breaking, pneumatic tubes etc...

In that case, it is absolutely necessary to precise his true measure.

PLACES'S STATE SKETCH

Whatever the interest may be, the photography is not sufficient because it fix a part of the whole and brings no notion of measure. The plan corresponds contrary to the whole and allows to find out the necessary measure. More again, it fixes what directly concerns the subjects and necessary their comprehension or their clarification.

It is a dimensional sketch which represents in most cases a grounded projection,

sometimes an evidence section or rise of the evidence. It indicates the places's state, its access position and its entrance direction, the emplacement and chattels glutting, the victim position, indications according to the released point.

-14-

PLACES'S INVESTIGATION

It is a methodic investigation, minutely and deeply, chosen to concentrically avert the researches in order to discover the way followed by the author; which way must be followed in reverse direction in safeguarding first of all and sampling all the found indications.

The second method consists of the opposite of the above method, of guiding investigations by following the author 's way from his beginning point to the place of the offended body by each time considering neighbouring places of his way.

In both cases, it is extremely important to be careful in order not to destroy the existing indications in most cases, hardly tangible.

The places's investigation must be the domain which engages the judicial police-officer who carries out the investigation.

III.SAMPLING AND STATEMENT

The sampling and the statement are necessary because the hereafter laboratory examination will, with elements of comparison, be needed.

Some of those comparison elements about the victim exist on confiscated things (for example blood signs on the clothes). Sometimes contrary, they can disappear and it is important to sample them on the victim before he is buried and before the putrefaction returns the sampling difficult or even impossible.

Then systematically, when the identification of the victim is difficult or when the person is unknown, you might carry out the survey of the victim's digital sketch in order to identify him according to the card record file on his/her ten fingers this, when it is known by the gendarmerie services or more again, allows to abandon the victim's finger-prints found at the place and which offer no interest for further investigation.

IV.PLACES'S DESCRIPTION

It is a part of the minutes of the findings done by a judicial police officer.It is the last phase of the places 's investigation. The investigator writes down with precision all that he has seen, all that he has discovered, all that he does at the places. The complete places's description report is finally made at judicial police office. It a narrative composition which usefully completes the sketch and the photographs in what they are not distrainable: the colour, the smell, sensorial feelings. It adds the precision to some remarks.

The places's description goes from the general to the particular, from the far to the near,

for example they will first of all describe the house in which the crime has summarily been committed. Then after they will describe the room in which the victim was found. In fact, they will scrupulously describe the cadaver position, the disorder of the clothes, the nature, the shape, the position of his batteries.

-15-

In this case, nothing is useless and it is hopeful to have, when he has been buried, enough information instead of disinterring the body to verify a detail which escaped when the initial investigation was being done.

CHARACTERISTICS OF DIGITAL SKETCH

1 The Papillae

The sketchy face of the true skin is bristled up (covered) by a multitudinous of small processes called papillae. In some parts of the body (palms of hand, interior part of fingers, soles of the feet, those papillae instead of spreading themselves in disorder as many other parts of the body, they normally place themselves side by side to constitute papillae cretes separated by lines. (figure 1)

2. The papillae cretes

They make square lines, sinuous, curved, sometimes broken off, turned off, sometimes towards the nearest line but without an immediate criss-cross of lines and remaining parallel to each other. In the essential part, finger-prints are divided into three different systems of cretes: (figure 2)

- the basilar system or the basic zone
- the nuclear system or central zone
- the marginal system or peripheral zone

a) Basilar system

It is at the base of the finger-print, near the trunk exercise pleat: the cretes spread from the end of a finger to an other finger. They are sensibly parallel to the line which separates phalanxes.

b) Marginal system

It is made of cretes with strong curvatures from a side to an other of the finger-print crossing the crown. It encircles the central zone and rejoins itself to the parts of the basilar cretes.

c) The nuclear system

It holds the central part of the digital sketch. It is the most important zone for identification because it represents a sketch easily attachable to a well defined person.

Characteristic points :

Papillae cretes extend characteristic points with which the number and the topographic portion are very variable and offer to the finger-print his individuality.

-17-

The particulars of the digital sketch are as following:

- The middle of the figure

It is the starting point or the maximum curve of the lines in the zone neighbouring the middle of epiderm sketch :

(figure 3).

-The point represents the middle of the figure in each cases.

- The delta

It is a geometrical figure made by intersection of three lines or three cretes systems.

- Galton line

It is an imaginary line which ties together the middle of the figure and the delta.

- Deciding descriptive factors

If they examine the profile of the papillae cretes under a microscope, they find that they break off, intersect, fork in making sketches which take conventional names. The names like: the point, the island, the lake , the end of the lines, simple fork, double fork.

GALTON LINE

END OF THE LINE

- 17-

LAKE

GROUP II

GROUP V

FIG. 2

BASILAR SYSTEM

MIDDLE OF THE FIGURE: The black point indicates the middle of the figure.

CLASSIFICATION OF FINGER-PRINTS

The summary examination of a digital sketch (nuclear system) allows to classify the finger-prints in six group according to the general shape of the sketch.

Group O : amputated finger

Group I : arches

-18-

The arches are, in principle, digital figures in which the marginal system is disconcerted to nuclear system .

It is identified by :

- absence of the delta
- absence of the middle of the figure.

Nevertheless they incorporate to that group the arches called lentiform which present a single delta fixed at the median axe of the sketch and which act as the basic to vertical cretes in opening out more or less with the top of the finger-print.

GROUP II : OPENED ARCHES TO THE LEFT

The arches to the left are characterised by :

- a central zone composed of a minimum of 2 arches or opened to the right
- a delta to the right
- a middle (centre) of the figure

GROUP III: OPENED ARCHES TO THE RIGHT

The arches to right are characterised by :

- a central zone composed of a minimum of 2 arches, opened to the left
- a delta to the left
- the middle of the figure

GROUP IV : THE WHORLS OR SIMPLE ARCHES

The whorls are characterised by :

- a central zone made of concentric cycles, oval cycles or spiral cycles winding as the direction of a hand watch hour or in reverse direction.
- two deltas
- a centre of the figure
- particular condition: they must be 4 minimum lines of cretes between the centre of the figure and the nearest delta.

GROUP VI : DOUBLE WHORLS OR DOUBLE ARCHES

The double arches are characterised by :

- a central zone which has two sorts of arches:
 - a) an accented curve and coming unwound by giving to the sketch the aspect of an "S"
 - b) superposed curves and separately growing one to the left, the other to the right.
- two opposite deltas

- two middles of the figure
- particular conditions: minimum two lines of the cretes must always separate the both middles of the figure.

AGREEMENT ON FINGER-PRINTS CLASSIFICATIONS

ESTABLISHMENT OF THE DIGITAL FORMULA

The digital formula is obtained by assigning to each finger-print delivered in natural order of fingers, a number corresponding to a group that it is owned. The digital formula is also called ten fingers formula because it concerns the ten fingers by beginning by the left hand.

<u>LEFT HAND</u>	little finger	O
	ring finger	A
	middle finger	M
	first finger	I
	thumb	P

<u>RIGHT HAND</u>	thumb	P
	first finger	I
	middle finger	M
	ring finger	A
	little finger	P

They assign the code of the digital classification group to each finger . The number of ten codes here obtained constitutes a digital formula, a characteristic of a person; It is the primary formula.

Example : O A M I P P I M A O
 2 2 3 4 2 3 3 4 3 3

In application, they notice that very numerous people have the same digital identification and some formulas are so numerous that they had had , to clarify the classification file, to run to sub-groups which determine the second formula elaborated as it follows:
For each of the following six fingers and in this order:

LEFT HAND M

P

- RIGHT HAND vet. I

-21-

- the extrinsic and all the interosseous ligaments crossed by the Galton line and they attribute to each finger the mobilised ligament. The plate B print M and make only one rotation which allows to fill the totality of internal surface of the digital phalanxes (the top join of finger) .

4) Inking up ten fingers form :

O	A	M	P	P	M	A	O
1	2	3	4	5	6	7	8
Bring the linked finger to the located place on the ten fingers form and make as it has been done above with a medium pressure, take off immediately the finger to escape from swinging. The image of digital sketch must be clear, not extremely clear, not very dark, the desired subject is obtained a fine complete image and very contrast to be easily photographed.							

Particular case of a digital summary on a cadaver

STUDY OF CASES

OPERATOR TECHNIQUE OF DIGITAL SKETCH SUMMARY

Relax the fingers by massaging all of phalanges till the normal stretching of the hand.

Clean digital extremities for finger prints or with fuel.

Dry them carefully in your

Ink each finger (with an ink pad or roller) with a carton on which is fixed a sheet of paper, successively by principle the fingerprints of each of the ten fingers.

- the ten fingers form (dactyloscopic)

To process to digital sketch summary the following operations must carefully be followed:

2. Cadaver in state of advanced putrefaction

1. Inking up the plate to be inked

With a scalpel, make circular bowels till the top height of unguis phalanx.

Pick up the epiderm as a finger of a glove and put it around the finger of the operator, then proceed to inking as on an active body.

TECHNICAL DOCKET
SCIENTIFIC POLICE

WEAPONS AND BALLISTICS

In criminal law, they call " weapon " every object, instrument, tool, which has been used in knocking and has caused injuries or death.
It is therefore necessary to differentiate the occasional weapons and weapons to intended purpose.

THE OCCASIONAL WEAPONS are improvised weapons, in most cases, found at the place. So, they are classified as follows :

- the bruising instruments : they cause contuses (power-hammer, stick, every hard instrument)
 - shearing instruments : they cause wounds more or less deep by cutting tissues (knives, razor, broken glasses)
 - sharp instruments : they cause injuries generally small but sometimes very deep (scissors, screwdriver ...)
- The occasional weapons must be researched at the places where they are sometimes abandoned.

THE WEAPONS TO INTENDED PURPOSE : There are two types of weapons: the steel weapons and the firearms.

- The steel weapons : the steel weapons present less interest in technical police. The only findings which can offer interest to the investigator involve:
 - the description of the battery which can provide the kind of the weapon that has been used to cause the injury.
 - the origin of the weapon which can allow the orientations that guides investigators to a professional place or a well defined sector of activity.
- The firearms : they are classified as it follows:
 - small firearms: they are hand weapons exclusively composed of pistols and revolvers .

- lengthy firearms: they are weapons used in a war (steel, rifle, sub-machine gun) and sporting arm.
- extraordinary firearms which generally consist of modified or converted weapons to practise real shot of mug (alarming pistol, supply weapons, ...)

1. FINDINGS OF AN INVESTIGATION

If in practice it is fluently to find a steel weapon at the crime places, it is not the same with a firearm which stays in most cases in belonging hand of the shooter. The discovery of a firearm characterise almost the suicide or an accident except the case of falsified homicide.

As it is difficult to carry out the evidence of one or other of those three cases, the findings of investigation will have to be extremely detailed and exact; in case the weapon is found or not at the places, it is necessary to proceed to the following operations:

1. Photographic summary

To take photos of :

- the weapon in his position when the investigators discovered it on their arrival
- the cases found on the floor in order to emerge their location in the piece.
- in each rifle or each impact left by the shot in manner to visualise the photograph of their exact location
- the battery/batteries on the victim (the whole view and detailed view of the impact on the body or the clothes).

2. Security measure

To be sure that, before all manipulation of the weapon, it presents no danger to the investigators.

3. Investigation and consequent sampling of epidermic track

Those tracks must be researched to the smooth part of the weapon: breech, trigger, cartridge clip.

4. Summary by sketch

To place on the sketch of places's state, the true position of the weapon, the cases, the rifles or the impacts in marking them geographically in the space.

An eventual rebuilding of a crime by magistrates must allow to replace each object to the exact position where it has been discovered.

5. Description

a) of the weapon: indicate more particularly:

-24-

- the position of the weapon in the hand of the victim (right or left)
- the direction of the weapon
- the position of the weapon
- the position of the safety catch
- presence or absence of a case

- presence or absence of a residue of combustion in the gun
- presence or absence of a clip or magazine of rifle
- number of cartridges in the magazine of rifle or in the clip
- existence of traces or epidermic tracks.

b) of cases

Indicate the emplacement where they are discovered, if they have abnormal traces due to the joint in the harness, their bore; all the numbered indications marked on the bottom (research of the munition origin)

c) of bullets or impacts

Describe the exact location by giving metrical or centimetrical sizes of the reference marks in all letters to avoid the eventual contestations.

d) of injuries batteries

Describe the shape, the position of each injury, indicate the presence or the absence of tattooing, its colour, its diameter.

Confiscation- seizure

In all criminal affairs with use of firearms, projectiles or residue of shot must obligatorily be confiscated in order to practice laboratory analyses and then be transmitted to the hand of the magistrate as pieces of conviction.

After fruitless investigation of epidermic tracks or sampling already done, the weapon is carefully packed up. The bullets and the cases are also delicately packed up by avoiding all contact with a thick body (use of cotton or water-skin).

The whole is sent to the department of technic police for a comparative investigation.

EXPLOITATION

The personnel of detachments of the gendarmerie is territorially competent to work on the bullets and tubular casings, to determine their origin, to clarify and take photographs of traces sometimes very fine and very numerous that had been produced at the moment of the shot. To the guiding of his investigation, the Criminal Investigation Department Officer can clarify the enquiries which outcome from an attentive examination of the position and the number of tubular casings found at the places.

VISUAL DEDUCTIONS (ANALYSIS)

1)The bore of the weapon

It is determined by the tubular casings and bullets found at the places. Exceptionally, the orifices can offer indications on the bore of the utilised weapon. The identification of the bore must not cause any problem to militaries of the gendarmerie at least in which concern usual bores .

For weapons with singular bore (6.35 , 7.65 , 38SP-11), the department of technical police has a well complete making up of samples of various munitions in the hand weapons.

2) The type of the utilised weapon

The presence or the absence of the case, the size of tubular casings can offer concise indication.

Whether it is a revolver (absence of cases) whether it is pistol (presence of cases).

3) The distance of the shooting

In most weapons, the gun-powder achieves its combustion at the end of the cannon to the atmosphere. This combustion leaves residues which can in some conditions settle around the opening orifice: this being the case they distinguish:

- shooting gallery point-touch :

The mouth of a cannon is in contact with clothes or the skin. In contact with clothes, the opening orifice presents lines divided into sections not yet burnt to a cinder. The combustion of gasses is made inside the tube opened by the bullet and the residues of combustion are forced back outside the wound, instigating (provoking) a black depot in cockade around opening orifice on interior size of the tissue. In contact with the skin, naked, they find no trace of the residue of combustion outside the punch. All the residues are accumulated inside the channel bored by the projectile.

- Shooting gallery point-blank :

It is a shooting at a short distance from 40 to 60 centimetres. The traces left by combustion are the same as on the clothes as on the naked skin .

The spray of the gun-powder has lightly spread at the departure of the cannon, they distinguish then the burn of clothes fibers or of the skin. A depot of powder seeds incompletely consumed or not consumed had more or less deeply entered the clothes or the skin: it is the tattooing

An inky black halation encircles the entering orifice. Its diameter is promptly equal to the shooting distance. Its degree of colouring is reversely equal to the same distance.

- Far shooting gallery :

It is a shooting done at a distance over 60 centimetres. The projectile leaves a circled orifice smaller than its calibre. All around the orifice, appears a fine grey halation, made of dispose products which recover in generally the projectiles. The grey halation is called the collarette (flange) of dusting.

Distinction between opening orifice and exit orifice

Every investigator must always try to make that distinction because that information allows to reconstitute the position of the offender according to the victim's.

The opening orifice is always smaller than the exit one.

The exit orifice is always larger than the opening orifice and its diameter is higher than the calibre of the projectile.